



Commission
européenne



35 ANS DE L'EUROBAROMÈTRE

Perception de l'intégration européenne par
l'opinion publique des États membres de
l'Union européenne :
1973 - 2008



ENSEmble

DEPUIS 1957



Cher lecteur, chère lectrice,

Je vous prie de trouver ci-joint un livret présentant une courte introduction de 35 ans d'Eurobaromètre.

Depuis 1973, la Commission européenne a suivi l'évolution de l'opinion publique dans les Etats membres, ce qui nous a aidés pour la préparation de textes, pour la prise de décision, et pour l'évaluation de notre travail. Nos enquêtes et études couvrent des sujets majeurs relatifs à la citoyenneté européenne comme l'élargissement, la situation sociale, la santé, la culture, les technologies de l'information, l'environnement et l'euro. Depuis plus de trois décennies, les sondages Eurobaromètre nous ont fourni de solides indications quant aux préoccupations, aux besoins et aux opinions des citoyens européens.

Dans les années à venir, nous continuerons à explorer les attentes et les attitudes des citoyens envers l'Union européenne et nous continuerons à développer encore plus l'Eurobaromètre, véritable instrument pour l'élaboration de politiques dans l'intérêt des citoyens.

Sincères salutations,

Margot Wallström



Cher lecteur, chère lectrice,

L'Eurobaromètre a débuté il y a 35 ans, avec l'analyse de l'opinion publique dans neuf Etats membres. Aujourd'hui nous examinons les avis des citoyens de 27 Etats membres et des pays candidats. Une source unique de connaissance et un instrument remarquable en matière de conseil politique.

L'Eurobaromètre conduit régulièrement des enquêtes d'opinion à l'échelle européenne sur des thèmes aussi différents que l'énergie, le changement climatique, les soins de santé ou la flexibilité du marché du travail, mais aussi sur des questions plus larges comme le futur de l'Europe, l'économie et la politique étrangère. C'est probablement l'étude sociale comparative la plus complète sur un continent, au regard de sa fréquence, de sa taille, et de l'ampleur de sa couverture. Nous rendons les résultats publics aux journalistes, aux hommes politiques, aux décideurs, aux étudiants et aux chercheurs, et nos méthodes de travail sont ouvertes et peuvent être vérifiées.

On observe une grande diversité d'opinions parmi les Européens qui peuvent s'expliquer par l'âge, le contexte social et parfois la géographie et l'histoire. Mais il y a également de forts points de vue en commun. L'Eurobaromètre nous permet de mieux comprendre pourquoi les opinions convergent ou divergent sur diverses questions.

J'espère que ce livret vous aidera à mieux comprendre l'Eurobaromètre et vous permettra de nous aider à l'améliorer encore.

Avec mes meilleurs sentiments,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Claus H. Sørensen'. The signature is fluid and stylized, with a long horizontal stroke at the end.

Claus H. Sørensen



Une opinion publique européenne existe-t-elle ?

“C'est un construit. L'opinion publique européenne existe dans la mesure où, sur un certain nombre de questions, les Européens pensent de la même façon : sur la démocratie, sur les droits de l'homme, le statut de la femme. Il s'agit d'un soutien général, tacite, avec cette distinction toutefois que les jeunes et les personnes les plus instruites sont plus proches les uns des autres dans les différents pays, que ne le sont d'autres catégories de la population. Cela s'explique notamment parce qu'ils sont plus politisés et lisent les journaux, etc. Le clivage se situe là, au niveau de l'information et de la formation, d'où la nécessité d'une éducation européenne. Ici le problème de la formation et de l'information de l'opinion publique rejoint celui de l'école.”

Entretien avec Mr Jacques-René Rabier,
fondateur de l'Eurobaromètre. Octobre 2003.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---



CHAPITRE I – 35 ANS D'ANALYSE EN PROFONDEUR DE L'OPINION DES CITOYENS EUROPÉENS	5
---	---

1. Les Européens, satisfaits de leur vie en général ?
2. Comment les citoyens européens voient-ils leur avenir ?
3. Les citoyens européens et la politique : À quel point font-ils confiance à leurs institutions ?
4. Se sentir citoyen national, citoyen européen ou les deux à la fois ?



CHAPITRE II - QUELLE PERCEPTION DE L'INTEGRATION EUROPÉENNE ?	23
---	----

1. Les citoyens européens à l'épreuve de leurs connaissances sur l'Union européenne
2. Ce que l'Union européenne évoque chez les citoyens européens
3. Quels rôles pour l'Union européenne ?



CHAPITRE III - ATTENTES, CRAINTES ET QUESTIONNEMENTS	45
--	----

1. Les espoirs et les inquiétudes suscitées par la construction européenne
2. Les Européens et la PAC
3. Comment le projet d'unification économique et monétaire est-il globalement perçu ?
4. La mondialisation des échanges : une chance pour l'Europe ?
5. Politique étrangère et politique de sécurité et de défense communes : les opinions des citoyens européens
6. Élargissement et/ou approfondissement de l'Union européenne : les Européens face aux différentes vagues d'adhésion



CHAPITRE IV - QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?	69
---	----

1. Les priorités des Européens
2. Attitude à l'égard d'un nouvel élargissement
3. Quel soutien pour une Constitution européenne ?
4. 2010 et la Stratégie de Lisbonne : les doutes des citoyens de l'Union européenne



CHAPITRE V - INSTANTANÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE EN EUROPE	81
--	----

1. Comment les Européens vivent certains « sujets de société »
2. Les valeurs défendues par les citoyens européens
3. Les Européens face au défi de la société de l'information

CONCLUSION	101
------------------	-----

INTRODUCTION

35

années se sont écoulées depuis que le premier Eurobaromètre (alors intitulé « Euro-Baromètre ») a vu le jour. Dès 1970, la Commission européenne commence à conduire des enquêtes simultanées au sein des Etats membres de la Communauté européenne et, en 1971 et 1973, elle réalise des sondages. Un an plus tard, elle lance officiellement la série d'enquêtes Eurobaromètre biannuelles (une vague au printemps et une en automne).

C'est dans les termes suivants que son fondateur, M. Jacques-René Rabier, évoquait au mois d'octobre 2003 l'origine de cet instrument : « L'objectif de l'Eurobaromètre était, d'une part, de mieux connaître l'opinion pour orienter la politique d'information et, d'autre part, de contribuer à révéler les Européens les uns aux autres. Il s'agissait, non seulement de connaître l'opinion publique européenne, mais également de faire connaître à cette opinion ce que les citoyens et les citoyennes de tel ou tel pays pensaient sur les mêmes thèmes. Le Parlement européen s'est intéressé à cette idée. Le rapport Schuijt, qui porte le nom d'un député néerlandais, a recommandé avec insistance la mise en place d'une étude permanente de l'opinion publique européenne. En 1973, lorsque j'ai quitté ma fonction de directeur général de l'information en raison du premier élargissement, le président de la Commission de l'époque, M. Ortolí, m'a demandé ce que je voulais faire. J'ai répondu « Je voudrais créer cette mécanique des sondages que demande le Parlement européen ». Ainsi, après un premier sondage test dans les neuf pays en 1973, le premier Eurobaromètre a vu le jour au printemps 1974.

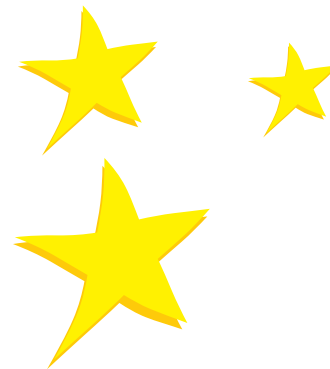
Ces premiers essais permirent donc de lancer à intervalles réguliers la plus importante vague de sondages jamais réalisés auprès des citoyens européens.

Le premier Eurobaromètre « Standard » assignait les objectifs suivants à ce nouvel outil d'information :

- Évaluer la perception des activités des Communautés européennes par leurs destinataires ;
- Prévoir, autant que possible, l'accueil par le grand public de telle ou telle initiative institutionnelle ou autres ;
- Par son caractère barométrique, cet outil de collecte de données devait également être capable de mesurer dans le temps (deux vagues par an) et au sein des pays (les États membres) l'évolution de l'opinion publique européenne.

Extraits de la note d'introduction de l'Eurobaromètre N°1 (juillet 1974) :

« En vue de mieux suivre l'évolution à court terme de l'opinion publique européenne et notamment des centres d'intérêt du public à l'égard des activités de la Communauté, la Commission a décidé de faire faire, à partir de cette année, des sondages périodiques dans les neuf pays de la Communauté. (...) »



Mais arrêtons-nous sur trois caractéristiques essentielles de l'Eurobaromètre :

Un baromètre

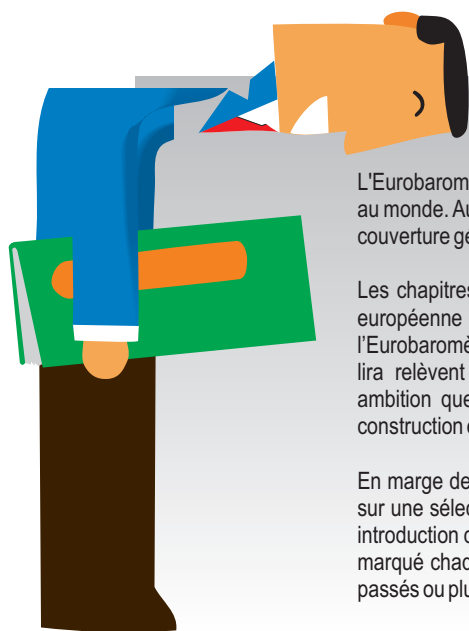
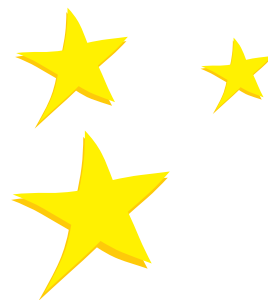
La répétition à intervalles réguliers de certaines questions i) toujours formulées de la même manière ii) selon la même méthodologie fiable iii) dans l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne et les pays candidats, fait que l'on peut présenter cette étude comme un véritable révélateur des variations de l'opinion dont on peut apprécier avec précision les évolutions.

Un omnibus

Dans le jargon des enquêtes par sondages, on parle d'omnibus lorsqu'une même étude contient plusieurs sujets provenant de différents commanditaires. L'Eurobaromètre (Standard et Spécial) peut être considéré comme un omnibus, car il contient une série de questions commanditées par plusieurs Directions Générales de la Commission européenne.

L'homogénéité quant au mode de recueil de l'information

En effet, depuis sa naissance, il y a trente-cinq ans, l'Eurobaromètre repose sur des entretiens menés, en face-à-face, au domicile des personnes interrogées et dans la langue nationale du pays. L'utilisation d'un mode de collecte de données qui reste cohérent aussi bien dans le temps qu'en terme d'espace permet de comparer avec justesse les variations de l'opinion dans divers Etats membres et en fonction des différentes époques. Un tel mode de collecte de données est essentiel si l'on souhaite pouvoir disposer d'une vue d'ensemble de l'opinion publique européenne, et identifier des disparités entre les Etats membres.



L'Eurobaromètre est aujourd'hui devenu l'une des plus importantes enquêtes d'opinion au monde. Au cours de ces 35 années d'existence sa fréquence de réalisation et de sa couverture géographique ont triplé.

Les chapitres qui suivent s'attachent à retracer les évolutions de l'opinion publique européenne à travers le prisme des principaux thèmes abordés régulièrement par l'Eurobaromètre au cours des trois dernières décennies. Les développements que l'on lira relèvent de choix rédactionnels, fatalement arbitraires, qui n'avaient d'autre ambition que de refléter les principaux thèmes liés aux évolutions dictées par la construction européenne.

En marge des développements analytiques, des « zooms historiques » se focalisent sur une sélection de thématiques reprises par les études Eurobaromètre. Une brève introduction de la thématique et une présentation de quelques dates historiques ayant marqué chaque thème retenu deviennent ainsi le prétexte à l'exposition de résultats passés ou plus immédiats issus des enquêtes Eurobaromètre.

Au début des années quatre-vingt dix naît un nouvel outil quantitatif, destiné à compléter les enquêtes en face-à-face et réalisé cette fois-ci par téléphone : l'Eurobaromètre « Flash ». Dès le commencement des études Flash, la Commission décide de ne pas limiter l'univers à sonder au seul grand public. Compte tenu du succès des premiers sondages, la Commission décide d'étendre le champ d'application de l'Eurobaromètre Flash à des groupes cibles spécifiques. Depuis plus de quinze ans, la Commission dispose donc d'un instrument qui couvre des populations aussi variées que les médecins, les chefs d'entreprise, les jeunes de 15 à 24 ans ou encore les retraités.

Les Eurobaromètres Flash peuvent donc être définis comme des enquêtes ad hoc, reposant sur des entretiens téléphoniques thématiques et entreprises à la demande des services de la Commission européenne. Grâce à ces enquêtes, la Commission est en position d'obtenir des résultats relativement rapidement au sujet de groupes spécifiques ou du public en général quand elle en a besoin. Depuis la naissance de cet instrument il y a dix-huit ans, près de 250 Flash différents ont été réalisés.

L'Eurobaromètre comprend également des études qualitatives. Ces dernières sondent les motivations, les sentiments, les réactions de groupes sociaux choisis à l'égard d'un sujet ou d'un concept donné, en écoutant et analysant leur façon de s'exprimer dans des groupes de discussion ou des entretiens non-directifs. Ces études Eurobaromètre existent depuis une dizaine d'années. Elles complètent le dispositif quantitatif dont la Commission dispose. Elles interviennent en amont et/ou en aval d'une enquête quantitative Eurobaromètre Standard ou Flash :

- En amont : pour mieux cerner une problématique et/ou définir un questionnaire pour une future enquête qui permettra de quantifier les résultats de la phase qualitative ;
- En aval : pour approfondir certains résultats obtenus dans une enquête quantitative et mieux comprendre les raisonnements des individus et leurs motivations.



Aujourd'hui, les enquêtes Eurobaromètre Standard couvrent les 27 Etats membres de l'Union européenne, les trois pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, à savoir la Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie, ainsi que la partie nord de Chypre qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. En outre, les enquêtes incluent de manière occasionnelle trois pays membres de l'Association européenne de libre-échange - la Norvège, la Suisse et l'Islande, de même que les Etats-Unis. Ainsi, l'Eurobaromètre est devenu l'un des sondages les plus importants au monde avec un programme d'enquête unique, à la fois transnational et transcendant les époques.

CHAPITRE I



35

35 ANS D'ANALYSE EN
PROFONDEUR DE
L'OPINION DES
CITOYENS
EUROPÉENS



1. LES EUROPÉENS, SATISFAITS DE LEUR VIE EN GÉNÉRAL ?

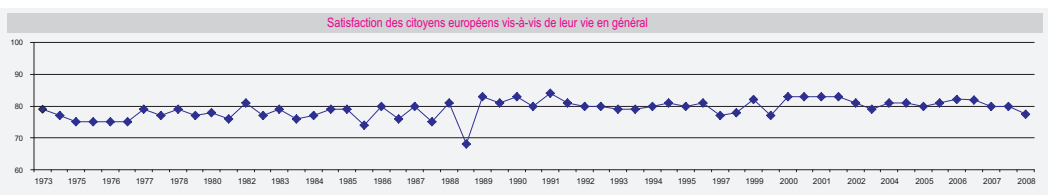
DES CITOYENS COMBLÉS...DU MOINS À PREMIÈRE VUE

Depuis sa création en 1973, l'Eurobaromètre s'est attaché à mesurer le sentiment de satisfaction que les citoyens de la Communauté éprouvent à l'égard de tout ce qui a trait à leur existence et ce, par le biais d'une question simple : « Êtes-vous satisfaits de votre vie en général ? ». Même si ce sentiment résulte de multiples perceptions, il constitue un premier indicateur intéressant du climat d'une société. Afin d'approfondir quelque peu cette analyse de l'état d'esprit des citoyens européens à l'égard de leur situation personnelle, le questionnaire de l'Eurobaromètre a, au cours des années 80, eu recours à deux indicateurs supplémentaires. Ceux-ci concernent la satisfaction des citoyens européens vis-à-vis de leur situation professionnelle et de la situation financière de leur ménage.

Repère 1 Une majorité de citoyens européens sont satisfaits de la vie qu'ils mènent malgré les difficultés financières auxquelles ils font face.

Vie en général

Le degré de satisfaction de la vie s'est avéré être un des indicateurs les plus stables de l'Eurobaromètre au cours des trente-cinq dernières années, avec une moyenne d'au moins 75% de répondants donnant une évaluation positive de la vie qu'ils mènent. Au printemps 2008, l'état d'esprit d'une grande majorité de citoyens de l'Union européenne confirme cette observation (77%).



Situation professionnelle

Lorsqu'on les invite à s'exprimer sur l'exercice de leur activité professionnelle, la majorité des Européens (54%) disent, au printemps 1980, que les choses vont « plutôt bien ». Les choses vont par contre « plutôt mal » pour un peu moins d'un cinquième d'entre eux (17%). On notera que dans cinq pays (Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Luxembourg), la situation est jugée beaucoup plus fréquemment « plutôt bonne » que dans les autres Etats membres, tandis qu'en France, les insatisfactions à cet égard sont les plus nombreuses.

Près d'un quart de siècle plus tard, un grand nombre de citoyens européens appréhendent favorablement leur situation professionnelle. Ainsi, à l'automne 2004, 81% d'entre eux affirment en être "très ou plutôt" satisfaits.

Questions et Sources

Q: D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?
 Q: Pour chacun des aspects suivants, pourriez-vous me dire si vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) ?
 - Votre travail actuel

EB13 (printemps 1980)
 EB62 (automne 2004)
 EB69 (printemps 2008)



1. LES EUROPÉENS, SATISFAITS DE LEUR VIE EN GÉNÉRAL ?

DES CITOYENS COMBLÉS...DU MOINS À PREMIÈRE VUE

Situation financière

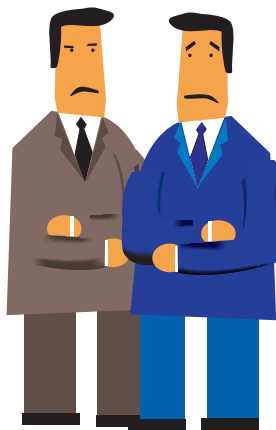
Au printemps 1980, les difficultés budgétaires semblent plus gravement ressenties que les difficultés d'ordre professionnel. Plus de la moitié des Européens (54%) disent qu'ils n'arrivent pas à « joindre les deux bouts » (9%) ou qu'ils y arrivent tout juste (45%). La plus forte proportion de répondants qui disent qu'ils n'arrivent pas ou qu'ils arrivent tout juste à « joindre les deux bouts » est concentrée dans deux pays, l'Irlande (71%) et la France (64%). Au contraire, aux Pays-Bas, la grande majorité des personnes interrogées (70%) disent ne pas avoir de difficultés financières.

Environ deux décennies et demie plus tard, une nette majorité d'Européens décrivent leur situation financière de manière positive. Les résultats les plus récents, à savoir ceux du printemps 2007, révèlent en effet que 61% des Européens considèrent leur situation financière comme « bonne » alors que plus d'un tiers d'entre eux la jugent « mauvaise » (36%).

Questions et Sources

Q: Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? - Votre situation financière

EB13 (printemps 1980)
EB67 (printemps 2007)



1. LES EUROPÉENS, SATISFAITS DE LEUR VIE EN GÉNÉRAL ?

NÉANMOINS, LA HAUSSE DES PRIX, LE TAUX DE CHÔMAGE, ET LA CRIMINALITÉ GÉNÈRENT CERTAINES INQUIÉTUDES

L'Eurobaromètre Standard a, depuis ses débuts, régulièrement demandé aux citoyens européens d'exprimer leurs inquiétudes et leurs jugements à l'égard de l'état actuel de leur pays. Au cours des dernières années, il s'est agi principalement d'inviter les répondants à signaler les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face leur pays.

Repère 2 Depuis le début des années 80, le chômage s'impose comme la principale préoccupation des citoyens européens

L'inflation

Dans la seconde moitié des années 70, les citoyens européens se préoccupent principalement des effets de la crise économique qui affecte l'Europe : l'inflation et la baisse de leur pouvoir d'achat. L'Eurobaromètre réalisé à l'automne 1975 indique ainsi que deux personnes sur trois constatent une hausse des prix plus rapide que l'augmentation des revenus. Plus inquiétant, ils se montrent critiques sur l'évolution de la situation générale depuis cinq ans.

Bien qu'ils aient pendant longtemps désigné le chômage comme leur principale source d'inquiétude, au cours des dernières années, les citoyens européens sont apparus à nouveau de plus en plus préoccupés par la hausse des prix et l'inflation. Au printemps 2008, l'inflation s'impose finalement en tête de liste des préoccupations des Européens, devant le chômage.

Le chômage

Si, lors des premières vagues de l'Eurobaromètre, le problème du chômage apparaît moins préoccupant que celui de l'inflation, il gagne lentement en importance et devient, à l'automne 1983, une préoccupation majeure des citoyens dans l'ensemble des pays membres de la Communauté. Celle-ci compte alors quelque onze millions et demi de chômeurs, soit 10% de la population active. Au cours des deux décennies qui suivent, le chômage reste le principal sujet d'inquiétude parmi les Européens. Cependant, à partir de l'automne 2006, il est moins souvent pointé du doigt par les citoyens européens. Au printemps 2008, enfin, seulement environ un quart des citoyens continuent à le désigner comme l'un des deux plus importants problèmes auxquels leur pays doit faire face.

Au sein des Etats membres, les catégories les plus concernées par le problème du chômage s'avèrent être les 15-24 ans, les étudiants, les ouvriers, et logiquement, les chômeurs eux-mêmes.

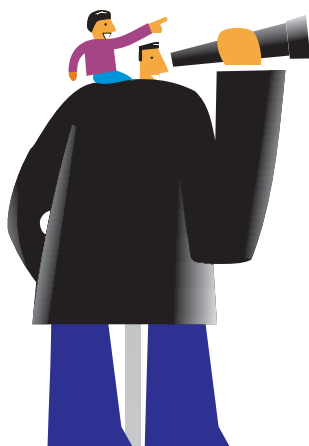
L'insécurité

Au cours des dernières années, l'insécurité a toujours été identifiée comme l'un des trois principaux problèmes auxquels sont confrontés les Européens. Entre le printemps 2003 et le printemps 2005, la fréquence à laquelle ceux-ci font référence à ce problème a néanmoins décliné. Des résultats plus récents révèlent quant à eux une tendance très stable, avec un peu moins d'un quart des citoyens européens qui considèrent l'insécurité comme un de leurs plus importants sujets de préoccupation. Au printemps 2008, les inquiétudes sécuritaires des citoyens ont faibli (20% la mentionnant) de telle sorte que l'insécurité est reléguée en troisième position derrière l'inflation et le chômage.

Questions et Sources

Q: A votre avis, quels sont les deux plus importants problèmes auxquels doit faire face (VOTRE PAYS) actuellement ? L'insécurité ; La situation économique ; La hausse des prix\ l'inflation ; Les impôts ; Le chômage ; Le terrorisme ; La défense\ la politique étrangère ; Le logement ; L'immigration ; Le système de santé ; Le système éducatif ; Les retraites, les pensions ; La protection de l'environnement.

EB4 (automne 1975)
EB20 (automne 1983)
EB66 (automne 2006)
EB69 (printemps 2008)



2. COMMENT LES CITOYENS EUROPÉENS VOIENT-ILS LEUR AVENIR ?

UN OPTIMISME CERTAIN CONCERNANT LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES

En conclusion du rapide bilan qu'ils fournissent de leur situation personnelle et de la situation actuelle de leur pays, les citoyens européens sont invités par l'Eurobaromètre à se projeter dans un avenir proche et à donner leurs pronostics.

Repère 3 Les douze prochains mois suscitent des perspectives ambivalentes au sein de l'opinion publique européenne : à l'optimisme individuel s'oppose une forme de pessimisme collectif.

Vie en général

Ces dernières années, les niveaux de pessimisme ont sensiblement diminué par rapport au début et au milieu des années 90, époque où parfois plus d'un tiers de la population avait le sentiment que l'année à venir serait moins bonne. Au printemps 2008, les citoyens européens apparaissent relativement optimistes quant à leur situation personnelle : 32% des répondants pensent qu'elle sera meilleure au cours des douze prochains mois, tandis que 49% n'attendent pas de changement et 16% seulement pensent qu'elle sera moins bonne. Ces pronostics par rapport à la vie en général ont tendance à être assez stables d'une année à l'autre au sein de chaque Etat Membre.

Situation professionnelle

A l'échelle de l'UE, les citoyens émettent un jugement assez optimiste quant à leur situation professionnelle au printemps 2008 : un cinquième s'attendent à ce que celle-ci s'améliore au cours des douze prochains mois et 61% considèrent qu'elle demeurera identique. Un sur dix suppose que sa situation professionnelle sera moins bonne. Au milieu des années 90, une plus large proportion de la population s'attendait à une amélioration (28%) mais aussi à une détérioration (14%).

Situation de l'emploi

La confiance qu'expriment les interviewés à l'égard de leur situation professionnelle personnelle au printemps 2008 contraste nettement avec leurs attentes concernant la situation de l'emploi dans leur pays. Le sentiment le plus répandu est en effet que cette situation est vouée à se dégrader au cours des douze prochains mois (39%). Le pessimisme affiché par les Européens au printemps 2008 perdure depuis le printemps 1983 : 66% personnes interrogées jugeaient alors que le problème du chômage ne serait pas résolu même si « les affaires reprenaient ».

Situation financière du ménage

En 1995, 22% des sondés disent s'attendre à ce que leur situation financière s'améliore, 20% à ce qu'elle soit moins bonne et plus de la moitié, 55%, à ce qu'elle ne connaisse aucun changement au cours de l'année à venir. La distribution des réponses concernant la situation financière du ménage se maintient dans une mesure relative jusqu'à nos jours. Cependant, au printemps 2008, le nombre de citoyens pessimistes s'avère supérieur à celui des citoyens optimistes : un quart des citoyens européens confirment qu'ils s'attendent à une détérioration de cette situation alors que 22% prévoient un scénario plus positif et que 50% estiment que cette situation demeurera inchangée.

Situation économique

Au printemps 2008, c'est la dégradation de la situation économique du pays que l'on anticipe le plus. Ce pessimisme a en fait progressé de manière significative depuis l'automne 2007. 46% des Européens s'attendent à présent à ce que la situation économique de leur pays s'aggrave alors qu'un tiers d'entre eux pensent qu'elle restera inchangée et que seulement 16% sont d'avis qu'elle va s'améliorer.

Questions et Sources

Q: Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre vie en général; La situation économique en (NOTRE PAYS); La situation financière de votre ménage; The employment situation in (our country); La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS).
EB19 (automne 1983)
EB46 (automne 1996)
EB64 (automne 2005)
EB68 (automne 2007)
EB69 (printemps 2008)

ZOOM 1

QUEL INTÉRÊT LES CITOYENS PORTENT-ILS A L'UNION EUROPÉENNE?

La construction européenne a, dès son commencement, suscité l'intérêt de certaines catégories professionnelles spécifiques, notamment les agriculteurs et les pêcheurs. L'intérêt de ces derniers était avant tout motivé par la mise en place de politiques communautaires et de programmes d'assistance dont ils pouvaient espérer bénéficier. Par ailleurs, les processus liés à l'intégration européenne ont très tôt été suivis par les collectivités territoriales, les entreprises et les associations qui, elles aussi, ont cherché à tirer parti de projets subventionnés par la Communauté européenne.

Au fur et à mesure que les rôles de la Communauté / l'Union européenne se sont développés et que l'influence de ses politiques est devenue perceptible au sein de la vie quotidienne des citoyens européens, ceux-ci se sont davantage intéressés à la construction européenne. Le programme Erasmus, par exemple, est apparu à la population européenne comme une véritable réalisation de la construction européenne.

Des événements majeurs, comme l'organisation d'un référendum à la suite de la signature du traité de Maastricht de 1992, permettent en outre à certains gouvernements d'associer les opinions publiques à des moments-clé de l'histoire européenne. De la même façon, l'adoption de l'Euro en 2002 est un élément tangible de la construction européenne.

Repères historiques :

1962 : Introduction de la Politique Agricole Commune.

1987 : Lancement du programme ERASMUS.

1992 : Signature du Traité de Maastricht.

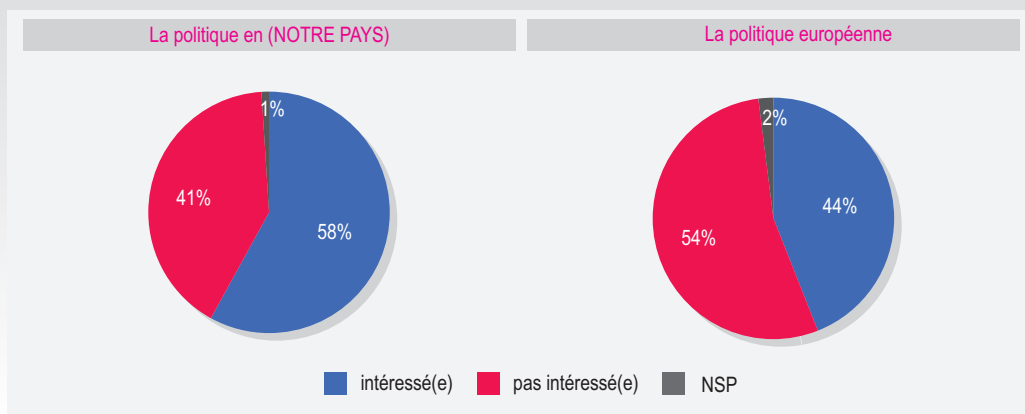
ZOOM 1 QUEL INTÉRÊT LES CITOYENS PORTENT-ILS A L'UNION EUROPÉENNE?

- Moins de la moitié des Européens (44%) se dit intéressée par les affaires européennes tandis que 58% des répondants affichent un intérêt pour la politique dans leur pays.

Source : Eurobaromètre Standard 66

Terrain : septembre - octobre 2006; publication : septembre 2007

QA52. "Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), plutôt intéressé(e), plutôt pas intéressé(e) ou pas intéressé(e) du tout par ...
1. La politique en (NOTRE PAYS) / 2. La politique européenne?"





3. LES CITOYENS EUROPÉENS ET LA POLITIQUE : INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE, CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CONFIANCE DANS CELLES-CI

Au cours des trente-cinq années couvertes par l'Eurobaromètre, les citoyens européens se montrent conscients qu'un certain nombre de problèmes affectent la situation de leur pays. Dans quelle mesure se sentent-ils personnellement concernés par ces problèmes, mais aussi, de manière plus générale quel est leur intérêt pour la politique ? Voici quelques unes des questions auxquelles tente de répondre l'Eurobaromètre.

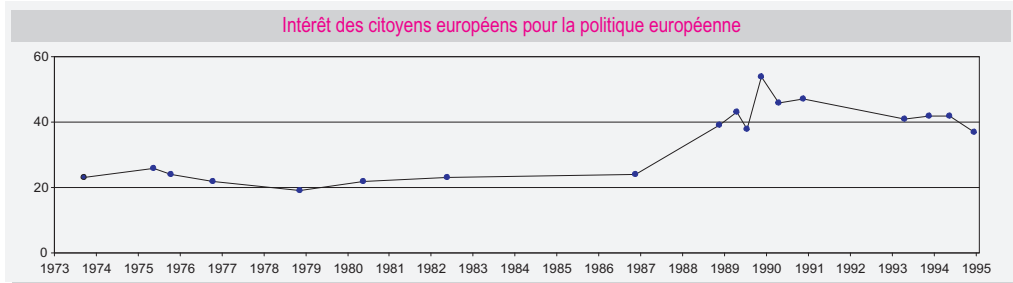
Repère 4 La population européenne, généralement sensible à l'actualité politique, accorde une attention grandissante aux questions communautaires

Novembre 1989 : pour la première fois, plus de la moitié des répondants expriment un intérêt pour la politique européenne.

Intérêt pour la politique européenne.

Lors des premières vagues de l'Eurobaromètre, de 1973 à 1986, environ un quart des citoyens européens disent qu'ils s'intéressent beaucoup aux problèmes de la Communauté. Les affaires européennes connaissent ensuite un regain d'intérêt auprès de la population de la Communauté européenne. En novembre 1988, la proportion de répondants exprimant un intérêt pour les affaires européennes franchit pour la première fois la barre des 30% et en novembre 1989, elle atteint le seuil historique de 54%.

À l'automne 2006, 44% des Européens déclarent qu'ils s'intéressent à la politique européenne.



Intérêt pour la politique en général

Les enquêtes Eurobaromètre qui ont été réalisées ces dernières années se sont davantage intéressées à l'attitude des citoyens européens vis-à-vis de la politique en général. Au printemps 2008, elles enregistrent qu'un peu plus de sept personnes interrogées sur dix (72%) affirment qu'elles abordent souvent ou de temps en temps des sujets politiques entre amis.

Questions et Sources

La formulation de la question sur laquelle l'Eurobaromètre se base pour analyser ce point a évolué au fil des différentes vagues:

- "Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), plutôt intéressé(e), plutôt pas intéressé(e) ou pas intéressé(e) du tout par ... ?" (septembre - octobre 2006)
- "Dans quelle mesure diriez-vous que vous vous intéressez à la politique européenne, c'est-à-dire aux affaires liées à la Communauté Européenne : beaucoup, assez, pas beaucoup ou pas du tout ?" (mars-avril 1993)
- "Concernant la politique européenne, c'est-à-dire aux affaires liées à la Communauté européenne, dans quelle mesure diriez-vous que vous vous intéressez à elle : beaucoup, assez, pas beaucoup ou pas du tout ?" (octobre-novembre 1998)
- "Dans la presse, dans les journaux, à la radio ou à la télévision, il est souvent question de la Communauté européenne. Personnellement, vous intéressez-vous beaucoup, un peu ou pas du tout aux problèmes de la Communauté européenne ?" (octobre- novembre 1986; mars-avril 1982)
- "Personnellement, vous intéressez-vous beaucoup, un peu ou pas du tout aux problèmes de la Communauté européenne le Marché commun ?" (avril 1980, octobre-novembre 1978, septembre 1976, septembre 1973)

EB4 (automne 1975)
EB30 (automne 1988)
EB32 (automne 1989)
EB66 (automne 2006)
EB69 (printemps 2008)



3. LES CITOYENS EUROPÉENS ET LA POLITIQUE : INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE, CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CONFIANCE DANS CELLES-CI

Une grande majorité des Européens connaissent les institutions européennes

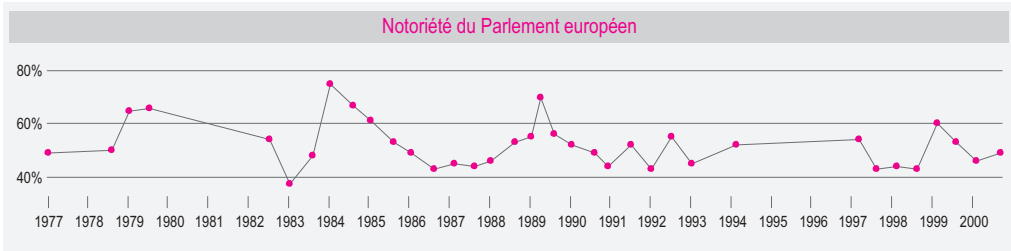
L'Eurobaromètre mesure régulièrement l'ampleur du soutien accordé par les citoyens européens aux institutions européennes par le biais d'un certain nombre d'indicateurs : la notoriété et l'image des institutions au sein de la population européenne, la confiance que les citoyens européens leur accordent et, enfin, le sentiment de satisfaction que ceux-ci éprouvent quant au fonctionnement de la démocratie au sein de la Communauté/ l'Union européenne.

Repère 5 Une majorité (relative ou absolue) de citoyens connaissent les institutions européennes et leur font confiance

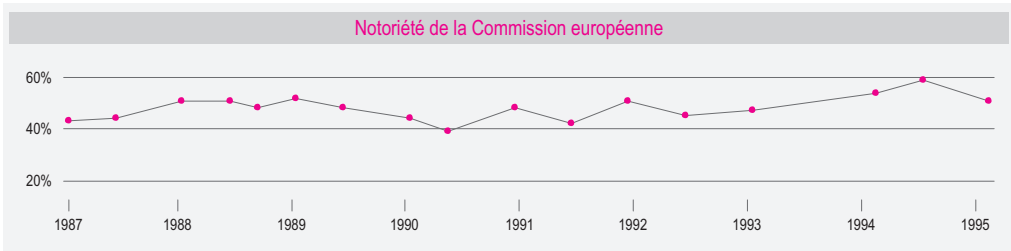
Connaissance de l'actualité des institutions européennes

L'Eurobaromètre mesure la notoriété des institutions européennes sur la base de la proportion des personnes qui disent avoir récemment lu ou entendu quelque chose à leur sujet. Au cours des années 1977-2000, en moyenne une personne sur deux (51%) dit avoir été en contact avec une information relative au Parlement européen via les médias traditionnels (télévision, radio, presse écrite). Cette déclaration est particulièrement fréquente lors de la première élection du Parlement au suffrage universel (65% en avril et 66% en octobre 1979), et au printemps 1984 (75%).

À l'automne 2007, 42% des Européens indiquent qu'ils ont récemment lu dans la presse ou sur Internet ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose à propos du Parlement européen.



La Commission européenne jouit d'une notoriété légèrement plus faible que celle du Parlement européen vers la fin des années 80 et dans la première moitié des années 90 (1987-1995) : en moyenne 44% des citoyens européens disent alors avoir récemment lu ou entendu quelque chose à son sujet.



Au cours des vagues plus récentes de l'Eurobaromètre, la formulation de la question destinée à mesurer la notoriété des institutions européennes a quelque peu évolué (« Avez-vous déjà entendu parler du Parlement européen ?/ de la Commission européenne ?/ etc. »), ce qui a influé sur les résultats de manière positive. Lors de la dernière décennie, une proportion assez stable d'environ neuf Européens sur dix déclarent avoir entendu parler du Parlement européen, alors que huit sur dix connaissent la Commission européenne.

Questions et Sources

Q: Avez-vous récemment lu dans les journaux, vu sur Internet ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose au sujet du Parlement européen ?

EB11 (printemps 1979)
EB12 (automne 1979)
EB21 (printemps 1984)
EB68 (automne 2007)

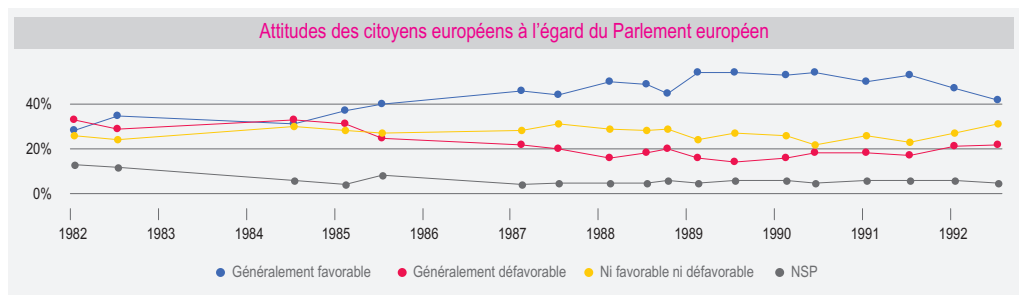


3. LES CITOYENS EUROPÉENS ET LA POLITIQUE : INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE, CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CONFIANCE DANS CELLES-CI

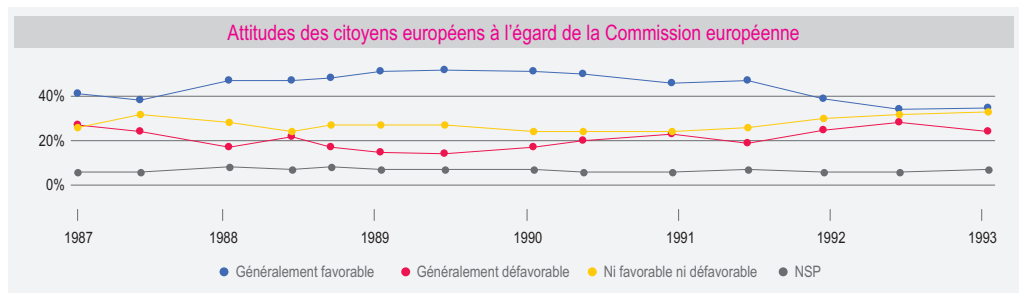
Image des institutions européennes

De 1982 à 1992, le Parlement européen suscite une attitude favorable auprès d'une majorité relative de personnes interrogées (44% en moyenne). En moyenne, une personne sur cinq (21%) indique néanmoins qu'elle a une image négative de cette institution et plus d'une personne sur quatre (27%) fait état d'une attitude neutre. On notera une progression des attitudes favorables à l'égard du Parlement à partir de l'automne 1987. Celles-ci sont alors le fait de plus de 40% de la population consultée.

Vingt ans plus tard – à l'automne 2007 – 39% des Européens perçoivent le Parlement européen de manière positive alors que cette institution évoque une image neutre pour un pourcentage quasi similaire d'entre eux (41%).



Entre 1987 et 1993, en moyenne 45% des citoyens européens ont une attitude favorable vis-à-vis de la Commission européenne. Au cours de cette période, la Commission européenne suscite une impression défavorable auprès de 21% des citoyens européens. Enfin, 27% d'entre eux ont un jugement neutre sur cette institution.



Questions et Sources

Q: Est-ce que, ce que vous avez lu ou entendu au sujet du Parlement européen, vous en a donné une impression généralement favorable, généralement défavorable, ou ni favorable ni défavorable ?

Q: En général, diriez-vous que vous avez une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative du Parlement européen ?

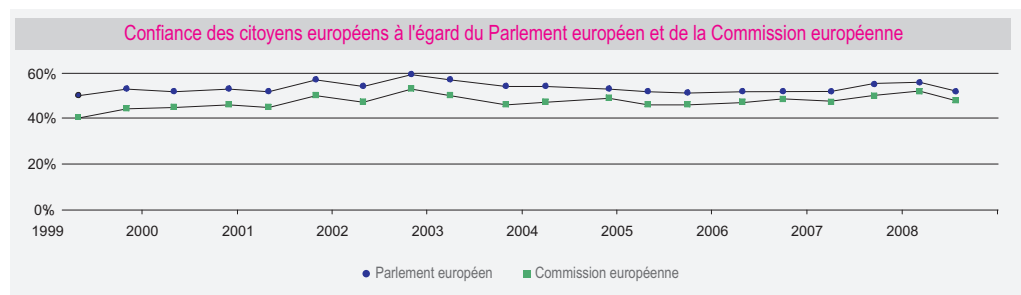
EB68 (automne 2007)



3. LES CITOYENS EUROPÉENS ET LA POLITIQUE : INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE, CONNAISSANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES ET CONFIANCE DANS CELLES-CI

Confiance témoignée par les citoyens européens aux institutions européennes

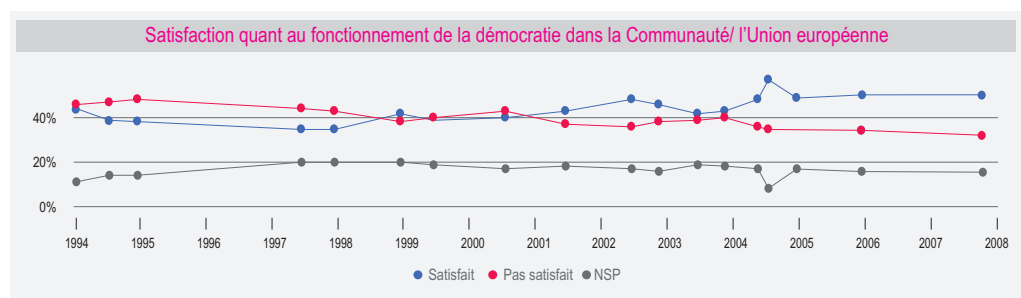
Au printemps 1999, les taux de confiance recueillis par le Parlement européen et la Commission européenne se situent respectivement à 50% et 40%. Même si les courbes de confiance des deux institutions suivent les mêmes tendances, l'orientation observée à cette date est une constante jusqu'à présent : les citoyens européens accordent toujours une plus grande confiance au Parlement qu'à la Commission. Ainsi, au printemps 2008, la Commission européenne remporte la confiance de 47% des Européens contre 52% pour le Parlement européen.



Satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans la Communauté/ l'Union européenne

Si en 1995, le pourcentage de répondants insatisfaits du système démocratique dans l'Union européenne dépassait le pourcentage de satisfaits, les tendances se sont progressivement inversées, de sorte qu'au printemps 1999, 42% des Européens se déclarent très satisfaits ou plutôt satisfaits du mode de fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne (contre 38% « pas satisfait »). Cette évolution peut être vraisemblablement attribuée au fait que les citoyens européens ont eu l'occasion de prendre conscience des mécanismes mis en place pour assurer un meilleur fonctionnement démocratique de l'Union européenne. Le Parlement européen avait en effet manifesté sa détermination en menaçant de censurer la Commission, ce qui devait aboutir à sa démission collective en mars 1999.

Le sentiment de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne s'est renforcé parmi les citoyens européens à partir de 2004. A l'automne 2007, pour la première fois, une majorité absolue de citoyens expriment leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie (52%). Juste un peu moins d'un tiers des citoyens, par contre, sont de l'opinion opposée (32%).



Questions et Sources

Q: Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle? Le Parlement européen; La Commission européenne.

Q: Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

EB51 (printemps 1999)

EB68 (automne 2007)

EB69 (printemps 2008)



4. SE SENTIR CITOYEN NATIONAL, CITOYEN EUROPÉEN OU LES DEUX À LA FOIS ?

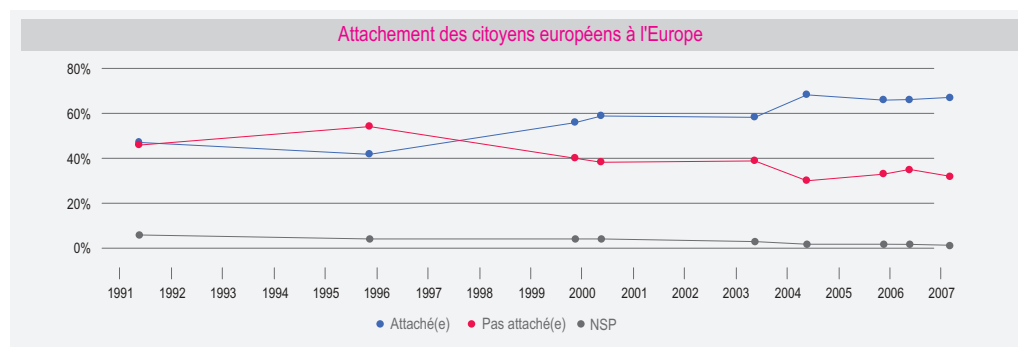
Le concept de citoyenneté européenne est apparu pour la première fois dans le traité de Maastricht, selon lequel « est citoyen de l'Union européenne toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre ». Ce concept a, en outre, été clarifié par le Traité d'Amsterdam en 1997 : la citoyenneté européenne s'ajoute à la citoyenneté nationale, plutôt qu'elle ne la remplace, et permet au citoyen d'étendre l'exercice de certains de ses droits au pays de l'Union dans lequel il réside. L'évolution de l'opinion publique à l'égard de la citoyenneté européenne a été observée par l'Eurobaromètre au travers de plusieurs indicateurs dont l'attachement à l'Europe, le sentiment d'être « européen » et la conviction que les citoyens européens sont liés par une « communauté de valeurs ».

Repère 6 Depuis le début de la dernière décennie, l'attachement des citoyens de l'Union européenne à l'Europe s'est renforcé : ils se sentent « citoyens de leur pays », mais se considèrent aussi comme « européens »

Un attachement relativement fort à l'Union européenne

Attachement des citoyens à l'Europe

En 1991, l'Eurobaromètre aborde, pour la première fois, la question de l'attachement des citoyens à l'Europe. A cette date, 47% des citoyens de l'Union européenne se disent « plutôt attachés », voire « très attachés » à l'Europe. Après un fléchissement entre 1991 et 1995 (-5 points), cet attachement se renforce progressivement jusqu'en 2004. Dans l'ensemble de l'Union européenne, 67% des citoyens expriment alors un lien émotionnel important vis-à-vis de l'Europe. Ces observations restent valables dans une grande mesure jusqu'au printemps 2007 : environ deux tiers des Européens (67%) témoignent alors de leur attachement à l'Europe.



Questions et Sources

Q: Les gens peuvent se sentir attachés à des degrés divers à leur ville ou village, à leur région, à leur pays ou à l'Europe. Veuillez me dire de quelle manière vous vous sentez attaché(e) à ...

EB62 (automne 2004)

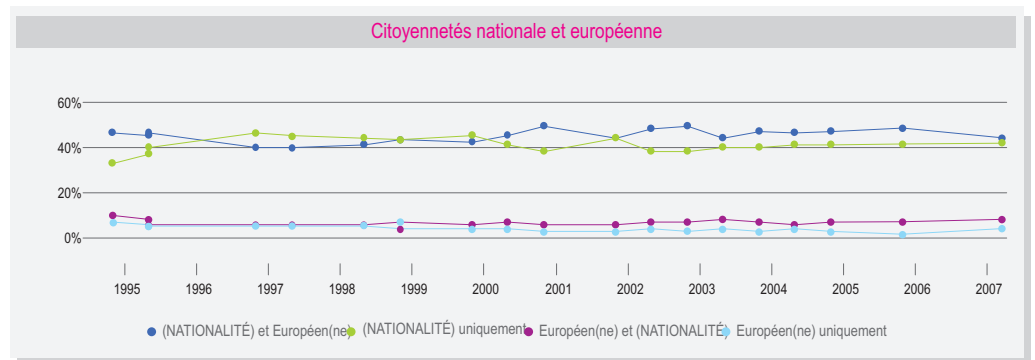
EB67 (printemps 2007)



4. SE SENTIR CITOYEN NATIONAL, CITOYEN EUROPÉEN OU LES DEUX À LA FOIS ?

Etre citoyen européen dans un avenir proche

Depuis le printemps 2000, la majorité des personnes interrogées se perçoivent « citoyens de leur pays et Européens » lorsqu'ils se projettent dans un avenir proche. Auparavant, une majorité de répondants s'identifiaient plutôt exclusivement à leur propre nationalité. De 1994 à 2005, en moyenne 4% des répondants se prétendent exclusivement « européens ». Les résultats du printemps 2007 font apparaître une tendance similaire : 4% se considèrent comme exclusivement européens alors que 42% s'identifient à leur nationalité uniquement et que 44% se disent citoyens de leur pays et de l'Union européenne.



Questions et Sources

Q: Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ? (NATIONALITE) uniquement; (NATIONALITE) and européen; Européen et (NATIONALITE); Européen uniquement.

EB67 (printemps 2007)



ZOOM 2

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE DES EUROPÉENS À L'UNION EUROPÉENNE

L'appartenance nationale reste la référence première pour les citoyens européens. Mais, à partir de 1979, la possibilité d'élire ses représentants au Parlement européen, comme celle, dès 1992, de voter et d'être éligible aux scrutins municipaux constituent l'embryon d'une citoyenneté politique qui s'étend à travers le continent.

Cette citoyenneté politique est relayée par une citoyenneté économique qui découle de l'essor des échanges économiques et de la circulation des personnes dans le Marché intérieur et, de façon plus large, dans l'Espace Economique Européen. Le commerce électronique intra-communautaire pourrait renforcer ce sentiment d'appartenance à une puissance économique majeure.

Repères historiques :

19 janvier 1972 : La Communauté européenne se dote d'un hymne européen, l'Ode à la Joie (9ème symphonie de Beethoven).

1992, 1997 : Instituée par le traité de Maastricht en 1992 et développée par le traité d'Amsterdam en 1997, la citoyenneté de l'Union complète mais ne remplace pas la citoyenneté nationale.

28 février 2002 : La Convention sur l'Europe inaugure ses travaux à Bruxelles sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

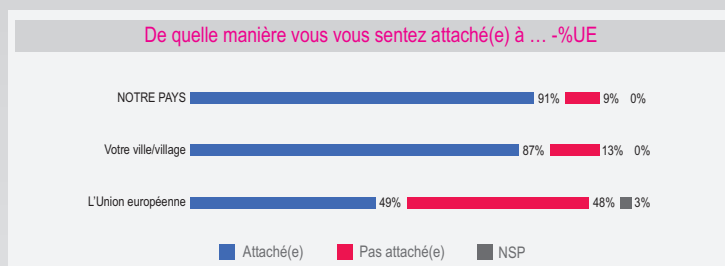
ZOOM 2 LE SENTIMENT D'APPARTENANCE DES EUROPÉENS À L'UNION EUROPÉENNE

- Près de la moitié (49%) des Européens interrogés se disent attachés à l'Union européenne contre neuf sur dix qui expriment un sentiment similaire pour leur pays (91%).

Source : Eurobaromètre Standard 68

Terrain : septembre – novembre 2007 ; publication : mai 2008

QA10: "Les gens peuvent se sentir attachés à des degrés divers à leur ville ou village, à leur région, à leur pays, à l'Europe ou au monde. Veuillez me dire dans quelle mesure vous vous sentez attaché(e) à ... Votre ville/village ; (NOTRE PAYS); L'Union européenne

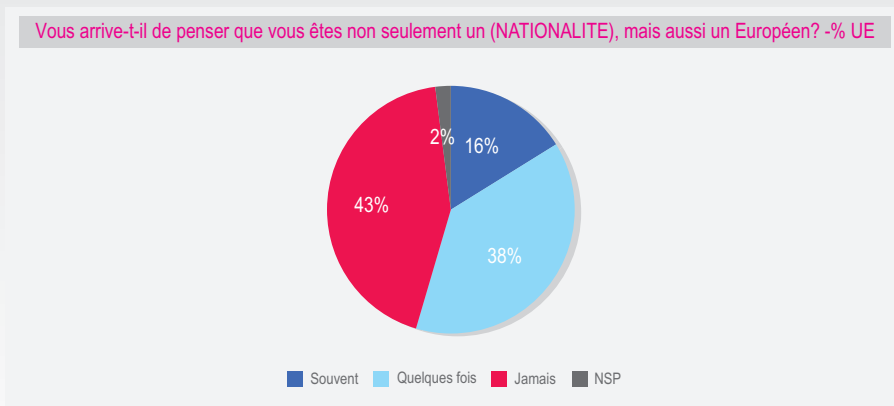


- 16% des personnes interrogées se considèrent souvent comme des Européens et 38% le pensent parfois ; 43% ne le pensent jamais.

Source : Eurobaromètre Standard 66

Terrain : septembre – octobre 2006 ; publication : juin 2007

QA30: « Vous arrive-t-il de penser que vous êtes non seulement un (NATIONALITE), mais aussi un Européen? Cela vous arrive-t-il souvent, quelques fois ou jamais? »





BEUCOUP RESTE À FAIRE POUR PARLER D'UNE VÉRITABLE COMMUNAUTÉ DE VALEURS ET D'UNE IDENTITÉ CULTURELLE COMMUNE

La Charte des droits fondamentaux de l'UE, proclamée à Nice le 7 décembre 2000, énumère tous les droits dans lesquels les États membres et les citoyens se reconnaissent et par lesquels ils se distinguent des autres populations. C'est pourquoi on peut considérer que sa notoriété au sein du public européen est potentiellement un indicateur de l'existence d'une communauté de valeurs. L'utilisation d'une monnaie unique est un second facteur susceptible de renforcer un sentiment d'appartenance à une telle communauté. Enfin, la conviction des Européens, à des degrés divers, de partager une identité culturelle est un élément, certes moins objectif, mais également significatif du sentiment d'appartenance.

Repère 7 En dépit d'un sentiment d'appartenance à l'Union européenne de plus en plus marqué au sein de la population des États membres, il apparaît encore difficile, à l'aube de cette décennie, de définir une identité culturelle et des valeurs communes.

Charte des Droits Fondamentaux

La Charte des droits fondamentaux de l'Union est encore assez méconnue des citoyens de l'Union européenne en 2002 : dans onze pays sur quinze, la majorité des répondants n'ont jamais entendu parler de cette Charte. Ce score culmine à 67% au Royaume-Uni et en Grèce et à 68% en Suède. Cinq pays comptent une courte majorité de répondants ayant au moins déjà entendu parler de la Charte. Il s'agit de l'Autriche (58%), du Luxembourg (54%), du Portugal (54%), de l'Italie (53%) et de l'Allemagne (50%). Même si l'on note des différences parfois sensibles de la connaissance de cette Charte selon les États membres, dans l'ensemble, une faible minorité de citoyens affirment savoir ce qu'elle signifie (8%). Les Français et les Danois sont seulement 2% à dire savoir en quoi consiste la Charte. Les Autrichiens semblent les mieux informés sur le sujet : 22% affirment connaître ce dont il s'agit.

Une identité culturelle partagée

À l'automne 1999, 38% des citoyens de l'Union sont d'avis qu'il existe une identité culturelle en Europe et 49% sont en désaccord avec cette affirmation. Cependant, il existe des disparités importantes entre les 15 États membres. Ce sont les Grecs (49%) et les Portugais (47%), suivis par les Allemands (43%) et les Italiens (42%), qui croient le plus à une identité culturelle partagée en Europe. Les Finlandais (65%), les Français et les Danois (59% dans les deux cas) sont ceux qui sont les plus sceptiques.

Au printemps 2008, une nette majorité d'Européens (61%) s'accordent à dire qu'il est plus facile d'identifier un ensemble de valeurs communes aux Européens que cela n'est le cas pour citoyens d'autres continents. Les répondants sont, cependant, plutôt partagés lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur les valeurs européennes par rapport aux valeurs « occidentales » : une relative majorité d'entre eux (44%) croient qu'il n'y a pas de valeurs européennes communes, mais seulement des valeurs occidentales. 37% sont en désaccord avec cette proposition.

Rôle de l'euro dans le développement du sentiment européen

L'opinion relative au rôle possible de l'euro dans le développement du sentiment européen, en 2002, se répartit de la manière suivante : 64% des personnes interrogées expriment leur accord sur ce thème. Deux pays sont acquis au fait que l'euro va développer le sentiment européen : l'Irlande et l'Italie (respectivement 81% et 73%). Trois pays expriment une opinion négative : il s'agit des Pays-Bas (49%), de l'Autriche (41%) et de la Grèce (39%). Quant aux autres pays constituant la zone euro, les opinions sont bipolaires, un pôle centré sur l'opinion positive (proche de la moyenne européenne de 64%) et un autre sur le versant négatif de l'opinion (allant de 29% à 38%).

Questions et Sources

Q: .Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ? Il n'y a pas de valeurs européennes communes, mais seulement des valeurs occidentales globales

EB52 (automne 1999)
EB FLASH EFS N°121 "Attitudes à l'égard de l'euro"
EB FLASH EFS N°133 "10 années de citoyenneté européenne"

CHAPITRE II



QUELLE
PERCEPTION DE
L'INTÉGRATION
EUROPÉENNE ?



1. LES CITOYENS EUROPÉENS À L'ÉPREUVE DE LEURS CONNAISSANCES SUR L'UNION EUROPÉENNE

Depuis ses débuts, l'Eurobaromètre mesure régulièrement le niveau de connaissance des citoyens européens en ce qui concerne la Communauté/l'Union européenne et s'interroge sur les moyens d'information auxquels ils ont le plus souvent recours.

Repère 8 Les citoyens européens ne se sentent pas suffisamment informés sur l'Union européenne ou sur ses politiques et ses institutions, et manifestent un désir croissant d'en savoir plus à ce sujet.

Sentiment d'information des citoyens au sujet de la Communauté/l'Union européenne

Les premières données disponibles à l'égard de la connaissance des citoyens européens sur la Communauté européenne datent du printemps 1974. À l'époque, un peu moins d'un tiers des citoyens s'estiment suffisamment bien informés sur les problèmes dont s'occupe la Communauté européenne. La principale raison invoquée pour expliquer cette situation réside dans le peu d'intérêt suscité par ce type d'information. Un témoignage sévère mais franc de la part des répondants qui semblent vouloir défier les institutions européennes sur ce point.

Les années 80 ne présentent pas une évolution significative en ce qui concerne le sentiment d'information des citoyens de la CE, et ce, en dépit de l'intérêt croissant qu'ils expriment pour les affaires européennes. En 1988, le pourcentage de personnes interrogées indiquant un intérêt pour ces questions franchit pour la première fois la barre des 30% (39% en novembre 1988). Néanmoins, plus de 70% d'entre eux se sentent toujours mal informés sur les problèmes de la Communauté européenne.

À la fin des années 90, les citoyens de l'Union européenne ont toujours le sentiment d'en savoir peu sur l'Union, mais beaucoup manifestent à présent le désir d'en savoir plus (65%). À l'automne 2005, 48% des personnes interrogées souhaiteraient avoir plus d'information sur l'Union européenne et 18% pensent avoir « réellement besoin d'en savoir beaucoup plus sur l'Union européenne ». Il n'en reste pas moins vrai que juste un peu moins d'un tiers des Européens (31%) se déclarent satisfaits de leur niveau de connaissance.

Auto-évaluation des connaissances relatives à l'Union européenne

Afin de déterminer quelle est la connaissance subjective des citoyens de l'UE, les vagues Eurobaromètre réalisées au cours des années 2000 invitent les citoyens de l'UE à noter leur propre niveau de connaissance, sur une échelle allant de 1 (ne sait rien du tout) à 10 (en sait beaucoup).

À l'automne 2006, une majorité de personnes interrogées (53%) se positionnent entre les niveaux 3 et 5, estimant ainsi connaître peu de choses sur l'Union européenne. Près d'un quart des répondants (23%) s'octroient un niveau entre 6 et 8. Seulement 2% pensent qu'ils savent beaucoup de choses sur l'Union européenne (scores 9 et 10). Enfin, le pourcentage de personnes interrogées pensant qu'elles n'y connaissent rien (scores 1 et 2) s'élève à 22%.

D'un point de vue sociodémographique, les répondants qui pensent disposer de la plus faible connaissance de l'Union européenne se comptent parmi les femmes et les personnes ayant interrompu leurs études à l'âge de 15 ans ou plus tôt.

Les Européens apparaissent également plutôt critiques en ce qui concerne leur niveau d'information au printemps 2007. Une grande majorité d'entre eux (68%) déclarent en effet qu'ils ne se sentent pas bien informés sur les affaires européennes et seulement près d'un tiers (30%) expriment l'opinion opposée. Lorsqu'ils évaluent le niveau d'information de leurs compatriotes, les Européens sont encore plus pessimistes : trois quarts des répondants pensent que les gens dans leur pays sont mal informés sur les affaires européennes alors qu'un peu plus d'un cinquième sont d'un avis opposé (22%).

Questions et Sources

Q: Laquelle des propositions suivantes se rapproche-t-elle le plus de votre opinion? J'ai réellement besoin d'en savoir beaucoup plus sur l'UE; Je souhaiterais avoir plus d'information sur l'UE; En ce qui me concerne, je suis content(e) du niveau de mes connaissances.

Q: En utilisant cette échelle, combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions?

Q: En général, pensez-vous que vous êtes bien informé(e) sur les affaires politiques européennes?

Q: En général, pensez-vous qu'en (NOTRE PAYS), les gens sont bien informés ou pas bien informés sur les affaires politiques?

EB1 (printemps 1974)

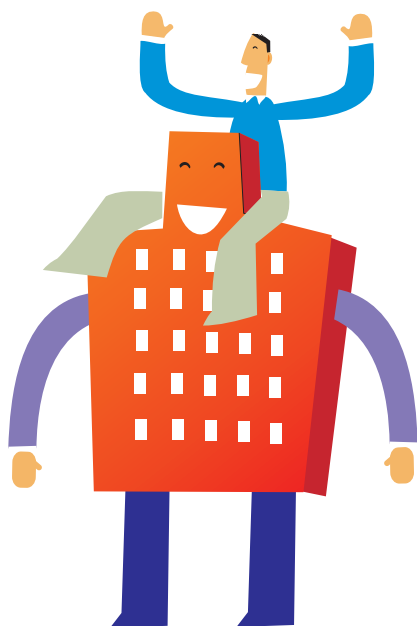
EB30 (automne 1988)

EB50 (automne 1998)

EB64 (automne 2005)

EB66 (automne 2006)

EB67 (printemps 2007)



ZOOM 3

LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Les institutions européennes sont souvent perçues par les Européens comme lointaines, bureaucratiques et peu efficaces. A l'exception du Parlement européen, élu au suffrage universel direct tous les cinq ans depuis juin 1979, qui apparaît comme une institution plus familière aux yeux des Européens.

Les institutions européennes sont également perçues à travers le prisme de la présentation qu'en font les autorités nationales et les médias des Etats membres, en l'absence de programmes scolaires les présentant clairement. La question du « déficit démocratique » de l'Europe est donc au centre de la réflexion politique pour que les citoyens se sentent plus étroitement associés au processus décisionnel européen. Or, le débat sur la ratification du « Traité instituant une Constitution pour l'Europe », en 2005 et 2006, a souligné cette distance entre l'opinion publique et les affaires publiques européennes dans leur ensemble.

Repères historiques :

1 janvier 1995 : Départ de Jacques Delors, après dix ans de présidence de la Commission européenne.

16 mars 1999 : Démission collective de la Commission européenne, présidée par Jacques Santer suite à la menace d'un vote de motion de censure du Parlement européen.

Juin 2004 : 6ème élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct (732 membres représentant 25 Etats membres).

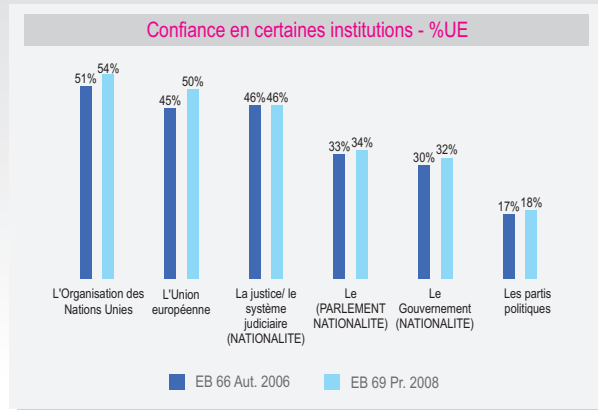
ZOOM 3 LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

- La moitié des Européens expriment leur confiance à l'égard de l'Union européenne.

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars – mai 2008

QA12 : « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. La justice & le système judiciaire (NATIONALITE) / Les partis politiques / Le Gouvernement (NATIONALITE) / Le (PARLEMENT NATIONALITE) / L'Union européenne / L'Organisation des Nations Unies ».



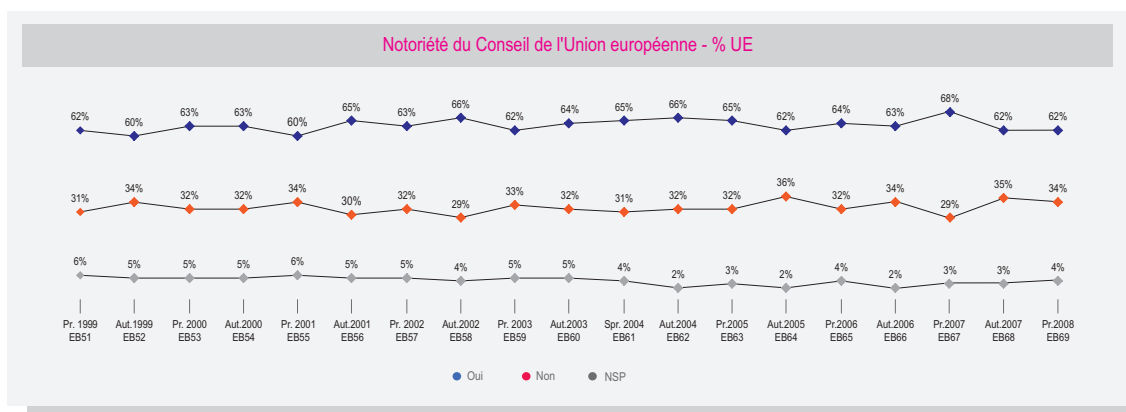
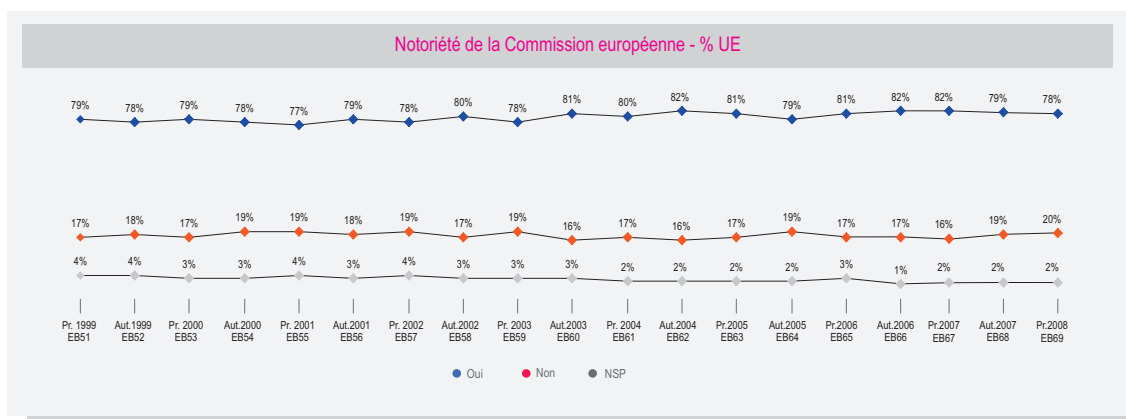
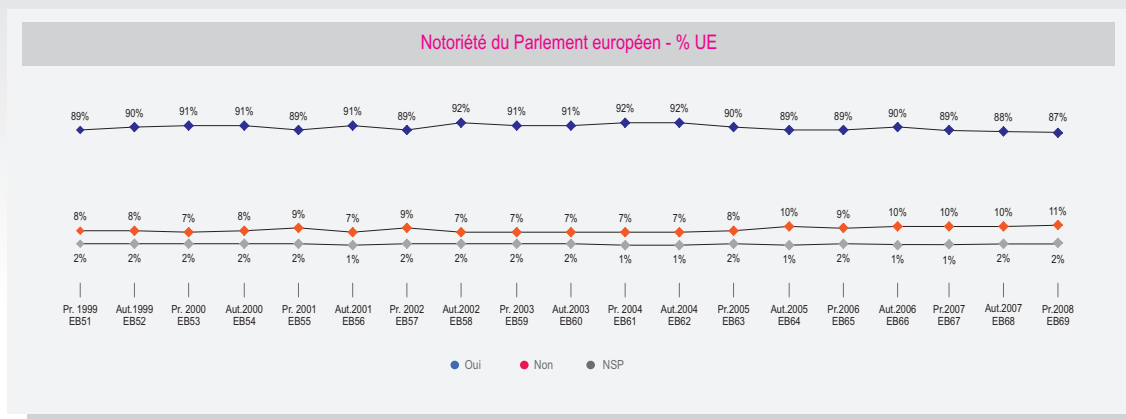
ZOOM 3 LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

- Notoriété des Institutions européennes : 87% des personnes interrogées ont déjà entendu parler du Parlement européen (11% n'en ont jamais entendu parler) ; 78% pour la Commission européenne (20% répondent « jamais ») ; 62% pour le Conseil de l'Union européenne (34% n'en ont jamais entendu parler).

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars – mai 2008

QA16: « Avez-vous déjà entendu parler ... ? Du Parlement européen / De la Commission européenne / Du Conseil de l'Union européenne. »



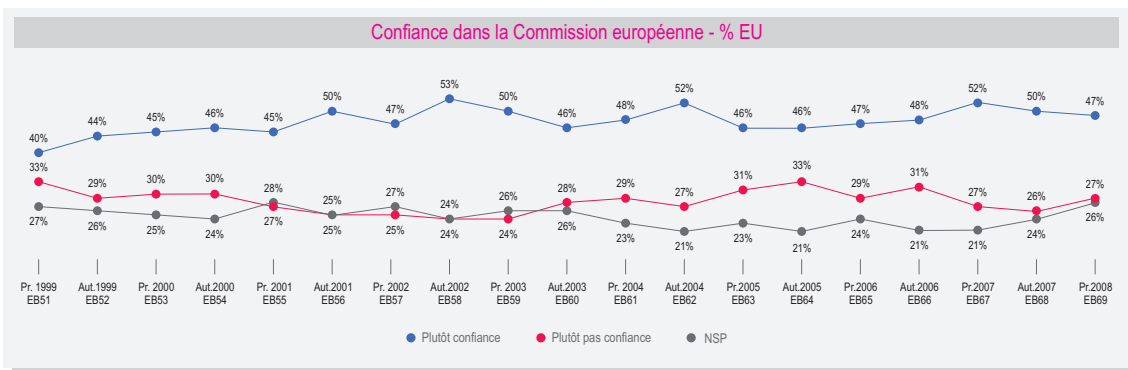
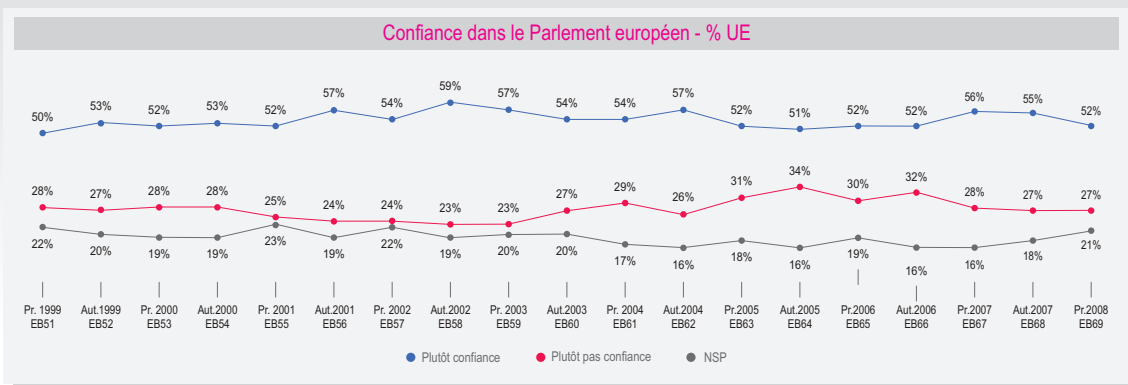
ZOOM 3 LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

- Plus de la moitié des Européens (52%) expriment leur confiance au Parlement européen, contre un peu moins de la moitié à la Commission européenne (47%).

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars – mai 2008

QA19 : « Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ? Le Parlement européen / La Commission européenne ».





LES EUROPÉENS ET LEURS MÉDIAS



La télévision s'impose comme la source d'information la plus utilisée

Repère 9 La télévision est la source d'information vers laquelle les citoyens européens se dirigent en priorité lorsqu'ils recherchent des informations sur l'Union européenne.

Sources d'information les plus utilisées

A partir du printemps 1980, plusieurs questions de l'Eurobaromètre portent sur l'intensité de l'exposition du public aux moyens d'information, tout d'abord indépendamment de toute référence à la Communauté européenne. La télévision se positionne dès lors comme un vecteur d'information incontournable : 60% des personnes interrogées, en moyenne, disent regarder tous les jours les informations télévisées, contre 47% qui écoutent avec la même fréquence les informations diffusées à la radio et 41% qui lisent l'actualité politique dans les quotidiens.

Au printemps 2006, la télévision vient toujours en tête des citations en ce qui concerne les médias auxquels les citoyens européens ont le plus volontiers recours : 66% d'entre eux regardent les émissions d'information à la télévision tous les jours et 21% les regardent plusieurs fois par semaine. La radio reste également un vecteur d'information largement utilisé : 40% des répondants écoutent quotidiennement les informations à la radio et 16% le font plusieurs fois par semaine. Enfin, les informations diffusées via les journaux quotidiens sont lues tous les jours par 35% de la population européenne et 17% les consultent plusieurs fois par semaine.

D'après une échelle de confiance définie par les répondants européens au printemps 2008, la radio apparaît comme le média le plus fiable (61%). La télévision arrive ensuite en deuxième position, grâce aux témoignages de confiance de juste un peu plus de la moitié de la population (53%). Enfin, la presse et Internet suscitent quant à eux la confiance de respectivement 44 et 36% des citoyens européens.

Sources d'information sur l'Union européenne

Les vagues les plus récentes de l'Eurobaromètre identifient de manière plus précise les médias vers lesquels les citoyens européens se tournent lorsqu'ils souhaitent obtenir des informations relatives à l'Union européenne. Ainsi, au printemps 2007, 63% des répondants se tournent vers la télévision alors qu'environ quatre répondants sur dix consultent également les journaux quotidiens (41%), 28% ont recours à Internet et environ un quart (26%) écoutent la radio. Par comparaison avec les résultats observés un an auparavant, au printemps 2006, la télévision et la radio tendent à être des médias un peu moins plébiscités pour ce qui est de l'obtention d'informations relatives à l'Union européenne. L'utilisation d'Internet, par contre, s'est répandue.

Questions et Sources

Q: Tous les combien de temps à peu près ... ? Regardez-vous les émissions d'information à la télévision; Lisez-vous les nouvelles dans les journaux quotidiens; Ecoutez-vous les émissions d'information à la radio.

Q: Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Q: Quand vous désirez obtenir des informations sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? Et encore ? Assister à des conférences, discussions, meetings ; Discussions avec la famille, les amis, les collègues ; Journaux quotidiens ; Autres journaux, magazines ; Télévision ; Radio ; Internet ; Livres, brochures, fiches d'information.

EB13 (printemps 1980)
EB65 (printemps 2006)
EB67 (printemps 2007)
EB69 (printemps 2008)



ZOOM 4

COMMENT LES CITOYENS DE L'UNION S'INFORMENT-ILS SUR L'EUROPE ?

Il est aujourd'hui largement admis qu'un déficit d'information sur l'Europe affecte la façon dont les citoyens perçoivent l'Union européenne et s'impliquent dans sa construction.

La communication sur l'Europe passe aujourd'hui comme hier majoritairement par le truchement des médias de masse nationaux qui, très souvent, se focalisent sur les affaires nationales et passent ainsi sous silence l'actualité européenne. Face à cela, des médias à dimension proprement européenne (comme par exemple la chaîne de télévision Euronews et sa déclinaison sur Internet : euronews.net) abordent la retranscription de l'actualité européenne sous un angle d'attaque réellement international.

On sait aussi que la communication vers le plus grand nombre exige l'utilisation des médias les plus suivis, à savoir la télévision, la radio, les journaux quotidiens, les magazines et maintenant l'Internet. Aussi la réussite du « Plan D » de la Commission européenne (Démocratie, Dialogue et Débat), lancé le 13 octobre 2005, qui pose les bases du dialogue approfondi sur l'avenir de l'Europe, passe-t-elle aujourd'hui par l'utilisation renforcée des médias de masse et par l'Internet.

Repères historiques :

1963 : Mise en place du premier Centre de Documentation européenne. Installés principalement dans les Universités, en 2006, le réseau compte plus de 600 centres.

1 janvier 1993 : Lancement de la chaîne de télévision Euronews basée à Lyon.

2000 : Création d'Europe Direct par la Commission européenne, service d'information par téléphone sur l'Europe.

Nombre de pages vues sur le site Europa * :

1998 : 82,198,020
 1999 : 177,617,743
 2000 : 318,319,268
 2001 : 479,389,879
 2002 : 612,818,201
 2003 : 840,915,076
 2004 : 1,060,181,999
 2005 : 1,394,343,602
 2006 : 1,394,684,283
 2007 : 1,412,647,371

2006 : Lancement du forum de discussion « Debate Europe ».

*Source : <http://europa.eu/abouteuropa/stat/index.htm>

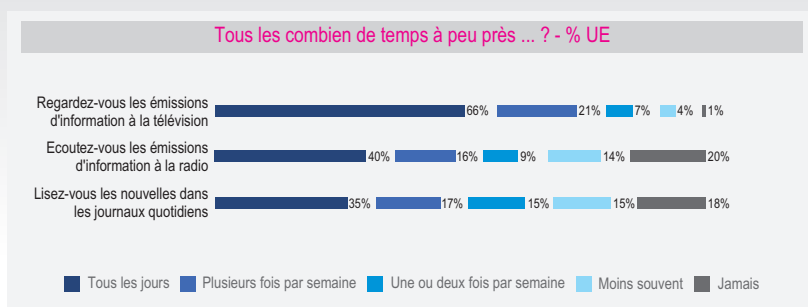
ZOOM 4 COMMENT LES CITOYENS DE L'UNION S'INFORMENT-ILS SUR L'EUROPE ?

- Environ deux tiers des Européens s'informent quotidiennement par la télévision (66%) alors que 40% écoutent tous les jours les émissions d'information à la radio et que plus d'un tiers (35%) lisent quotidiennement un journal.

Source : Eurobaromètre Standard 65

Terrain : mars – mai 2006 ; publication : janvier 2007

QA18.1/2/3 : « Tous les combien de temps à peu près ... ? Regardez-vous les émissions d'information à la télévision / Lisez-vous les nouvelles dans les journaux quotidiens / Ecoutez-vous les émissions d'information à la radio ».



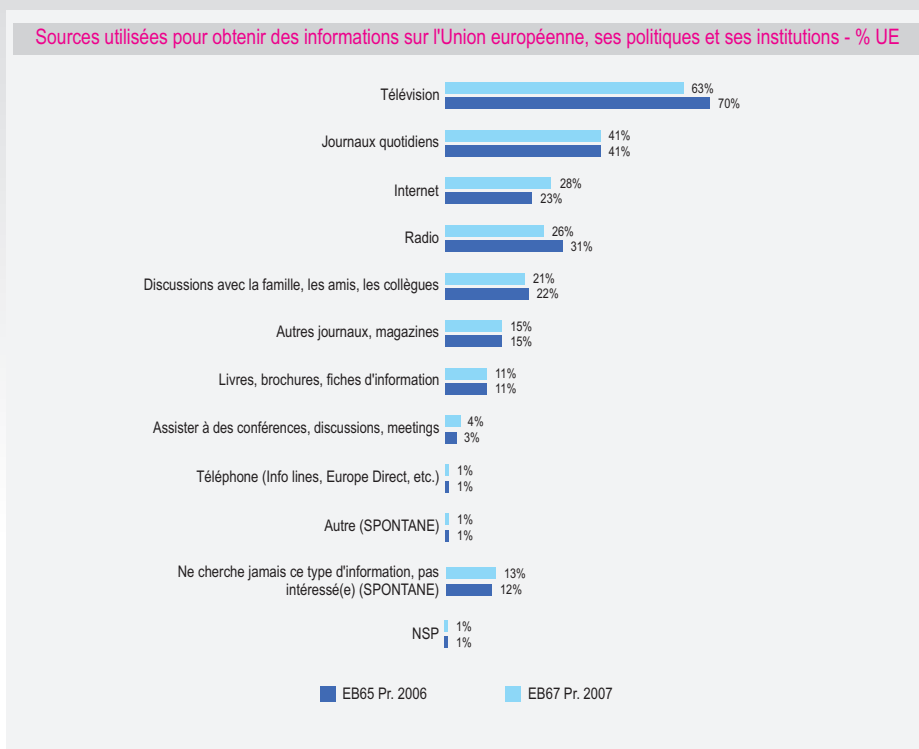
ZOOM 4 COMMENT LES CITOYENS DE L'UNION S'INFORMENT-ILS SUR L'EUROPE ?

- Un nombre croissant d'Européens effectuent des recherches sur Internet lorsqu'ils souhaitent obtenir de l'information sur l'Union européenne. Actuellement, Internet arrive en troisième position parmi les médias qui sont utilisés pour obtenir ce type d'information.

Source : Eurobaromètre Standard 67

Terrain : avril – mai 2007 ; publication : novembre 2007

QA25 : « Quand vous désirez obtenir des informations sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? Et encore ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES) ».





LE VOLUME D'INFORMATIONS SUR L'UNION DANS LES MÉDIAS ET L'OBJECTIVITÉ DU TRAITEMENT DE CES INFORMATIONS NE SEMBLENT PAS ÊTRE REMIS EN CAUSE

Repère 10 Des majorités relatives d'Européens considèrent que la télévision et la radio ne traitent pas suffisamment de l'actualité européenne.

Place accordée par les médias à l'actualité européenne

À l'automne 2007, 45% des répondants estiment que la presse de leur pays parle suffisamment de l'Union européenne, plus d'un tiers d'entre eux qu'elle en parle trop peu (36%) et 7% qu'elle en parle trop. La situation de la télévision et de la radio est un cas de figure légèrement différent : des majorités relatives d'Européens estiment que la couverture accordée par ces médias aux affaires européennes est insuffisante (48% pour la télévision et 46% pour la radio).

Selon 30% des répondants, les sites web dédient une place suffisante au traitement de l'actualité relative à l'Union européenne, mais près de la moitié d'entre eux (47%) ne se sentent pas en position d'émettre un jugement à cet égard.

Objectivité des médias lors du traitement de l'actualité européenne

À l'automne 2007, 53% des personnes interrogées au sein de l'Union européenne estiment que leur télévision nationale parle de l'Union européenne de manière objective; c'est également le cas de 51% des répondants pour la presse et 51% pour la radio. On note toutefois que 15% des répondants considèrent que la télévision de leur pays aborde les affaires européennes de manière trop positive, alors que ce résultat atteint 12% pour la presse et 11% pour la radio. Plus d'un citoyen sur dix déclare que la télévision, mais aussi la presse relaient les informations européennes de manière trop négative.

Questions et Sources

Q: En général, pensez-vous que la(les) ... (NATIONALITE) parle(nt) trop, suffisamment ou trop peu de l'Union européenne ? Télévision ; Radio ; Presse ; Sites Internet

Q: Pensez-vous que la(les) ... (NATIONALITE) parle(nt) de l'Union européenne de façon trop positive, de façon objective ou de façon trop négative ? Télévision ; Radio ; Presse ; Sites Internet

EB68 (automne 2007)



2. CE QUE L'UNION EUROPÉENNE ÉVOQUE CHEZ LES CITOYENS EUROPÉENS

L'UNION EUROPÉENNE DONNE AVANT TOUT UN SENTIMENT D'ESPOIR

Au terme de l'année 2005, environ quatre répondants sur dix déclarent que l'Union européenne lui donne un sentiment d'espoir (42%).

Repère 11 L'Union européenne bénéficie d'une image positive auprès d'une majorité de répondants qui estiment que leurs pays respectifs ont bénéficié de leur statut d'État membre.

Ce que l'Union européenne représente pour les Européens

L'analyse de l'image de l'Union européenne au printemps 2008 révèle qu'elle bénéficie d'une image positive auprès de 48% des répondants, d'une image neutre ou négative auprès de respectivement 35% et 15% d'entre eux. Au-delà de la question sur l'image générale de l'Union européenne, les répondants ont été amenés à identifier les caractéristiques qui, à leur avis, définissent l'Union européenne. Dans l'ensemble de l'UE27, c'est la liberté de voyager, d'étudier et de travailler partout dans l'Union européenne qui semble la plus emblématique : elle est citée par 49% des citoyens.

Les sentiments que l'Union européenne inspire aux Européens

Lorsque l'on demande aux personnes interrogées ce qu'évoque pour elles l'Union européenne, les réponses expriment essentiellement des sentiments positifs. Au terme de l'année 2005, un peu plus de quatre répondants sur dix déclarent ainsi que l'Union européenne suscite un sentiment d'espoir (42%). L'Union européenne inspire en outre la confiance de 22% des personnes interrogées. Les sentiments moins positifs évoqués par l'Union européenne sont l'inquiétude (21%) et la méfiance (20%).

Questions et Sources

Q: En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative?

Q: Que représente l'Union européenne pour vous personnellement? (ROTATION – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLE) La paix; La prospérité économique; La démocratie; La protection sociale; La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE; La diversité culturelle; Une voix plus importante dans le monde; L'euro; Le chômage; La bureaucratie; Un gaspillage d'argent; La perte de notre identité culturelle; Plus de criminalité; Pas assez de contrôles aux frontières.

Q: L'Union européenne vous donne-t-elle un sentiment d' / de ... ? Enthousiasme; Espoir; Confiance; Indifférence; Inquiétude; Méfiance; Rejet

EB64 (automne 2005)
EB69 (printemps 2008)

2. CE QUE L'UNION EUROPÉENNE ÉVOQUE CHEZ LES CITOYENS EUROPÉENS

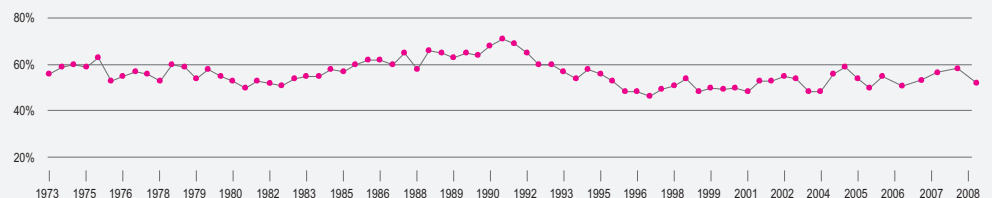
L'UNION EUROPÉENNE DONNE AVANT TOUT UN SENTIMENT D'ESPOIR

Approbation de l'appartenance du pays à l'Union européenne

Depuis 1973, l'Eurobaromètre examine si l'appartenance de son pays à la Communauté/ l'Union européenne est une bonne chose ou non selon les personnes interrogées. De 1973 à 1980, le soutien à la Communauté européenne oscille entre un maximum de 63% (1975) et un minimum de 53% (1976, 1978 et 1980). Au début de la décennie suivante, 55% des personnes interrogées, en moyenne, estiment que l'appartenance de leur pays à la Communauté est une « bonne chose ». L'évolution sur l'ensemble de la décennie est légèrement négative, sauf aux Pays-Bas, au Luxembourg et au Danemark.

Le milieu des années 90 est clairement la période au cours de laquelle le soutien de la population à l'appartenance à l'Union européenne a été le plus faible, avec une diminution du soutien de 72% en 1991 à 46% au printemps 1997. La fin de la décennie voit les niveaux de popularité de l'Union remonter lentement. Au printemps 1998, le seuil des 50% d'approbation est franchi pour la première fois depuis 1995 (53%). Dans la première moitié des années 2000, le soutien à l'appartenance à l'Union européenne s'établit à 52% en moyenne. Les résultats les plus récents, à savoir ceux du printemps 2008, sont du même ordre : 52% des Européens voient l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une « bonne chose ». Cependant, par rapport à l'automne 2007, où 58% considéraient l'appartenance comme une « bonne chose », le soutien à cet égard est en baisse.

Approbation de l'appartenance du pays à l'Union européenne



Questions et Sources

Q: D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ? Une bonne chose ; Une mauvaise chose ; Une chose ni bonne, ni mauvaise

EB49 (printemps 1998)

EB68 (automne 2007)

EB69 (printemps 2008)



L'UNION EUROPÉENNE DONNE AVANT TOUT UN SENTIMENT D'ESPOIR



L'UNION EUROPÉENNE DONNE AVANT TOUT UN SENTIMENT D'ESPOIR

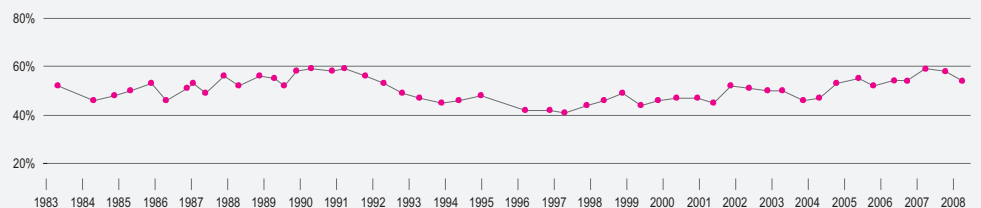
Les bénéfices perçus de l'appartenance à l'Union européenne

À l'automne 1984, en moyenne, plus d'un Européen sur deux estime que son pays a bénéficié de son appartenance à la Communauté, mais on observe des différences marquées d'un pays à l'autre : Luxembourgeois, Néerlandais, Italiens, Irlandais abondent dans ce sens dans leur grande majorité, tandis que 57% des Britanniques sont d'un avis contraire. De 1984 à 2008, une majorité (relative ou absolue) de répondants adhèrent à l'idée que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (entre 41% et 59%). Au printemps 2008, 54% des citoyens européens estiment que leur pays a plutôt bénéficié de son appartenance à l'Union, contre 31% qui sont d'un avis contraire.

Peu avant de rejeter le Traité de Lisbonne lors du référendum de juin 2008, les répondants irlandais étaient les plus fortement convaincus des bénéfices de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Les résultats obtenus dans les deux pays qui ont initialement manifesté, à travers la voie référendaire, leur opposition au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, sont également positifs au printemps 2008 (Français : 49% et Néerlandais : 70%). Au sein des autres Etats, les citoyens danois, polonais, estoniens et slovaques se distinguent comme étant particulièrement convaincus des bénéfices apportés par l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Des voix plus « critiques » se font entendre en Hongrie, au Royaume-Uni, en Autriche et en Italie.

Une analyse sociodémographique de ces résultats à l'échelle de l'Union européenne révèle que les hommes, les catégories plus jeunes de la population, ainsi que les répondants dont le niveau d'études est plus élevé, les étudiants, les cadres dirigeants et les indépendants sont davantage convaincus des bénéfices de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne.

Bénéfice de l'appartenance à l'Union européenne



Questions et Sources

Q: Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? Bénéficié ; Pas bénéficié

EB22 (automne 1984)

EB69 (printemps 2008)



ZOOM 5

MON PAYS ET SON APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE

Les hommes politiques se livrent parfois à un bilan coût-avantage entre la contribution de leur pays au budget européen et les retombées attendues de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Si quelques partis politiques nationalistes suggèrent le retrait de leur pays de l'Union européenne, cette opinion demeure minoritaire parmi les citoyens européens.

L'appartenance à l'Union européenne est sans doute ressentie comme une évidence par les jeunes générations qui profitent plus aisément des opportunités offertes par le marché unique européen, tandis que les générations précédentes n'oublient pas que la réconciliation entre pays européens autrefois opposés dans des guerres répétées est à la source même de la construction européenne.

Repères historiques :

25 septembre 1972 : Lors d'un référendum, les citoyens norvégiens rejettent la proposition de devenir membre de la Communauté européenne.

1 janvier 1973 : Adhésion du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

1 janvier 1981 : Adhésion de la Grèce.

1 janvier 1985 : A la suite du référendum de 1982, le Groenland, province danoise, quitte la Communauté européenne.

1 janvier 1986 : Adhésion de l'Espagne et du Portugal.

22 novembre 1994 : Lors d'un référendum, pour la seconde fois, les citoyens norvégiens refusent d'adhérer à la Communauté européenne.

1 janvier 1995 : Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

4 mars 2001 : La Suisse refuse par référendum d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne.

1 janvier 2004 : Adhésion de dix Etats : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.

1 janvier 2007 : Adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

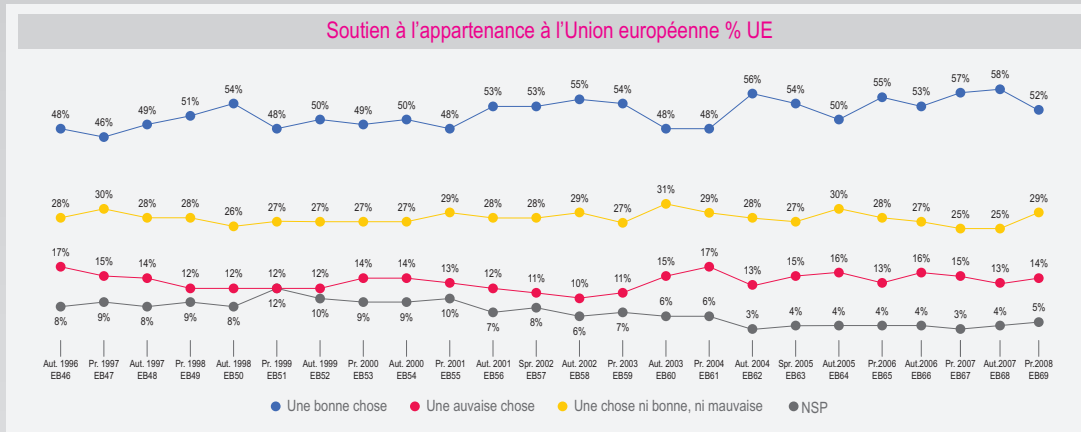
ZOOM 5 MON PAYS ET SON APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE

- Au printemps 2008, 52% des personnes interrogées pensent que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose ; 14% pensent que c'est une mauvaise chose et 29% estiment que c'est une chose ni bonne ni mauvaise.

Source : Eurobaromètre Standard 69

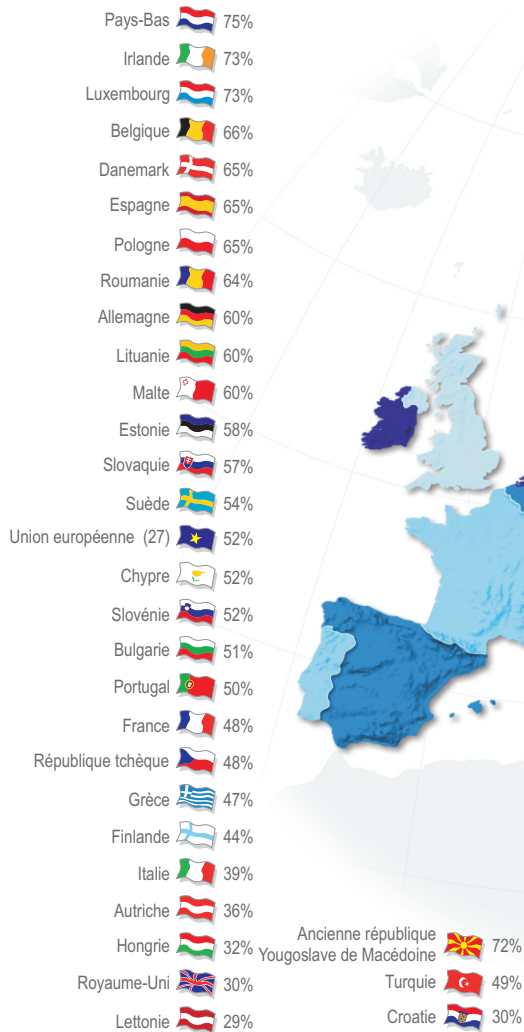
Terrain : mars – mai 2008

QA7 : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est... ? Une bonne chose ; Une mauvaise chose ; Une chose ni bonne, ni mauvaise ».



QA7: D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est / serait... ?
Réponses : Une bonne chose

Résultats par pays



Légende de la carte



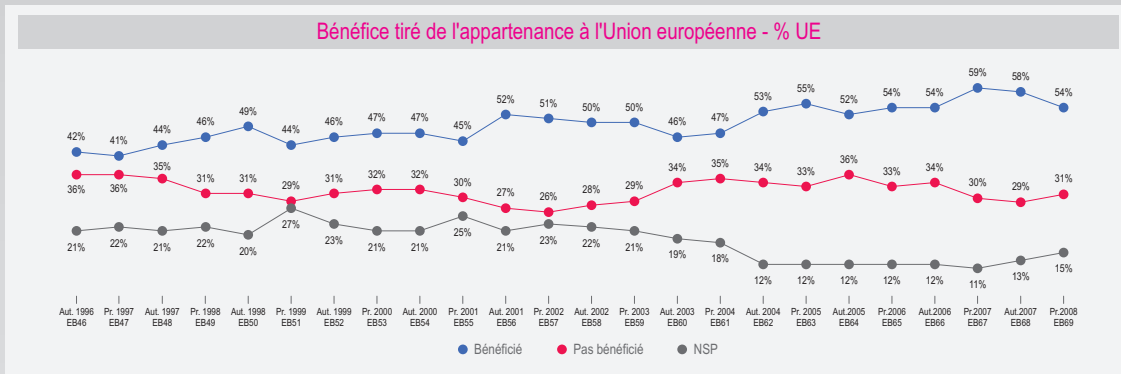
ZOOM 5 MON PAYS ET SON APPARTENANCE À L'UNION EUROPÉENNE

- Plus de la moitié (54%) des citoyens européens estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne a été bénéfique; un peu moins d'un tiers d'entre eux pensent l'inverse (31%).

Source : Eurobaromètre Standard 69

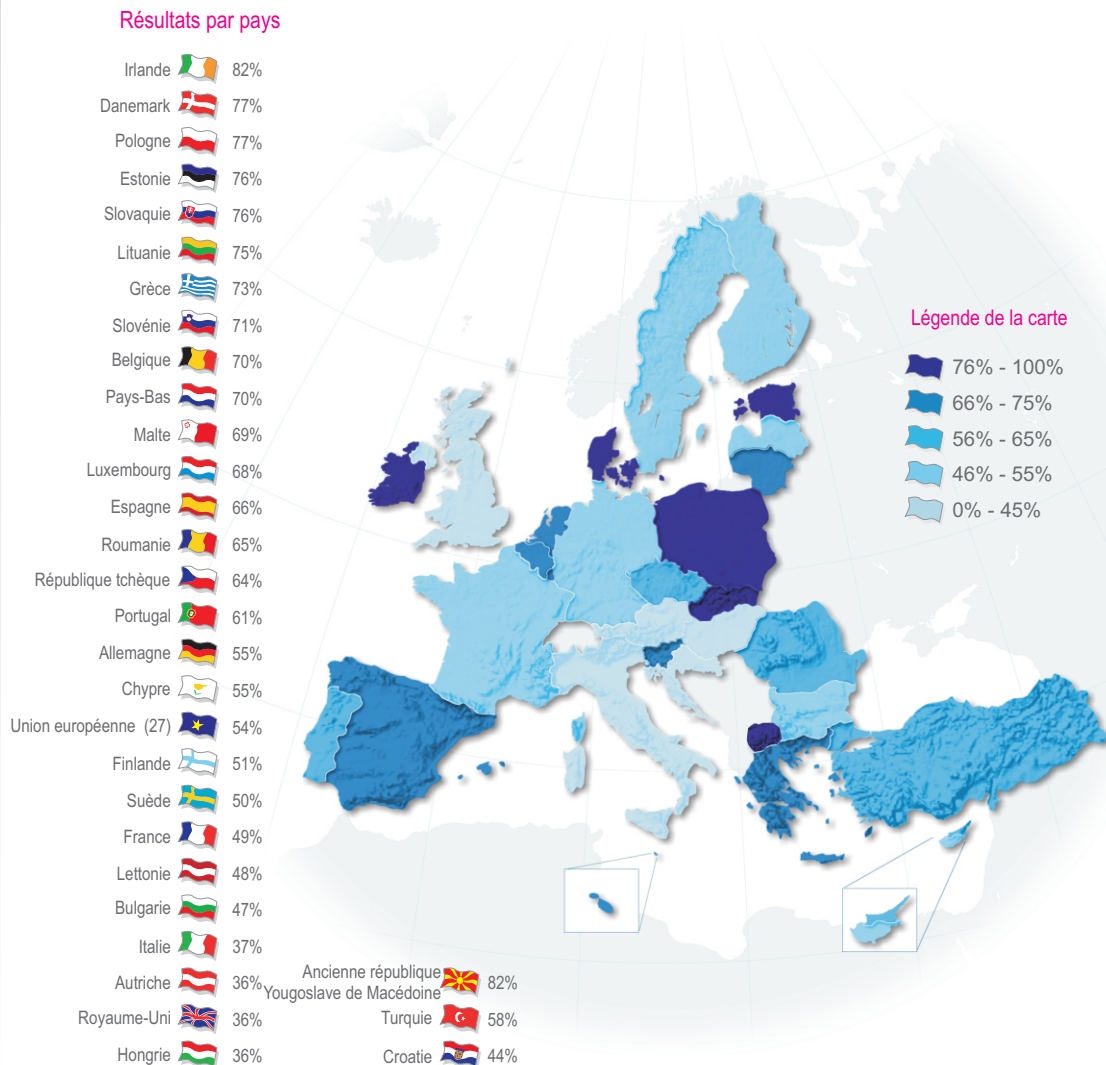
Terrain : mars – mai 2008

QA8 : « Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? ».



QA8: Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié / bénéficierait ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Réponses: Bénéficié / bénéficierait





3. QUELS RÔLES POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE DOIVENT RESTER DES COMPÉTENCES NATIONALES

Au cours des trente-cinq dernières années, l'Eurobaromètre a abordé avec les citoyens européens la question du partage des compétences entre les gouvernements nationaux et l'Union européenne, mais aussi des rôles qu'assume ou devrait assumer l'Union européenne sur la scène internationale.

Repère 12 Les citoyens européens soutiennent une prise de décision au niveau communautaire dans les domaines présentant clairement une dimension internationale.

Partage des responsabilités entre gouvernement national et Union européenne

Lors de la première vague de l'Eurobaromètre Standard, en avril-mai 1974, dans l'ensemble de la Communauté, plus de sept personnes sur dix estiment que les problèmes importants ont plus de chances d'être mieux résolus par une action solidaire des pays membres que par une action indépendante de chacun. Cette préférence pour l'action européenne commune est la plus répandue dans les six pays fondateurs de la Communauté. De 1976 à 1984, l'augmentation des réponses en faveur d'une action d'ensemble est perceptible dans tous les pays.

Au printemps 1992, interrogés sur les domaines d'action politique pour lesquels les décisions devraient être prises en commun au sein de la Communauté européenne plutôt qu'au niveau du gouvernement national, au moins sept citoyens européens sur dix citent la « coopération avec les pays en voie de développement, le Tiers-Monde » (82%), « la recherche scientifique et technologique » (77%), « la protection de l'environnement » (72%), et « la politique étrangère à l'égard des pays extérieurs à la Communauté européenne » (70%). À l'inverse, une majorité absolue d'entre eux préfère que « la santé et la sécurité sociale » (56%) ainsi que « l'enseignement » (55%) restent du ressort du gouvernement national.

Questions et Sources

EB1 (printemps 1974)
EB37 (printemps 1992)



ZOOM 6

NIVEAU DE DÉCISION PRÉFÉRÉ

Il a parfois été reproché à l'Union européenne d'adopter des réglementations excessivement détaillées sur des sujets présentés comme futiles. C'est pourquoi le traité de Maastricht, en 1992, a institué le principe de subsidiarité qui a pour objet de définir le niveau de responsabilité idoine entre l'échelon local, national ou européen. Le Traité instituant une Constitution pour l'Europe, puis le Traité de Lisbonne, ont d'ailleurs proposé de renforcer la subsidiarité en associant les Parlements nationaux au contrôle de ce principe.

Repères historiques :

28 février 1992 : L'article 3B du traité de Maastricht institue le principe de subsidiarité.

16 décembre 2003 : Signature d'un Accord Interinstitutionnel entre le Parlement, la Commission et le Conseil intitulé « Mieux légiférer » qui vise à réduire la réglementation inutile.

10 décembre 2004 : Le Conseil « Transports » valide la phase de développement opérationnel de GALILEO, le système européen de navigation par satellites.

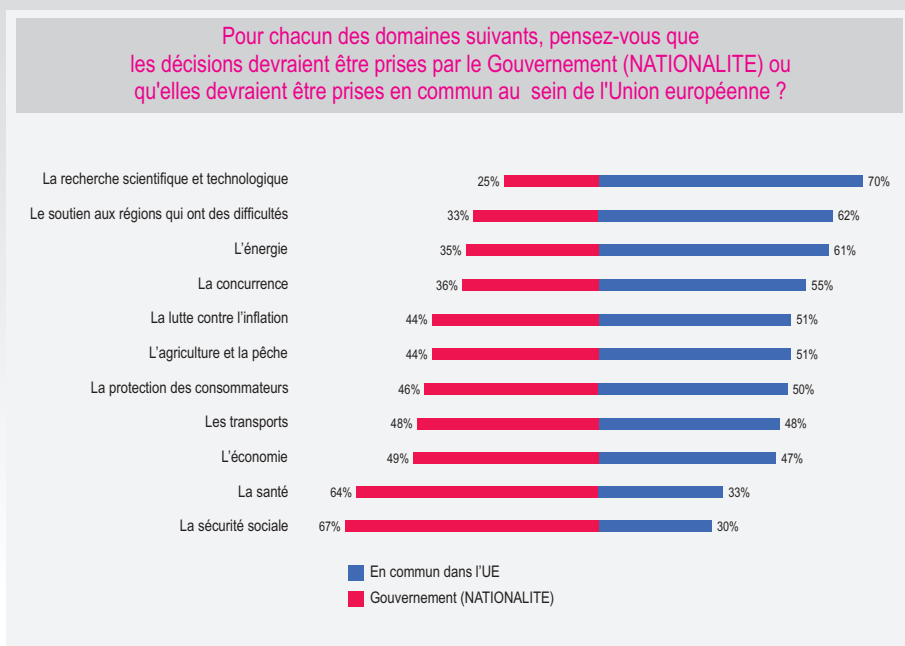
ZOOM 6 NIVEAU DE DÉCISION PRÉFÉRÉ

- Les citoyens privilégient la prise de décision au niveau européen dans un grand nombre de domaines. Cependant, ils considèrent aussi que les décisions ayant trait à la santé et la sécurité sociale devraient être prises par le gouvernement de leur pays.

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars - mai 2008

QA36: "Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?"





3. QUELS RÔLES POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE DOIVENT RESTER DES COMPÉTENCES NATIONALES

Le rôle de l'Union européenne sur la scène internationale

Nous venons de le voir, les citoyens européens semblent favorables à ce que des compétences soient déléguées à l'Union européenne lorsqu'elles ont trait à des domaines qui présentent une dimension internationale. Lorsqu'ils comparent les performances de l'Union européenne et des Etats-Unis sur la scène internationale, les citoyens européens indiquent, à l'automne 2006, que c'est dans le domaine de la protection de l'environnement que l'Union européenne se distingue le plus positivement des Etats-Unis (59%). Les autres points forts de l'Union européenne par rapport à la situation des Etats-Unis ont essentiellement trait à la politique sociale menée au sein de l'Union (les systèmes de santé, la lutte contre les inégalités et les discriminations). Une majorité relative de citoyens européens s'accordent en outre pour reconnaître une légère avance à l'Union en ce qui concerne les domaines de l'éducation et de la lutte contre le chômage. A l'inverse, pour l'opinion publique, l'Union européenne accuse un retard certain en ce qui concerne les sciences, la recherche médicale, l'innovation technologique ainsi que la création d'entreprises. Ainsi, 50% des personnes interrogées estiment que les Etats-Unis devancent l'Union européenne en matière de recherche scientifique. Des majorités relatives de répondants (43%) pensent que l'Union européenne est en retard par rapport aux Etats-Unis en matière de recherche médicale, de création d'entreprises ainsi que d'innovation technologique.

Perceptions de la performance de l'économie européenne

En 2005, à mi-chemin de l'évaluation de la stratégie de Lisbonne, dont l'objectif est de faire de l'Union européenne la société de la connaissance, la plus dynamique au monde d'ici 2010 plus de la moitié des répondants estiment que cela reste improbable alors que 35% d'entre eux considèrent que cet objectif est réalisable.

Enfin, lorsqu'ils sont invités à comparer la performance de l'économie européenne avec celle des autres économies mondiales, au printemps 2008, les Européens, en nombre significatif, disent être d'avis que l'économie européenne est plus performante que les économies russe, brésilienne et indienne. Cependant, une majorité relative d'entre eux jugent qu'elle est moins performante que les économies japonaise et chinoise.

Questions et Sources

Q: Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis. La recherche scientifique ; La recherche médicale ; La protection de l'environnement ; L'innovation technologique ; Les systèmes de santé ; L'éducation ; La lutte contre les inégalités sociales ; La lutte contre le chômage ; La lutte contre les discriminations ; La création d'entreprises.

Q: A votre avis, d'ici cinq ans, l'Union européenne peut-elle devenir la première puissance économique au monde ?

Q: Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie ... ? Américaine ; Japonaise ; Chinoise ; Indienne ; Russe ; Brésilienne

EB63 (printemps 2005)

EB66 (automne 2006)

EB69 (printemps 2008)

CHAPITRE III



ATTENTES, CRAINTES ET QUESTIONNEMENTS



1. LES ESPÉRANCES ET LES CRAINTES SUSCITÉES PAR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

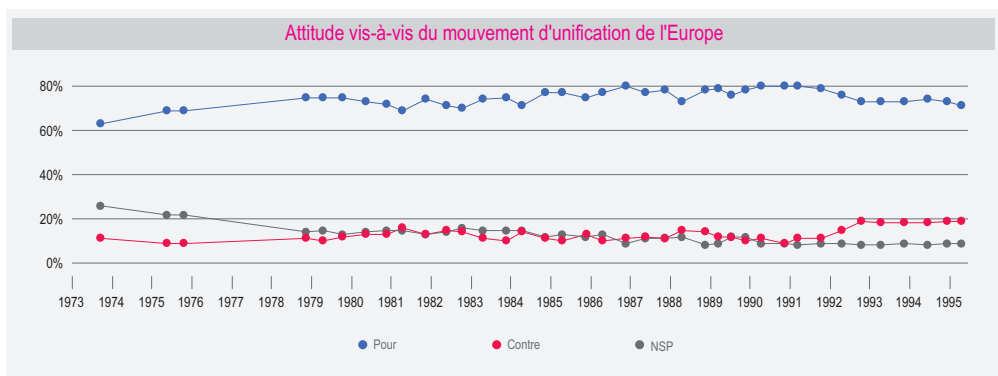
1978: LARGE SOUTIEN AU MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

Deux questions sont régulièrement utilisées par l'Eurobaromètre pour mesurer l'évolution des opinions et attitudes à l'égard de la construction européenne : l'une porte sur le soutien global au mouvement d'unification de l'Europe et l'autre sur le jugement relatif à la vitesse du processus d'intégration européenne. En outre, depuis 1996, l'Eurobaromètre sonde les citoyens européens quant aux craintes qu'ils éprouvent à l'égard de la construction européenne.

Repère 13 Depuis ses débuts, l'Eurobaromètre enregistre un soutien important à l'égard du mouvement d'unification de l'Europe au sein de la population européenne.

Soutien au mouvement d'unification politique de l'Europe

Les citoyens européens ont été invités à prendre position au sujet des efforts qui sont faits pour unifier l'Europe entre 1973 et 1995. Au début de cette période, l'Eurobaromètre révèle que 63% des citoyens européens sont en faveur du mouvement d'unification de l'Europe. Ce pourcentage progresse dans les années qui suivent de sorte qu'en 1978 plus de 70% des personnes interrogées se sont ralliées à cette opinion (75%). Un consensus pour l'unification persiste alors jusqu'en 1995 avec plus de 70% de réponses favorables (à l'exception de 1981: 69%). Néanmoins, à partir de 1992 et jusqu'en 1995, le pourcentage d'opposants au mouvement d'unification de l'Europe se renforce quelque peu.



Questions et Sources

Q: "En général êtes-vous favorable ou opposé aux efforts faits pour unifier l'Europe de l'ouest?"

EB10 (automne 1978)

EB16 (automne 1981)

EB44 (automne 1995)



1. LES ESPÉRANCES ET LES CRAINTES SUSCITÉES PAR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

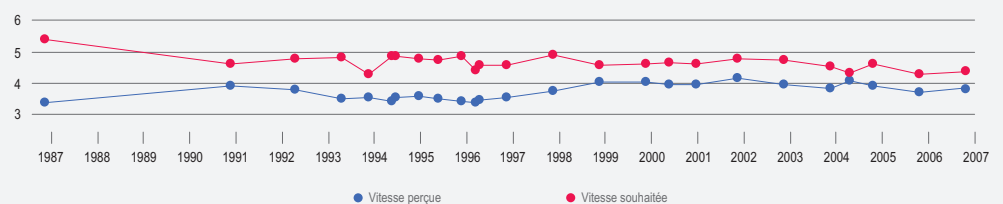
Vitesse du processus d'intégration européenne et souhaits d'évolution

Depuis 1986, l'Eurobaromètre a recours à un instrument appelé « Eurodynamomètre » pour définir la manière dont les Européens perçoivent la vitesse de construction de l'Union européenne, mais aussi quels sont leurs souhaits en la matière. Il s'agit d'une échelle à sept positions représentant un personnage en mouvement. Dans la première attitude le personnage demeure statique ; dans la dernière, il court aussi vite que possible. Les personnes interrogées sont invitées à indiquer quelle est celle qui correspond le mieux à l'idée qu'elles se font de la vitesse de la construction de l'Union européenne et la vitesse qui leur semble la plus appropriée.



En 1987, le score moyen des progrès perçus est de 3.38 et celui des progrès souhaités est de 5.38. Depuis le début des années 90, les citoyens européens ont l'impression que l'Europe progresse à un rythme plus rapide que par le passé, mais continuent à exprimer le souhait que ce processus soit plus rapide encore. A l'automne 2006, les citoyens européens situent la vitesse de la construction européenne telle qu'ils la perçoivent à 3.8 et disent souhaiter qu'elle atteigne 4.7. En l'espace de deux décennies, la différence entre le rythme souhaité et le rythme estimé a donc sensiblement diminué. Alors qu'en 1987, un an après la première mesure, l'opinion publique avait l'impression que le processus était beaucoup moins rapide qu'ils ne le souhaitaient, avec une différence de 2 points, 20 ans plus tard, en 2006, ce différentiel n'est plus que de 0.9 point.

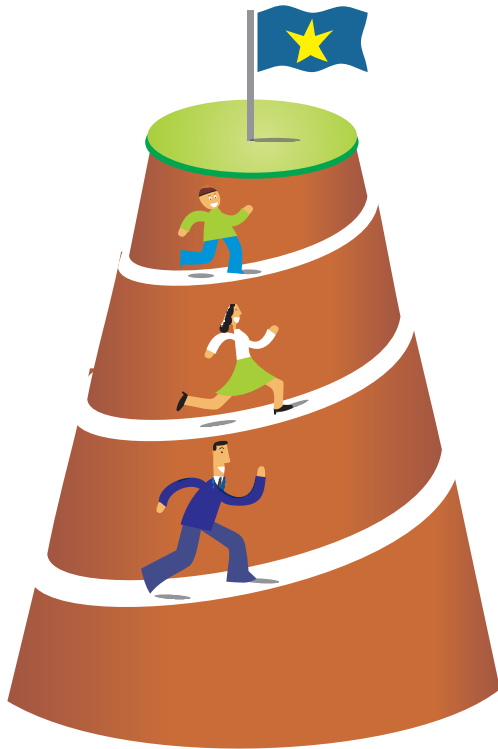
Vitesse du processus de la construction européenne



Questions and Sources

Q: A votre avis, quelle est la vitesse actuelle de la construction européenne ? Veuillez regarder ces personnages. Le N° 1 ne bouge pas, le n° 7 court aussi vite que possible. Choisissez celui qui correspond le mieux à votre opinion sur la vitesse actuelle de la construction européenne.

EB28 (automne 1987)
EB66 (automne 2006)



ZOOM 7

QUEL RYTHME D'AVANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ?

Le choix du rythme optimal de la construction européenne varie selon les attentes que chaque individu exprime à l'égard de la construction européenne.

Les 30 ans environ qui séparent le rapport Werner de 1971, et 2002, date du lancement de la monnaie unique, l'Euro, ont pu être jugés comme excessivement longues par les citoyens européens. La suppression des contrôles physiques aux frontières au 1 novembre 1993 ou encore l'examen de la question de l'emploi par l'Union européenne à partir de 1998, alors que la crise économique frappait durement les pays européens depuis le premier choc pétrolier de 1973, ont également été perçus comme des interventions trop tardives de l'Union européenne.

Par contre, les débats ont montré récemment que la constitution d'une Europe des services, reposant sur la règle dite du pays d'origine, a été lancée de façon trop rapide et a suscité de nombreuses contestations qui soulignaient, entre autres choses, le risque d'un dumping social.

Repères historiques:

14 juin 1985 : Signature des Accords de Schengen qui suppriment les contrôles physiques aux frontières intérieures de l'UE et renforcent la coopération policière et douanière.

23-24 mars 2000 : Le Conseil européen de Lisbonne décide de mettre en place un processus visant à faire de l'Union européenne, en 2010, l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde, capable de créer des emplois et d'assurer une plus grande cohésion économique et sociale entre les Etats membres.

1 janvier 2002 : L'euro devient la monnaie commune de 12 pays de l'UE (la «zone euro»).

1 janvier 2007/ 1 janvier 2008 : La Slovénie, Malte et Chypre adoptent l'euro comme monnaie nationale et la zone euro est ainsi étendue à 15 pays.

ZOOM 7 QUEL RYTHME D'AVANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ?

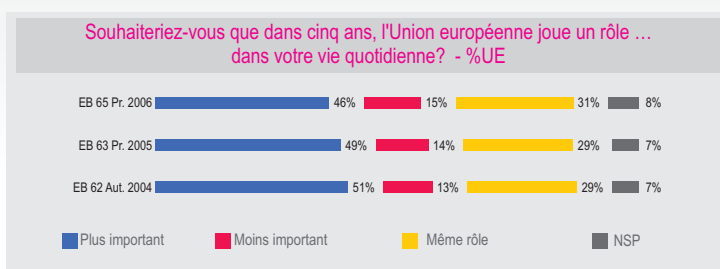
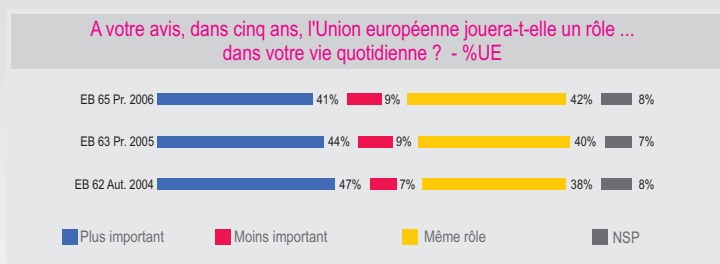
- 41% des Européens pensent que dans cinq ans l'Union européenne jouera un rôle plus important dans leur vie quotidienne, et 46% souhaitent qu'elle joue un rôle plus important à cet égard.

Source : Eurobaromètre Standard 65

Terrain : mars – avril 2006 ; publication : juillet 2006

QA16a : « A votre avis, dans cinq ans, l'Union européenne jouera-t-elle un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ? »

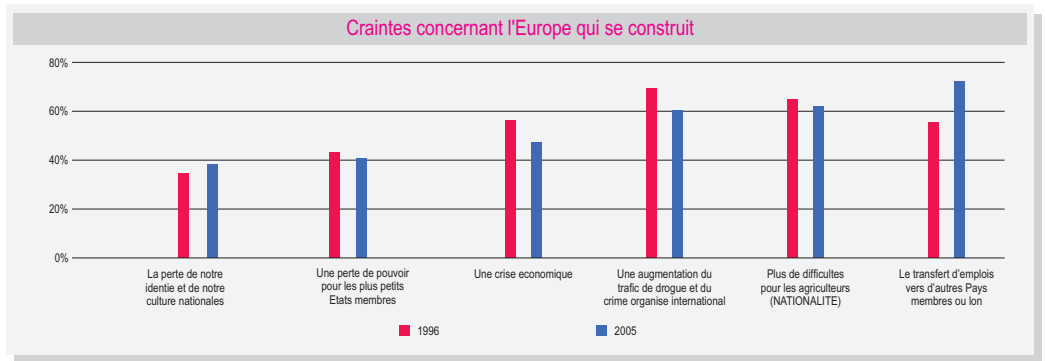
QA16b : « Et souhaiteriez-vous que dans cinq ans, l'Union européenne joue un rôle plus important, moins important ou le même rôle dans votre vie quotidienne ? »





Craintes concernant l'Europe qui se construit

En dépit de la constance de leur soutien au processus d'intégration européenne, les citoyens européens expriment un certain nombre de craintes concernant ce processus. Au printemps 2006, ils disent principalement craindre le transfert d'emplois vers d'autres États membres où les coûts de production sont moins élevés. Ils citent ensuite les craintes que leur pays paie de plus en plus à l'Union européenne, que les agriculteurs rencontrent plus de difficultés et que le trafic de drogue et le crime organisé international augmentent. Les craintes suscitées chez les citoyens par la construction de l'Europe se sont profondément transformées en l'espace de dix ans. En 1996, le trafic de drogue et le crime organisé occupaient en effet le premier rang, suivis par les difficultés potentielles pour les agriculteurs.



Questions et Sources

Q: Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant l'Europe qui se construit, l'Union européenne. Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez actuellement, ou pas. Une perte de pouvoir pour les plus petits États membres, une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international, notre pays paie de plus en plus à l'UE, la perte d'avantages sociaux, une perte d'identité et de culture nationale, une crise économique, le transfert d'emplois vers d'autres pays où l'on produit moins cher, plus de difficultés pour les agriculteurs (NATIONALITE), la fin de (MONNAIE NATIONALE).

EB45 (printemps 1996)
EB65 (printemps 2006)



ZOOM 8

ATTENTES ET INTERROGATIONS SUSCITÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est de nature à « rassurer » les Européens lorsque, par exemple, la monnaie européenne protège les Etats membres contre les conséquences de « dévaluations compétitives » ou lorsqu'elle obtient des succès dans la lutte contre la criminalité, la délinquance et la fraude grâce à la coopération entre Etats membres (Europol, Eurojust et l'Office de Lutte Anti-Fraude).

Mais la construction européenne suscite également certaines craintes au sein des Etats membres. Ainsi, les citoyens européens se montrent inquiets lorsque, sans se prononcer sur la délimitation précise de ses frontières, l'Union européenne s'engage dans la poursuite d'un processus d'élargissement que beaucoup comprennent mal et qu'ils assimilent souvent à une fuite en avant.

Repères historiques :

Avril 1997 : La fermeture de l'usine Renault de Vilvorde (Belgique) conduit la Commission à réfléchir sur les conséquences sociales des restructurations d'entreprises et à faire adopter une nouvelle directive.

12 mai 2004 : L'Europe se dote d'une politique européenne de voisinage qui a pour objet d'éviter de nouvelles divisions entre l'UE élargie et les pays voisins (10 pays méditerranéens et 6 pays d'Europe de l'Est).

16 février 2006 : Le Parlement européen vote la directive Bolkestein qui prévoit de supprimer les obstacles à la libre circulation des services dans l'UE.

ZOOM 8 ATTENTES ET INTERROGATIONS SUSCITÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

- 40% des personnes interrogées craignent actuellement une perte de pouvoir pour les plus petits Etats membres (51% ne sont pas d'accord).
- 60% redoutent actuellement une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international.
- 63% des personnes sondées craignent actuellement que leur pays paie de plus en plus à l'Union européenne.
- La moitié des Européens craignent actuellement la perte des avantages sociaux.

Source : Eurobaromètre Standard 65

Terrain : mars – avril 2006 ; publication : juillet 2006

QA17 : « Certaines personnes peuvent avoir des craintes concernant l'Europe qui se construit, l'Union européenne. Voici une liste de choses que certains disent craindre. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si, personnellement, vous la craignez actuellement, ou pas. »

- Plus d'un Européen sur deux (55%) déclare que l'élargissement de l'Union européenne est quelque chose de positif.

Source : Eurobaromètre Spécial 251: "Le Futur de l'Europe"

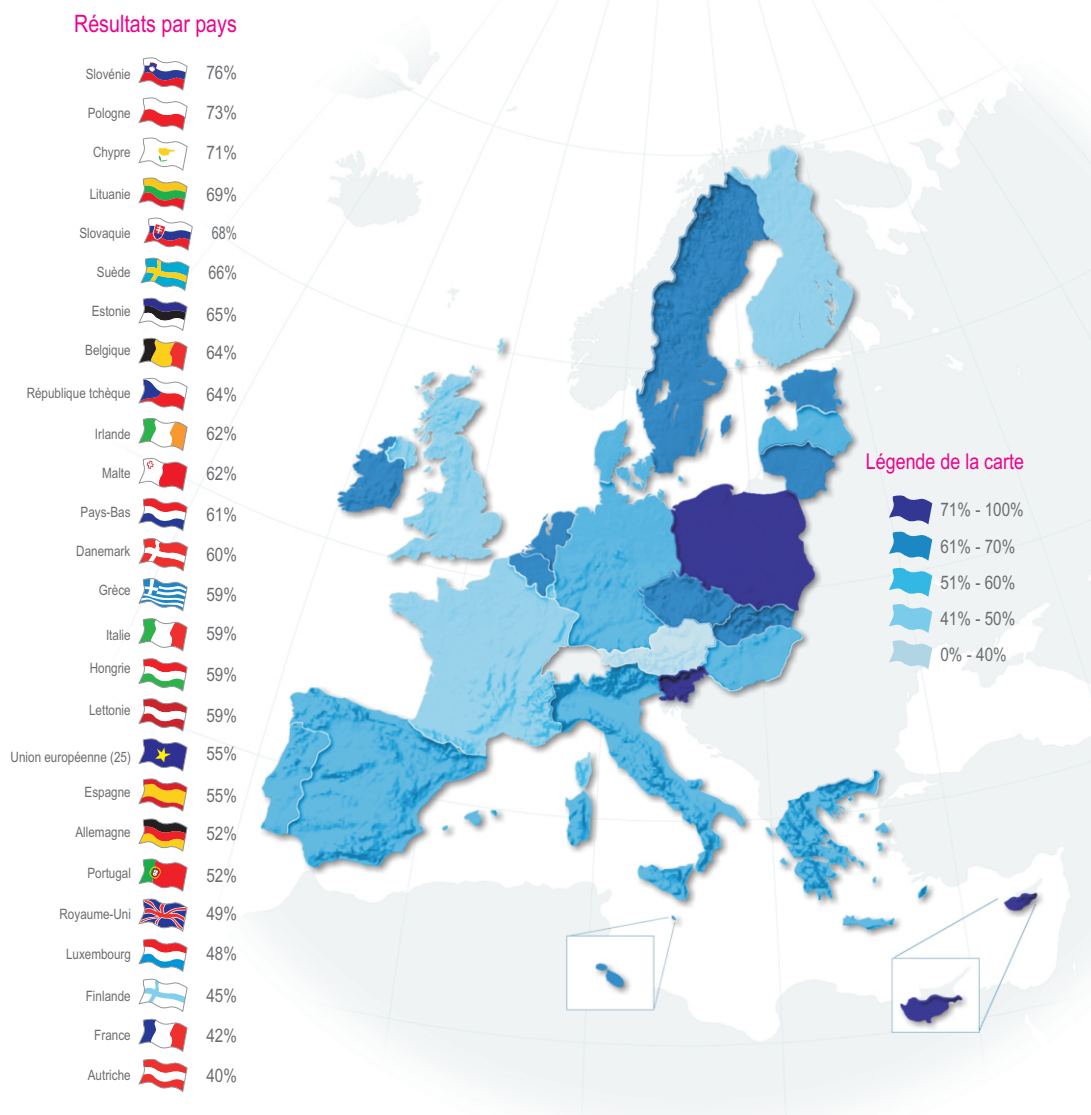
Vague 65.1 ; terrain : février - mars 2006 ; publication : mai 2006

QA18. « Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord.

4. Globalement, l'élargissement de l'Union européenne est quelque chose de positif».

QA18. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord.

Possibilité: Globalement, l'élargissement de l'Union européenne est quelque chose de positif
Réponses: D'accord





2. LES EUROPÉENS ET LA PAC

UNE POLITIQUE QUI, PARADOXALEMENT, SEMBLE MANQUER DE VISIBILITÉ

La Politique Agricole Commune est l'une des plus anciennes politiques de l'Union européenne. Entrée en vigueur en 1962, elle vise à apporter des avantages à la fois aux consommateurs et aux agriculteurs. A l'occasion de ses 35 ans d'existence, l'Eurobaromètre a observé l'attitude générale des citoyens européens vis-à-vis de cette politique, leur connaissance en la matière, ainsi que leur perception des objectifs de cette politique et de ses principaux avantages.

Repère 14 Les citoyens européens perçoivent la politique agricole commune comme une garantie de sécurité et de qualité des produits alimentaires, mais ne sont pas satisfaits de son action pour la protection des exploitations agricoles de moyenne ou petite taille.

Attitude générale

Au cours des années 90, une grande majorité des citoyens européens soutiennent l'idée selon laquelle les questions relatives à l'agriculture devraient être gérées à l'échelon communautaire plutôt qu'à l'échelon national. Depuis lors, pratiquement à chaque fois que la question est posée, la proportion des citoyens qui pensent que les décisions sur l'agriculture et la pêche devraient être prises au niveau de l'Union européenne est supérieure à celle des citoyens qui pensent qu'elles devraient l'être au niveau national. La tendance inverse n'a été observée qu'à deux reprises au cours de la période 1995-2008 : à la fin du premier semestre de 1999 (47% « gouvernement national » contre 45% « en commun dans l'Union européenne ») et 2000 (47% « gouvernement national » contre 46% « en commun dans l'Union européenne »).

Au printemps 2008, 51% des citoyens européens considèrent que les décisions en matière d'agriculture et de pêche devraient être arrêtées conjointement au sein de l'Union européenne. Parmi les catégories sociodémographiques les plus favorables à une politique commune de l'agriculture, on citera les hommes, les personnes qui ont fait les plus longues études, les cadres et les indépendants.

Notoriété

Les résultats récents de l'Eurobaromètre, en 2007, montrent un manque de connaissance sur la politique agricole commune et de développement rural de l'Union européenne. En effet, seules 9% des personnes interrogées déclarent qu'elles ont déjà entendu parler ou lu quelque chose sur cette politique et qu'elles savent exactement ce que c'est. Environ un tiers des Européens (34%) ont déjà lu ou entendu quelque chose à propos de cette politique, mais ne savent pas vraiment de quoi il retourne, et une majorité de citoyens (53%) n'en ont jamais entendu parler.

Un tableau similaire ressort d'un sondage Eurobaromètre Flash réalisé en 2000 : 19% des personnes interrogées ont déjà lu ou entendu quelque chose sur la Politique Agricole Commune et 8% sur le « Marché commun agricole ». 21% des répondants ont déclaré qu'ils en ont déjà entendu parler, mais qu'ils ne pouvaient pas donner de précision, et 50% n'ont jamais lu ni entendu quelque chose à ce propos.

Objectifs

En 1995, l'Eurobaromètre interroge pour la première fois les citoyens quant à l'objectif principal que devrait poursuivre la politique agricole commune. Ceux-ci citent alors le fait de « garantir des aliments sains et sans danger ». En 2007, les Européens estiment que la première priorité de la politique agricole et de développement rural doit consister à « assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs ». Arrivent ensuite les préoccupations de « s'assurer que les consommateurs aient des prix raisonnables pour les produits alimentaires » et « s'assurer que les produits agricoles soient sains et sans danger ».

Questions et Sources

Q: Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? L'agriculture et la pêche
Q: Avez-vous déjà entendu ou lu quelque chose à propos de la politique agricole commune et de développement rural de l'Union européenne, la « PAC », ou non ?
Q: Selon vous, quelles devraient être les priorités de l'Union européenne en matière de politique agricole et de développement rural ? En premier ?

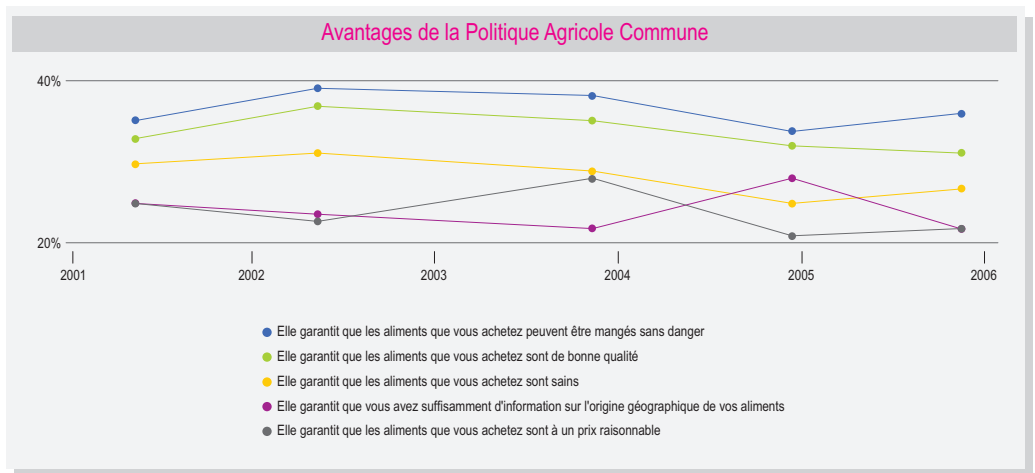
EB43 (printemps 1995)
EB Spécial N°112 - « Les Citoyens de l'Union européenne et l'agriculture de 1995 à 2003 » (septembre 2004)
EB Flash N°85 « Attitudes de l'opinion publique à l'égard de la Politique agricole commune »
EB68 (automne 2007)
EB69 (printemps 2008)



2. LES EUROPÉENS ET LA PAC

Effets

D'après les données recueillies par l'Eurobaromètre de 2001 à 2003 et en 2005, les citoyens européens perçoivent la politique agricole de l'Union européenne comme une garantie de sécurité et de qualité des produits alimentaires. Cette évaluation est d'autant plus positive qu'il s'agit des deux objectifs principaux qui ont été définis au préalable par la plupart des citoyens de l'Union européenne. Selon eux, la politique agricole commune garantit en outre aux consommateurs qu'ils peuvent disposer de « suffisamment d'information sur l'origine de leurs aliments » et acheter ceux-ci « à un prix raisonnable ».



Les résultats de l'Eurobaromètre de l'hiver 2007 indiquent en revanche que la politique agricole de l'Union européenne n'a réussi à satisfaire les attentes que d'à peine plus d'un tiers des citoyens européens en ce qui concerne l'assurance d'un niveau de vie correct aux agriculteurs (35%), alors qu'il s'agit de la principale priorité désignée par près d'un Européen sur cinq.

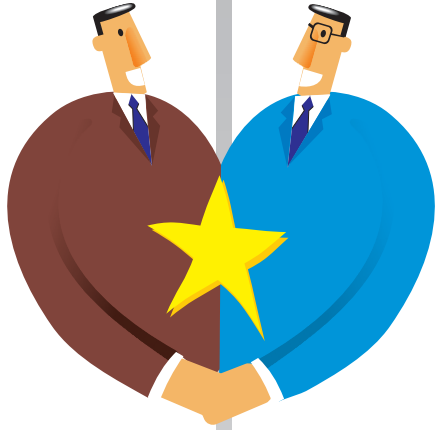
Questions et Sources

Q: La politique agricole commune et de développement rural de l'Union européenne (PAC) remplit-elle plutôt bien ou plutôt mal son rôle en ce qui concerne... ? Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs.

EB64 (automne 2005), EB59 (printemps 2003), EB57 (printemps 2002) et EB55 (printemps 2001).

EB59 (printemps 2003) - « Et pensez-vous que la politique agricole de l'Union européenne joue actuellement plutôt bien ou plutôt mal son rôle pour ... ? ».

EB68 (automne 2007)



3. COMMENT LE PROJET D'UNIFICATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EST-IL GLOBALEMENT PERÇU?

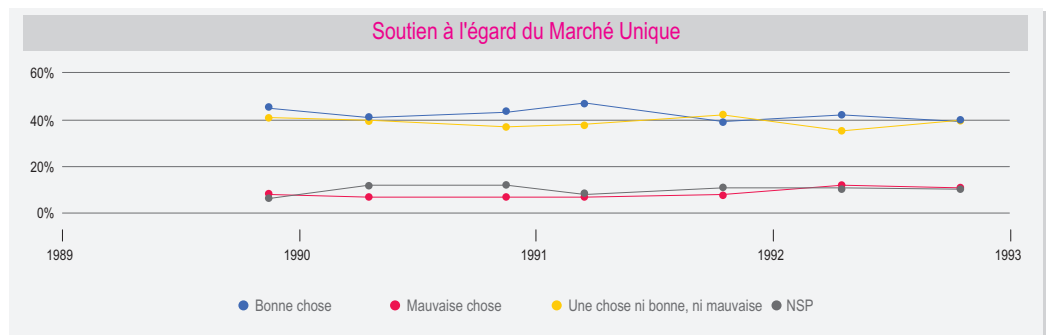
UN MARCHÉ UNIQUE QUI PRÉSENTE DE NOMBREUX AVANTAGES

Le Marché Unique, dans lequel les biens, les services, les personnes et les capitaux peuvent circuler librement, a été officiellement achevé à la fin de l'année 1992. Cette même année, l'Union européenne décidait de mettre en place une Union économique et monétaire comportant l'introduction d'une monnaie européenne unique gérée par une Banque centrale européenne.

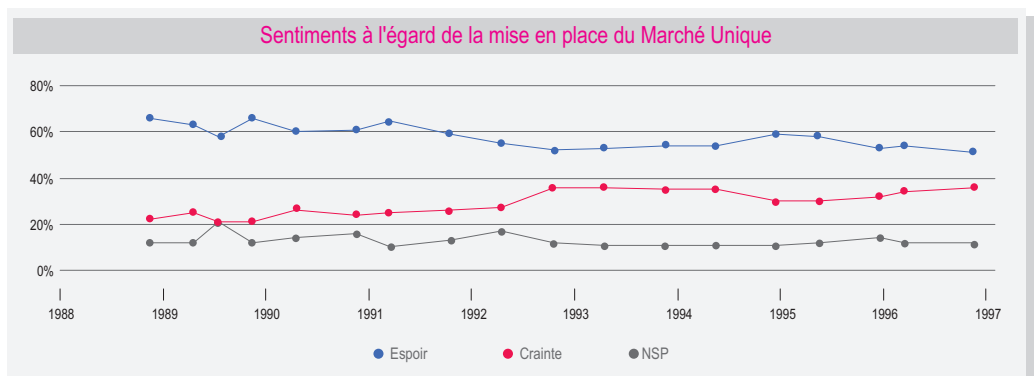
Repère 15 La mise en place du Marché Unique suscite un élan d'espoir au sein de la population européenne, qui craignait pourtant initialement des répercussions négatives en termes d'emploi et d'immigration.

Sentiments suscités par la mise en place du Marché Unique

Entre 1989 et 1992, en moyenne 42% des citoyens européens déclarent que la mise en place du Marché Unique est une « bonne chose ». Moins de 10% des citoyens européens se disent, au cours de cette période, opposés au Marché Unique.

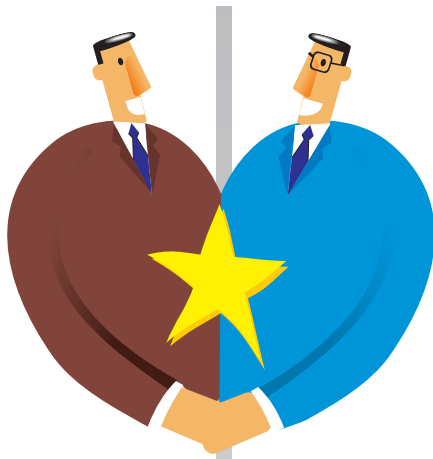


À l'automne 1992, pour la moitié des citoyens le Marché Unique est synonyme d'espoir (51%), tandis que pour plus d'un tiers il est synonyme de crainte (37%). Parmi les préoccupations majeures que suscite le Marché Unique, on notera la diminution des emplois (33%), une trop forte immigration (30%) et la perte de l'identité nationale (29%).



Questions et Sources

EB38 (automne 1992)



3. COMMENT LE PROJET D'UNIFICATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EST-IL GLOBALEMENT PERÇU?

Effets du Marché Unique

Dix ans après l'achèvement du Marché Unique, deux tiers des personnes interrogées ont le sentiment que voyager au sein de l'Union européenne est plus facile qu'auparavant. Les citoyens de l'Union européenne considèrent en outre qu'ils bénéficient d'un plus grand choix de produits en provenance d'autres Etats membres (57%), mais que le Marché Unique a exercé une influence négative sur les prix des produits en général (48% contre 41%). Enfin, le renforcement de la concurrence dans des domaines tels que les transports, les services de télécommunications, les services bancaires et les assurances est perçu positivement par une grande majorité des citoyens de l'Union européenne.

Soutien à la monnaie unique

A l'automne 1998, le soutien à la monnaie unique a atteint son plus haut niveau depuis 1993, lorsque l'Eurobaromètre a abordé pour la première fois cette question : 64% des citoyens européens sont favorables à l'euro, contre 25% qui sont d'un avis contraire. Au fil des ans, le public est devenu plus optimiste quant aux effets de la monnaie unique. Alors qu'en 1993, 33% des Européens pensaient encore que l'euro présenterait plus de désavantages que d'avantages, ils ne sont désormais plus que 28% en 1998. Au printemps 2008, 60% des personnes interrogées se déclarent en faveur d'une union monétaire européenne dotée d'une monnaie unique. La Grèce, la Suède et le Royaume-Uni se montrent les plus réfractaires à l'adoption de la monnaie unique. En effet, 49% des personnes interrogées en Grèce, 47% en Suède et même 66% au Royaume-Uni s'opposent à une union monétaire européenne avec une monnaie unique. D'autre part, l'union monétaire européenne récolte un soutien nettement plus grand au sein de la zone euro (67%) que dans les pays qui n'ont pas (encore) adopté l'euro comme monnaie nationale (46%).

Questions et Sources

Q: Le marché unique a augmenté la concurrence dans un certain nombre de domaines tels que les transports, les services de télécommunication, les services bancaires et les assurances. D'une manière générale, diriez-vous que cela a un effet... ? Positif, négatif, ni positif, ni négatif (SPONTANÉ)
Q: Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro.

EB Flash N°131 - « Le Marché Unique » (09/09/2002 - 19/09/2002)
EB50 (automne 1998)
EB63 (printemps 2005)
EB68 (printemps 2008)



ZOOM 9

COMMENT LES CITOYENS EUROPÉENS SE SONT-ILS APPROPRIÉS LA MONNAIE UNIQUE ?

Du plan Werner en 1971, au lancement de la monnaie européenne, en 2002, une trentaine d'années a été nécessaire pour créer l'euro. Mais l'euro n'est pas seulement un instrument d'échange monétaire : il symbolise également l'appartenance des Européens à un vaste ensemble monétaire appelé à s'élargir. Au sein des douze nouveaux États membres, tous les pays ont en effet vocation à devenir membres de la zone euro, à l'exemple de la Slovaquie qui, dès 2007, a adopté la monnaie unique, ainsi que de Chypre et de Malte, qui ont rejoint la zone euro en 2008.

L'euro s'impose donc au fil des années aux yeux des Européens comme un vecteur de comparabilité des prix et de suppression des frais de change lors du passage de frontières nationales.

Repères historiques :

Décembre 1995 : Choix du nom de l'euro (à la place de l'ECU).

1 janvier 1999 : Cotation de l'euro sur les marchés financiers.

1 janvier 2002 : L'euro devient la monnaie commune de 12 pays membres. Les gouvernements danois et britanniques ont choisi de conserver leurs monnaies nationales. La Suède a confirmé son refus d'appartenir à la zone euro, par référendum négatif, le 14 septembre 2003.

1 janvier 2007 : La Slovaquie intègre la zone euro.

1 janvier 2008 : Malte et Chypre font partie de la zone euro.

ZOOM 9 COMMENT LES CITOYENS EUROPÉENS SE SONT-ILS APPROPRIÉS LA MONNAIE UNIQUE ?

• De 2002 à 2005, plus de la moitié des Européens estiment que l'adoption de l'euro est une opération globalement avantageuse pour leur pays. En 2006, pour la première fois, cette proportion passe sous la barre des 50%.

EB Flash 193 – L'euro zone, 5 ans après l'introduction des billets et des pièces

Source : Eurobaromètre Flash 193

Publication : septembre 2006














Q14a : « A votre avis, l'adoption de l'euro est-ce pour (NOTRE PAYS) une opération globalement avantageuse qui va nous renforcer pour l'avenir, ou à l'inverse une opération globalement désavantageuse qui va nous affaiblir ? »

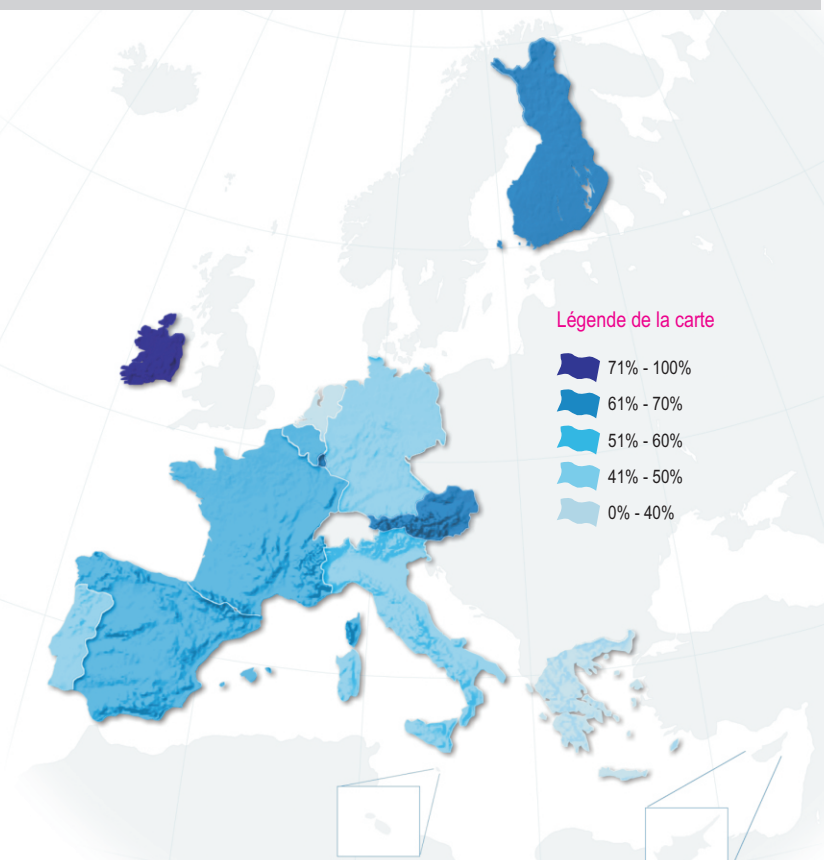
Une majorité continue à considérer l'adoption de l'euro comme une opération globalement avantageuse

	Globalement avantageuse	Globalement désavantageuse	(sans changement)	(NSP/SR)
Septembre 2002	59%	29%	8%	4%
Novembre 2002	54%	32%	7%	7%
Novembre 2003	52%	36%	5%	7%
Novembre 2004	53%	36%	5%	6%
Octobre 2005	51%	39%	5%	5%
Septembre 2006	48%	38%	7%	7%

Q14a. A votre avis, l'adoption de l'euro est-ce pour (NOTRE PAYS) une opération globalement avantageuse qui va nous renforcer pour l'avenir, ou à l'inverse une opération globalement désavantageuse qui va nous affaiblir ?
Réponses : Globalement avantageuse

Résultats par pays (2005)

	Irlande	75%
	Finlande	65%
	Luxembourg	64%
	Autriche	62%
	Belgique	58%
	Espagne	55%
	France	51%
	UE (zone euro)	48%
	Allemagne	46%
	Portugal	43%
	Italie	41%
	Grèce	38%
	Pays-Bas	38%



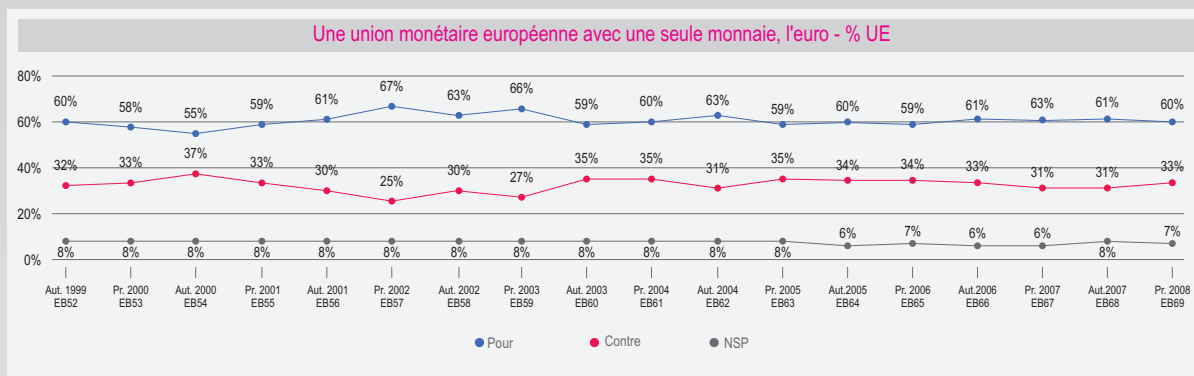
ZOOM 9 COMMENT LES CITOYENS EUROPÉENS SE SONT-ILS APPROPRIÉS LA MONNAIE UNIQUE ?

• Au printemps 2008, six Européens sur dix (60%) sont favorables à une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro.

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars – mai 2008

QA37.1 : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro ».





4. LA MONDIALISATION DES ÉCHANGES : UNE CHANCE POUR L'EUROPE ?

PERCEPTIONS TRÈS NUANCÉES DES EFFETS DE LA MONDIALISATION

La mondialisation, c'est-à-dire l'ouverture généralisée des économies, qui aboutit à la création d'un marché mondial, est un sujet de plus en plus évoqué. L'Eurobaromètre a donc élargi son questionnaire de manière à aborder ce thème avec les citoyens européens. Il s'agit d'identifier avec eux quels sont les avantages et les inconvénients de la mondialisation, mais aussi quelle est l'institution la plus à même de gérer ces effets.

Repère 16 L'Union européenne serait l'organisation la plus à même de protéger les citoyens européens des dérives de la mondialisation des échanges.

Attitude générale

À l'automne 2003, 64% des citoyens européens sont en faveur de la mondialisation. Parmi eux, 51% sont toutefois « plutôt favorables » alors que seulement 13% y sont « tout à fait favorables ». D'autre part, 29% sont opposés à la mondialisation, parmi lesquels 8% qui sont « tout à fait opposés ». Au printemps 2007, 46% des citoyens européens interrogés disent que la mondialisation est un phénomène positif et 39% un phénomène négatif. Les catégories sociodémographiques qui affichent le jugement le plus positif sur la mondialisation sont les hommes, les jeunes (15-24 ans) et les personnes qui ont suivi les études les plus longues.

Avantages et inconvénients

Au printemps 2008, une nette majorité des Européens sont persuadés que la mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures, qu'elle signifie encore plus d'investissements étrangers dans leur pays et qu'elle représente une opportunité de croissance économique. De plus, 39% des répondants pensent que la mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises de leur pays grâce à l'ouverture des marchés.

Certaines opinions critiques se font toutefois également entendre à propos de la mondialisation : 43% des Européens sont d'avis que la mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises de leur pays, et de fortes majorités ajoutent qu'elle rend nécessaire l'application de règles communes au niveau mondial et qu'elle profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens. Environ six répondants sur dix réfutent par ailleurs que la mondialisation les protège contre les augmentations de prix.

Organisation la plus à même de contrôler les effets de la mondialisation aux yeux des citoyens

Au printemps 2001, à partir d'une liste comprenant les gouvernements nationaux, les citoyens eux-mêmes et les Nations Unies, les citoyens européens indiquent que l'Union européenne est l'organisation la plus à même de contrôler les effets de la mondialisation, avec 36% de citations. Viennent ensuite les associations de défense des consommateurs et les citoyens eux-mêmes. Au printemps 2004, les Européens sont moins enclins à désigner l'Union européenne comme étant à même de contrôler les effets de la mondialisation (-9 points).

Questions et Sources

Q: Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif. Mondialisation

Q: Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ? La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises (NATIONALITE) grâce à l'ouverture des marchés. La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en (NOTRE PAYS).

Q: Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes. La mondialisation représente une opportunité de croissance économique ; la mondialisation accroît les inégalités sociales ; l'Union européenne et les États-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation ; la mondialisation nous protège des augmentations de prix ; la mondialisation contribue à la paix dans le monde ; la mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONALITE) ; la mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens ; la mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en (NOTRE PAYS) ; la mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres ; la mondialisation rend nécessaire l'application de règles communes au niveau mondial (« gouvernance mondiale ») ; la mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures.

EB Flash N°151b - « Mondialisation » (08/10/2003 - 16/10/2003).

EB55 (printemps 2001)

EB61 (printemps 2004)

EB65 (printemps 2005)

EB67 (printemps 2007)

EB69 (printemps 2008)



4. LA MONDIALISATION DES ÉCHANGES: UNE CHANCE POUR L'EUROPE ?

Institution la plus à même de pouvoir contrôler les effets de la mondialisation





5. POLITIQUE ÉTRANGÈRE, DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE : LES AVIS DES CITOYENS EUROPÉENS

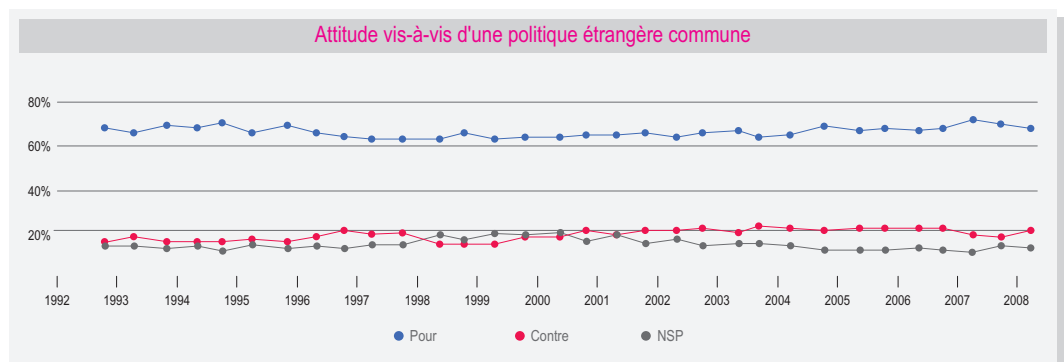
LARGE SOUTIEN À UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMMUNE

Au cours des deux dernières décennies, l'Union européenne s'est efforcée de jouer un rôle mieux adapté à son statut de grande puissance commerciale et économique dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Bien qu'une politique étrangère et de sécurité commune ait été consacrée par le traité de Maastricht de 1992, d'aucuns clament qu'il reste un long chemin à parcourir avant qu'une telle politique soit effective. Depuis 1992, l'Eurobaromètre sonde les Européens à ce sujet.

Repère 17 L'opinion publique européenne soutient l'Union européenne dans ses efforts de développement d'une politique étrangère commune et d'une politique de sécurité et de défense européenne.

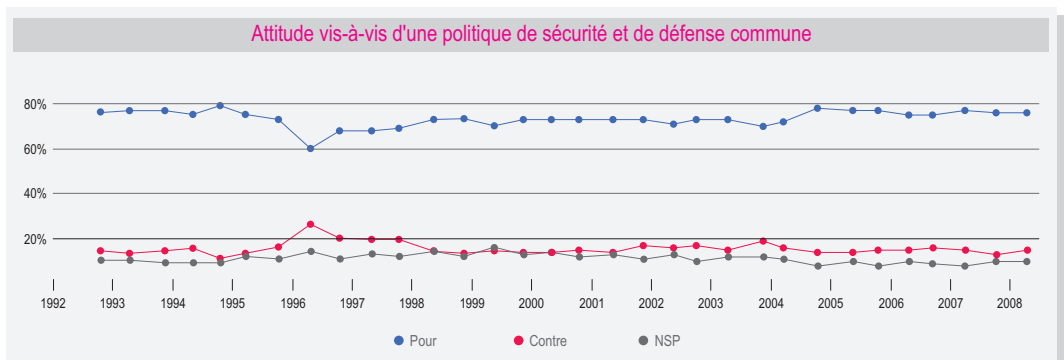
Politique étrangère

L'opinion publique européenne se montre en faveur d'une politique étrangère commune depuis que l'Eurobaromètre s'est attaché à explorer cette thématique. En moyenne, près de deux tiers des citoyens y sont favorables. Au printemps 2008, 68% des personnes interrogées sont d'avis que l'Union européenne devrait avoir une politique étrangère commune.



Politique de sécurité et de défense

De même, la politique européenne de sécurité et de défense bénéficie du soutien de la majorité des citoyens européens. Au printemps 2008, en moyenne, plus des trois quarts des personnes interrogées soutiennent une telle politique (76%).



Questions et Sources

Q: Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une politique étrangère commune aux pays de l'UE vis-à-vis des autres pays / Une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'UE

EB69 (printemps 2008)



6.ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE : LES EUROPÉENS FACE AUX DIFFÉRENTES VAGUES D'ADHÉSION

A LA VEILLE DU 1 MAI 2004, LA PROPORTION DE PERSONNES INTERROGÉES EN FAVEUR DU GRAND ÉLARGISSEMENT ATTEINT 42%

Depuis 1973, date à laquelle le Danemark, l'Irlande et la Grande-Bretagne ont rejoint la Communauté européenne, celle-ci a connu plusieurs vagues d'élargissement consécutives. En 1981, c'est au tour de la Grèce, puis de l'Espagne et du Portugal en 1986, et ensuite de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995. Enfin, le 1 mai 2004, l'Union européenne a accueilli dix nouveaux Etats membres, et le 1 janvier 2007, la Roumanie et la Bulgarie ont accédé à l'Union. L'Eurobaromètre a décrit l'attitude des citoyens européens à l'égard de ces différentes vagues d'adhésion, de manière relativement sommaire en ce qui concerne les premières vagues et plus en détail en ce qui concerne les suivantes.

Repère 18 La population européenne envisage de manière bienveillante les premières vagues d'élargissement, mais accueille avec plus de réserve les dernières vagues de 2004 et 2007.

Espagne et Portugal

A l'automne 1978, dans la Communauté considérée comme un ensemble, environ une personne sur trois (31%) estime que l'entrée de l'Espagne serait une bonne chose pour son propre pays et sept personnes sur dix (70%) pensent que ce serait une bonne chose pour l'Espagne. Tous les sondages effectués en Espagne au cours des cinq années qui précèdent son adhésion à la Communauté européenne montrent, en outre, une attitude très favorable de la population espagnole à cet égard. Les résultats sont alors moins positifs au Portugal, bien que les opinions favorables à la Communauté aient fortement augmenté après la signature du traité d'adhésion.

Autriche, Finlande et Suède

En 1995, l'Union européenne accueille trois nouveaux Etats membres. Plus des trois quarts de la population de l'Union européenne se prononçaient en faveur de l'adhésion de chacun de ces pays, alors que ceux-ci étaient encore candidats: 76% pour la Finlande, 78% pour l'Autriche et 79% pour la Suède. Au printemps 1995, un peu plus de la moitié des personnes interrogées dans les quinze Etats savaient que la Suède et l'Autriche étaient devenus membres de l'Union (respectivement: 55% et 54%) et nettement moins de la moitié étaient au courant de cet événement pour la Finlande (40%). Quatre mois après l'adhésion officielle des trois nouveaux pays à l'Union européenne, l'impact de l'élargissement est perçu comme ayant le plus d'effets positifs sur l'Union Européenne en général (64% de réponses), puis sur leurs pays respectifs (49%) et enfin sur la compétitivité de l'Union dans le monde (47%).

Inclusion de dix nouveaux Etats membres

Eu égard à son ampleur, l'élargissement du 1 mai 2004 constitue une des étapes les plus importantes de la construction européenne. A l'automne 2000, 44% des citoyens européens soutiennent cet élargissement, contre 35% qui y sont opposés et 21% qui n'ont pas d'opinion. La proportion de partisans diminue, pour atteindre 42% à la veille du 1 mai 2004. Parallèlement, le taux de personnes s'opposant à cette idée passe de 30% à 39%.

Dernier élargissement en date : la Bulgarie et la Roumanie

A quelques mois de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne, l'opinion publique sur l'intégration de ces pays dans l'Union semble plutôt divisée. Une majorité relative se dit favorable à ce que la Bulgarie rejoigne l'Union européenne (46%), mais une minorité soutient l'adhésion de la Roumanie (40%).

Questions et Sources

Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ?

EB10 (automne 1978)
EB24 (automne 1985)
Eb43 (printemps 1995)
EB54 (automne 2000)
EB66 (automne 2006)



ZOOM 10

LES MODALITÉS DE ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

L'élargissement de l'Union européenne est un processus qui a débuté le 1 janvier 1973 avec l'adhésion du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Il a atteint son apogée avec l'adhésion de dix nouveaux Etats membres le 1 mai 2004 et de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007. L'aide de pré-adhésion est le moyen pour l'UE de familiariser les pays candidats aux mécanismes institutionnels et de gestion des programmes communautaires. La réussite d'un tel processus implique une forte adhésion de la population du pays adhérent, mais aussi de celle des Etats membres de l'UE. Dans une période où le budget de l'UE s'avère politiquement sensible, la question du coût de l'élargissement est au centre des préoccupations. Cependant elle doit être mise en parallèle avec les opportunités qu'offre un marché de près de 500 millions de consommateurs à terme.

Repères historiques :

Décembre 1997 : Le Conseil européen lance les programmes de pré-adhésion SAPARD, PHARE et ISPA.

Octobre 2002 : L'accord franco-allemand conduit à limiter les dépenses de la PAC durant la période 2007-2013.

16 avril 2003 : La signature du Traité d'adhésion à Athènes prévoit que les dix nouveaux Etats membres au 1 mai 2004 devront être membres de la zone euro.

ZOOM 10 LES MODALITÉS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

- Pour trois Européens sur dix, un nouvel élargissement de l'Union européenne suscite de l'espoir ; mais 17% expriment de l'indifférence et 15% de la peur.

Source : Eurobaromètre Spécial 251: "Le Futur de l'Europe"

Vague 65.1 ; terrain : février - mars 2006; publication : mai 2006

QA19 : « Lorsque vous entendez des discussions sur un nouvel élargissement de l'Union européenne, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en premier ? ».

QA19. Lorsque vous entendez des discussions sur un nouvel élargissement de l'Union européenne, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en premier ?



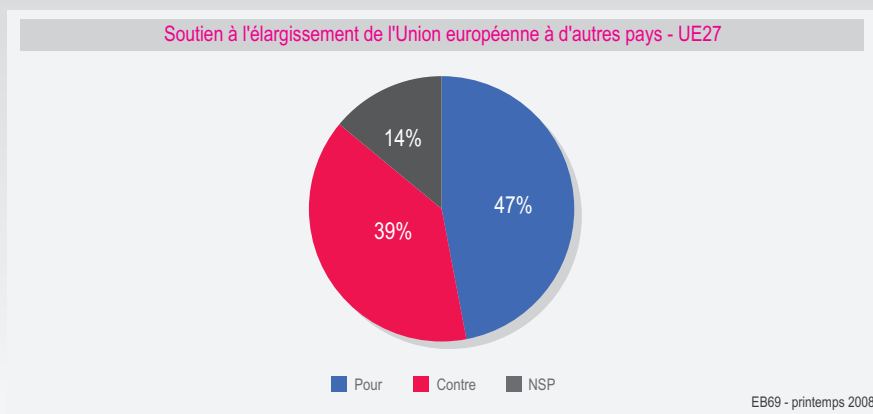
ZOOM 10 LES MODALITÉS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

- 47% des personnes interrogées soutiennent l'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays et 39 % s'y opposent. Le soutien est particulièrement élevé dans les pays qui ont adhéré récemment à l'Union européenne.

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars - mai 2008

QA37 : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. L'élargissement de l'Union européenne à d'autres pays dans les années à venir ».



CHAPITRE IV



QUEL AVENIR POUR
L'EUROPE ?



1. LES PRIORITÉS DES EUROPÉENS

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE AINSI QUE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE CONSTITUENT LES PRIORITÉS ABSOLUES DE L'UNION

Depuis ses débuts, l'Eurobaromètre mesure les attitudes envers certaines politiques et actions essentielles de l'Union européenne. Les priorités identifiées par les citoyens européens pour l'Union européenne reflètent à la fois leurs préoccupations du moment et leurs attentes quant à l'évolution de la construction européenne.

Repère 19 Les priorités que les citoyens européens définissent pour l'Union européenne reflètent leurs préoccupations : principalement la hausse des prix dans les années 70 et, dès le milieu des années 80, le chômage

La lutte contre la hausse des prix

La lutte commune contre la hausse des prix était considérée, en 1974, comme le principal problème pour la Communauté européenne. En moyenne, 44% des citoyens des neuf pays de la Communauté européenne étaient de cet avis. Il s'agissait en outre de la question primordiale dans tous les États membres, avec des résultats allant de 56% en Irlande à 34% aux Pays-Bas. Au fil du temps cette crainte marque progressivement le pas devant d'autres préoccupations.

La création d'emplois

Au printemps 1984, lorsqu'on leur demande d'évoquer les domaines sur lesquels les pays de la Communauté devraient concentrer en priorité leurs efforts, un problème se détache nettement, dans tous les pays : la création d'emplois, suivie par la protection sociale.

Le remplacement des monnaies et la lutte contre le chômage

Alors que la lutte contre la hausse des prix occupait la première place en 1974, le remplacement des devises nationales par la monnaie unique arrive en tête des priorités, selon les Européens, à l'automne 1998. En 1998, un large consensus existe sur le thème du chômage : 92% de la population estime que la lutte contre celui-ci devrait être une priorité pour l'Union européenne et 89% en disent autant de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. À l'automne 2006, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale figure au sommet des priorités attribuées à l'Union européenne (43%), étroitement suivie par la lutte contre le chômage (40% de citations).

Engagement dans des domaines qui dépassent les frontières nationales

Conformément au principe de subsidiarité, les citoyens européens ont, au cours de la dernière décennie, de plus en plus tendance à penser que l'Union européenne devrait prendre les décisions dans les domaines qui dépassent les frontières nationales comme la lutte contre la drogue, la politique étrangère, la recherche scientifique et technologique ou encore l'aide humanitaire. Les enjeux plus sécuritaires (préserver la paix et la sécurité en Europe, lutter contre le crime organisé et le terrorisme) restent en tête de leurs attentes, ainsi que la protection de l'environnement.

En termes de politiques, les Européens considèrent que la priorité devrait être accordée, d'une part, à la lutte contre le terrorisme (44%) et, d'autre part, à la lutte contre le changement climatique (40%). Une fraction substantielle des citoyens (39%) estime par ailleurs qu'il y a lieu d'attribuer la priorité à une protection renforcée du consommateur et de la santé publique.

Questions et Sources

« Les neuf pays membres de la Communauté européenne s'efforcent de résoudre en commun un certain nombre de problèmes. En voici la liste. Pourriez-vous me dire lequel de ces problèmes vous semble actuellement le plus important? Et en second lieu ? ».

Q: Parmi la liste d'actions suivante, pourriez-vous me dire quelles devraient être, pour vous, les trois actions que l'Union européenne devrait poursuivre en priorité. (SPLIT A) Accueillir de nouveaux Pays membres ; Être plus proche des citoyens européens, par exemple en les informant davantage sur l'Union européenne, ses politiques et ses institutions ; Réussir la mise en place de la monnaie unique européenne, l'euro ; Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; Protéger l'environnement ; Protéger les consommateurs et garantir la qualité des produits ; Lutter contre le chômage ; Réformer les institutions de l'Union européenne et leur fonctionnement ; (SPLIT A) Lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue ; Affirmer l'importance politique et diplomatique de l'Union européenne dans le monde ; Préserver la paix et la sécurité en Europe ; Garantir les droits de l'individu et le respect des principes démocratiques en Europe ; Lutter contre le terrorisme ; Lutter contre l'immigration clandestine

Q: Le Parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'Union Européenne. Parmi les politiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, devraient être prioritaires ?

EB1 (printemps 1973)
EB21 (printemps 1984)
EB66 (automne 2006)
EB68 (automne 2007)

2. ATTITUDE À L'ÉGARD D'UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT

PLUS L'UNION EUROPÉENNE S'AGRANDIRA, PLUS ELLE JOUERA UN RÔLE IMPORTANT DANS LE MONDE ET PLUS ELLE POURRA PROMOUVOIR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

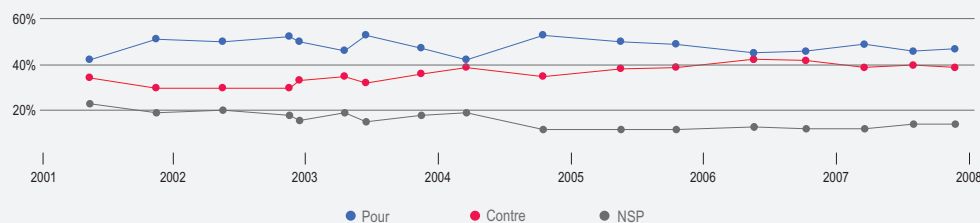
Depuis 2004, l'Union européenne a accueilli douze nouveaux Etats membres. Au cours des années qui ont précédé ces élargissements, les citoyens européens, sondés par l'Eurobaromètre, ont été amenés à réagir à propos de l'élargissement. Il s'agissait de déterminer si les citoyens européens étaient ou non favorables à un nouvel élargissement, mais aussi de définir leurs craintes et attentes. Une fois la sixième vague menée à bien, l'Eurobaromètre a continué à sonder les citoyens européens quant à la perspective d'un nouvel élargissement.

Repère 20 A la veille du plus important élargissement de l'Union européenne, la population européenne redoute les conséquences économiques des nouvelles adhésions.

Attitude générale

Au printemps 2008, près de la moitié des citoyens européens (47%) se déclarent en faveur d'un nouvel élargissement de l'Union. Les niveaux de soutien les plus élevés sont observés dans certains des pays qui ont adhéré relativement récemment à l'Union européenne, à savoir la Pologne (74%), la Slovaquie (74%) et la Lituanie (69%). Ces chiffres sont en net contraste avec la réticence à un nouvel élargissement en Autriche, en France et au Luxembourg, où approximativement six répondants sur dix s'opposent à cette idée.

Attitude vis-à-vis d'un élargissement supplémentaire de l'Union européenne



Questions et Sources

Q: Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

EB69 (printemps 2008)



2. ATTITUDE À L'ÉGARD D'UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT

Dans les pays candidats, la Croatie et la Turquie, le soutien à un nouvel élargissement de l'Union a sensiblement chuté entre le printemps 2005 et le printemps 2008. A l'heure actuelle, environ la moitié des Croates et des Turcs sont favorables à un nouvel élargissement, alors que cette proportion atteignait les deux tiers au printemps 2005. Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, par contre, le soutien à un nouvel élargissement reste massif, à un niveau de 90%.

Parmi les Etats membres actuels, le soutien maximal à un élargissement supplémentaire de l'Union européenne est enregistré dans les pays qui ont rejoint l'Union au cours des deux dernières vagues d'adhésion.

Craintes et attentes suscitées par un nouvel élargissement

Au printemps 2006, l'élargissement donne aux citoyens européens le sentiment que plus l'Union européenne comptera de pays membres, plus elle jouera un rôle important dans le monde (72%) et plus elle pourra promouvoir la paix et la sécurité (64%). Ils estiment, en outre, qu'une Europe élargie sera plus riche sur le plan culturel (64%). Cependant, une part non négligeable de la population redoute les conséquences économiques de nouvelles adhésions. Pour 47% des citoyens européens, l'élargissement va coûter plus cher à leur pays. La même proportion considère que leur pays recevra moins d'aides financières de l'Union européenne quand de nouveaux Etats l'auront rejointe.

Soutien à l'adhésion de pays spécifiques

Lorsque l'on les interroge vis-à-vis de l'adhésion potentielle de pays pris individuellement, les citoyens européens adoptent des positions sensiblement différentes. En 2008, ils se montrent favorables à l'adhésion de pays qui forment l'espace de l'Association européenne de Libre Echange, à savoir l'Islande (71%), et plus particulièrement la Norvège (78%) et la Suisse (77%).

Questions et sources

Q: Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

Q: Pourriez-vous me dire pour chacune des propositions suivantes si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec elle ? D'un point de vue politique, l'élargissement de l'Union européenne ... Et d'un point de vue économique, l'élargissement de l'Union européenne ... Et d'un point de vue social, l'élargissement de l'Union européenne ...

Q: Pour chacun des pays et territoires suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ? Suisse ; Norvège ; Bosnie-Herzégovine ; Croatie ; Ancienne République yougoslave de Macédoine ; Serbie ; Islande ; Albanie ; Ukraine ; Turquie ; Monténégro ; Kosovo

EB63 (printemps 2005)

EB65 (printemps 2006)

EB69 (printemps 2008)

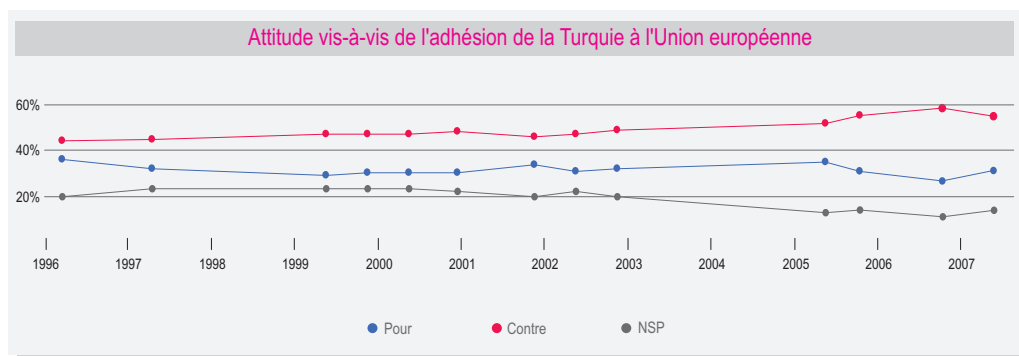
2. ATTITUDE À L'ÉGARD D'UN NOUVEL ÉLARGISSEMENT

Les citoyens européens sont en majorité opposés à l'adhésion éventuelle de la Turquie à l'Union européenne, mais ils sont plus positifs quant à la perspective d'une adhésion de la Croatie.

Au printemps 2008, environ la moitié des citoyens de l'Union européenne se montrent favorables à l'entrée de la Croatie dans l'Union européenne (52%), tandis qu'un tiers (34%) y sont défavorables.

Les Européens semblent partagés quant à l'éventualité de l'adhésion de l'ancienne République yougoslave de Macédoine à l'Union européenne. Les derniers chiffres révèlent qu'au printemps 2008, 40% sont favorables à ce que ce pays intègre l'Union européenne, alors que 43% y sont opposés.

Enfin, l'opposition est clairement majoritaire lorsqu'il s'agit d'envisager l'élargissement vers la Turquie: au printemps 2008, 55% des répondants s'y opposent contre 31% qui le soutiennent.

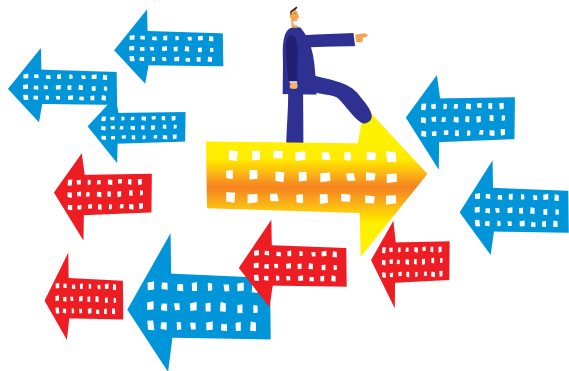


Questions et Sources

Q: Pour chacun des pays et territoires suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne ?
Suisse ; Norvège ; Bosnie-Herzégovine ; Croatie ; Ancienne République yougoslave de Macédoine ; Serbie ; Islande ; Albanie ; Ukraine ; Turquie ; Monténégro ; Kosovo

EB63 (printemps 2005)

EB69 (printemps 2008)



ZOOM 11

PROCESSUS D'INTÉGRATION ET EUROPE GÉOGRAPHIQUE : QUELS FUTURS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ?

L'Union européenne a accueilli le 1 janvier 2007 la Bulgarie et la Roumanie, qui ont entamé leurs négociations en février 2000. Plus controversée dans certains Etats membres est la question de l'adhésion de la Turquie, pour laquelle les négociations d'adhésion ont débuté le 3 octobre 2005. S'il est prévu que les Balkans occidentaux rejoignent l'Union européenne dans quelques années, la question d'une éventuelle adhésion de l'Ukraine au lendemain de la « révolution orange » de décembre 2004 est toujours débattue ; et la question se pose également pour d'anciens pays d'Europe de l'Est, comme la Biélorussie et la Moldavie.

Repères historiques :

30 mars 1998 : Lancement des négociations d'adhésion avec un groupe de six premiers pays : Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie.

Décembre 1999 : La Turquie se voit reconnaître par le Conseil européen d'Helsinki le statut de pays candidat.

15 février 2000 : Ouverture des négociations d'adhésion avec un second groupe de 6 pays : Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie et Slovaquie.

Juin 2004 : La Croatie obtient le statut de pays candidat.

Décembre 2005 : L'ancienne République yougoslave de Macédoine devient un pays candidat.

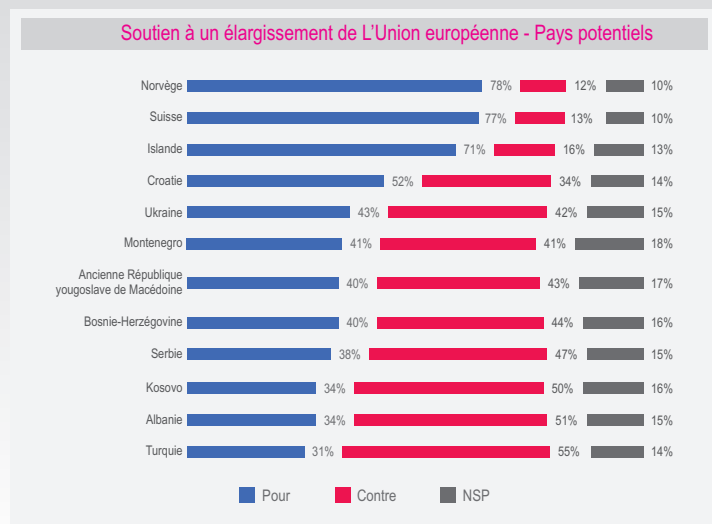
ZOOM 11 PROCESSUS D'INTÉGRATION ET EUROPE GÉOGRAPHIQUE : QUELS FUTURS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ?

- Plus des trois quarts des personnes interrogées soutiennent l'élargissement de l'Union européenne à la Suisse et à la Norvège ; un Européen sur deux est opposé à l'adhésion de la Turquie (55%) et à celle de l'Albanie (51%).

Source : Eurobaromètre Standard 69

Terrain : mars - mai 2008

QA44 : « Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir, il fasse partie de l'Union européenne? »





3. QUEL SOUTIEN POUR LA CONSTITUTION EUROPÉENNE ?

UN PRINCIPE QUI N'EST PAS REMIS EN CAUSE

La Convention européenne mise en place à l'issue du Conseil européen de Laeken en décembre 2001 a eu pour mission de proposer aux États une nouvelle architecture pour l'Union européenne élargie. Depuis le printemps 2000, l'Eurobaromètre mesure l'état de l'opinion publique à ce sujet.

Repère 21 La majorité des citoyens européens appréhendent favorablement l'idée que l'Union européenne puisse disposer d'une constitution.

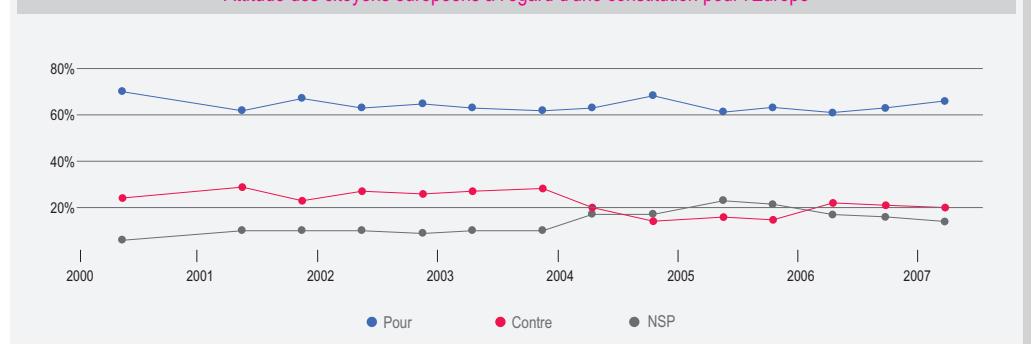
Soutien à l'égard d'une Constitution

Au printemps 2000, on constate un large soutien à une constitution pour l'Union européenne avec 70% de personnes qui se disent favorables et seulement 6% des Européens qui s'opposent à cette idée. Dès le printemps 2005, le taux de soutien enregistre une baisse de 9 points de pourcentage, atteignant 61%.

Malgré le résultat négatif des référendums français et néerlandais sur la ratification de la Constitution européenne, et le débat politique qui s'en est suivi à propos de l'avenir de la Constitution, l'idée d'une constitution pour l'Union européenne recueille toujours un large soutien à l'automne 2005 : 63% des citoyens européens adhèrent à ce projet et 21% s'y opposent. Aux Pays-Bas, le pourcentage de citoyens partisans d'une Constitution (ce qui ne signifie pas que son texte ne doit pas être modifié par rapport à celui proposé lors du référendum) s'élève alors à 62%, et en France, les opinions favorables atteignent même 67%.

Après 2005, le soutien à une constitution européenne gagne du terrain parmi les Européens, et au printemps 2007, deux tiers des citoyens affirment qu'ils y sont favorables.

Attitude des citoyens européens à l'égard d'une constitution pour l'Europe



En juin 2008, les citoyens irlandais rejettent par référendum le traité de Lisbonne, mais ce vote négatif ne se reflète pas dans leur attitude générale vis-à-vis de l'appartenance de l'Irlande à l'Union européenne, ainsi que nous l'avons observé dans un chapitre précédent. Peu avant le référendum, le soutien à l'appartenance du pays à l'Union se classe en effet parmi les plus élevés dans l'Union européenne.

Questions et Sources

Q. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. Une constitution pour l'Union européenne

EB53 (printemps 2000)

EB64 (automne 2005)

EB67 (printemps 2007)



3. QUEL SOUTIEN POUR LA CONSTITUTION EUROPÉENNE ?

Motivations des prises de position à l'égard d'une Constitution

À l'automne 2006, une majorité de citoyens de l'Union européenne considèrent que l'adoption du Traité établissant une Constitution rendrait l'Union européenne plus forte dans le monde (68%), plus démocratique (65%), plus efficace (64%), plus compétitive économiquement (64%), plus transparente (58%) et plus sociale (57%).

Avenir de la Constitution

La majorité des citoyens européens ne remettent pas en cause la nécessité d'une Constitution pour l'Union européenne. Si à l'automne 2006, l'opinion publique était divisée aux Pays-Bas, en France, les personnes interrogées expriment en revanche un large soutien (67%) quant à la nécessité d'une Constitution européenne pour assurer le bon fonctionnement des institutions européennes.

À l'automne 2006, les Européens estiment toutefois que la Constitution telle qu'elle a été soumise lors du processus de ratification devrait être renégociée (48%). Seul un citoyen sur quatre environ considère que les États membres devraient continuer le processus de ratification (23%), et une minorité pense que la Constitution européenne devrait être abandonnée (13%). C'est en France et en Belgique (66% dans les deux pays), ainsi qu'aux Pays-Bas (65%), que les citoyens sont les plus nombreux à penser que la Constitution européenne doit être renégociée.

Questions et Sources

Q: Et pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord. Si tous les États membres adoptaient le traité établissant une Constitution pour l'Europe, cela rendrait l'Union européenne ...Plus démocratique ; Plus efficace ; Plus transparent ; Plus forte dans le monde ; Plus compétitive économiquement ; Plus sociale

Q: Laquelle de ces propositions, reflète le mieux votre opinion ? Une Constitution européenne est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des institutions européennes ; Une Constitution européenne n'est pas nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des institutions européennes

Q: 15 pays ont ratifié la Constitution européenne, mais la France et les Pays-Bas ont voté "non". Laquelle des propositions reflète le mieux votre opinion ? Les États membres de l'Union européenne devraient continuer le processus de ratification. La Constitution européenne devrait être renégociée. La Constitution européenne devrait être annulée.

EB64 (automne 2005)

EB66 (automne 2006)



4. 2010 ET LA STRATÉGIE DE LISBONNE: LES DOUTES DES CITOYENS DE L'UNION EUROPÉENNE

DES DOUTES QUANT À LA CAPACITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE DE RIVALISER AVEC D'AUTRES ACTEURS ÉCONOMIQUES MONDIAUX

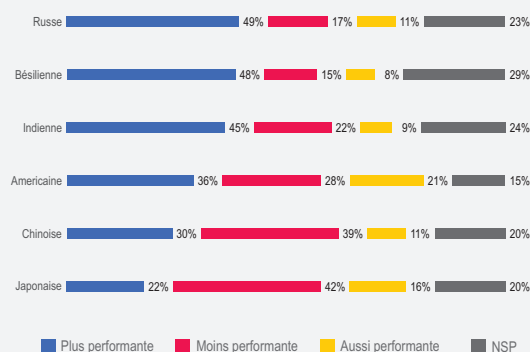
En mars 2000, le Conseil européen de Lisbonne a présenté une stratégie s'étalant sur dix ans et visant à faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde. L'Eurobaromètre a examiné quels sont les jugements portés par les citoyens européens sur la situation de l'économie européenne à la lumière des objectifs de l'Agenda de Lisbonne.

Repère 22 Les citoyens européens pensent que la situation de l'économie européenne s'améliorera dans les années à venir, même s'ils estiment improbable que l'Union européenne devienne la première puissance économique au monde au cours de cette période, un objectif fixé dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

Performance économique européenne comparée à celle d'autres acteurs économiques mondiaux

Par comparaison avec la performance d'autres acteurs économiques mondiaux, la performance de l'économie européenne est jugée majoritairement moins bonne, au printemps 2008, que celle du Japon (42% contre 22% qui estiment le contraire) et que celle de la Chine (39% contre 30% qui pensent que l'Union européenne est plus performante). En revanche, une majorité de répondants estime que l'économie européenne est plus performante que l'économie des Etats-Unis (36% contre 28%), de l'Inde (45% contre 22%), du Brésil (48% contre 15%), et surtout de la Russie (49% contre 17%).

La performance de l'Europe par rapport à d'autres économies du monde (printemps 2008)



Pronostics pour l'avenir

En 2005, plus de la moitié des citoyens européens pensent que la situation de l'économie européenne s'améliorera dans cinq ans contre un quart des personnes interrogées qui envisagent une détérioration de la situation. A l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie de Lisbonne, plus de la moitié des personnes interrogées estiment néanmoins qu'il est improbable que l'Union européenne devienne la première puissance économique au monde d'ici 2010, alors que 35% pensent que cet objectif pourrait être réalisé.

Priorités pour améliorer la performance de l'économie européenne

L'objectif de la stratégie de Lisbonne n'a été que partiellement atteint comme l'ont montré les travaux de la Commission européenne, en 2005, à mi-parcours. Afin d'améliorer la performance de l'économie européenne, les citoyens européens suggèrent d'améliorer la formation professionnelle et l'éducation (65%), d'accroître les investissements dans la recherche et l'innovation (47%) et de faciliter la création d'entreprises (43%).

Questions et sources

Q: Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie ... ? Américaine ; Japonaise ; Chinoise ; Indienne ; Russe ; Brésilienne.
 Q: A votre avis, d'ici cinq ans, l'Union européenne peut-elle devenir la première puissance économique au monde ? Oui, certainement ; Oui, probablement ; Non, probablement pas ; Non, certainement pas.
 Q: Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ? Augmenter la durée légale du travail ; Améliorer la formation professionnelle et l'éducation ; Investir dans la recherche et l'innovation ; Faciliter la création d'entreprises ; Utiliser l'énergie de manière plus efficace ; Investir dans les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)

EB63 (printemps 2005)
 EB66 (automne 2006)
 EB69 (printemps 2008)

CHAPITRE V



INSTANTANÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE EN EUROPE



1. COMMENT LES EUROPÉENS VOIENT CERTAINS « SUJETS DE SOCIÉTÉ »

Pour cette dernière partie, promenons-nous - au gré de livraisons récentes de l'Eurobaromètre - dans la société européenne et observons ce qu'est la vie quotidienne de nos concitoyens. Quelles sont les attitudes des Européens sur une série de sujets sociaux et environnementaux ? À quelles valeurs sont-ils attachés ? Comment se positionnent-ils par rapport aux défis posés par la société de l'information ? Et comment considèrent-ils le futur de leur continent... ? Autant de questions à propos desquelles l'Eurobaromètre, à travers ses enquêtes « Standard », « Spécial » et « Flash », fournit des éléments de réponse.

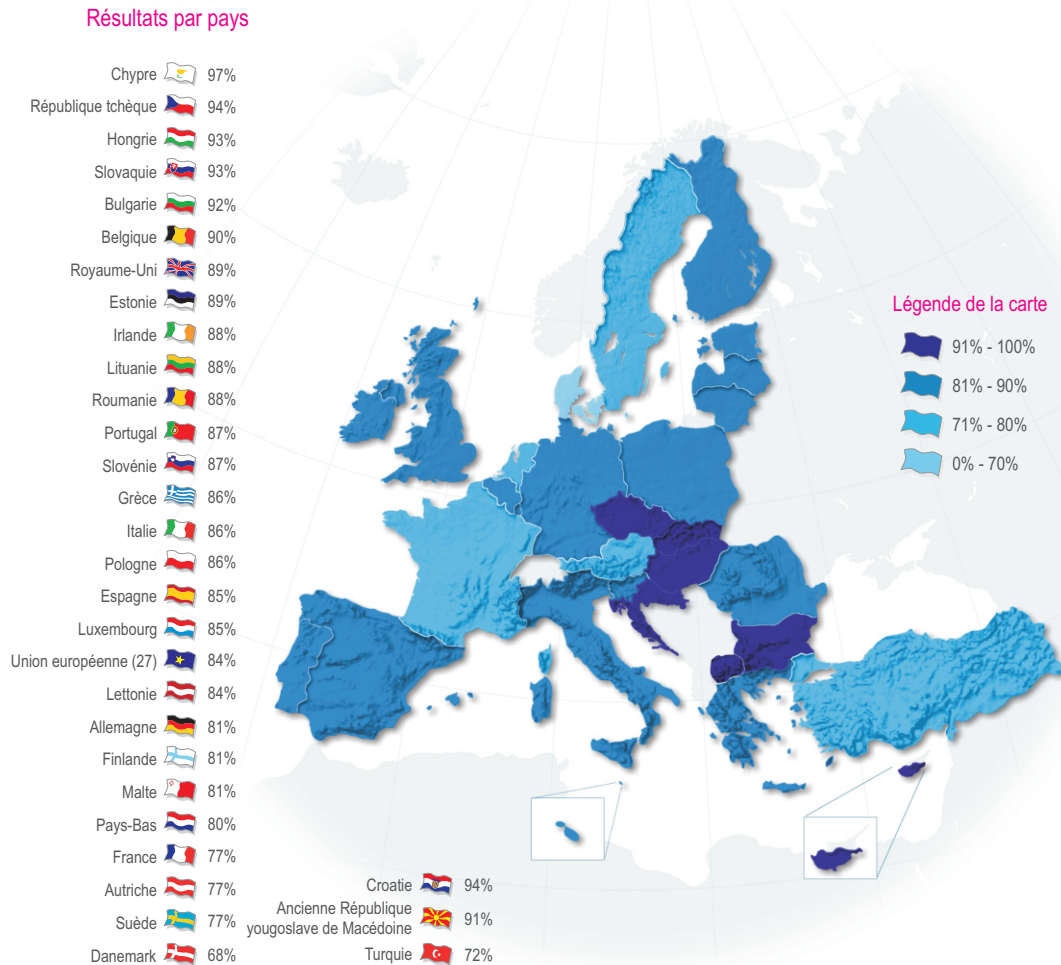
TROP DE TOLÉRANCE AUJOURD'HUI

- Pour 84% des citoyens de l'Union européenne, les criminels doivent être punis plus sévèrement car il semble y avoir trop d'indulgence de nos jours.

Qu'ils se sentent de gauche ou de droite, l'immense majorité des Européens semble d'accord sur ce point (90% à droite, 78% à gauche).

Source : Eurobaromètre 69, printemps 2008.

QD1a.3 Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?
Possibilité : Il y a trop d'indulgence de nos jours. Les criminels devraient être plus sévèrement punis
Réponses : D'accord



PLUS D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE ... MÊME AUX DÉPENS DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

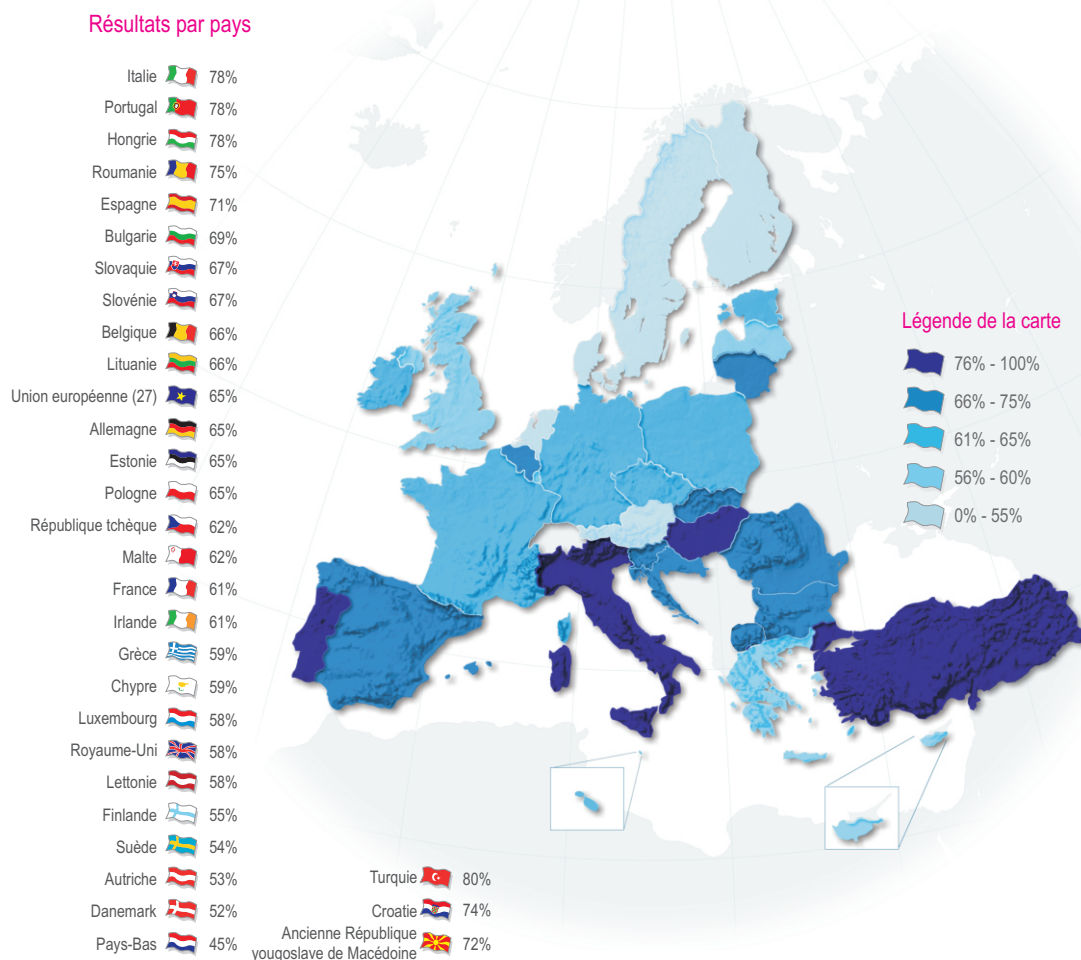
- Les citoyens veulent plus d'égalité et de justice même si cela signifie moins de liberté pour l'individu. Près de deux citoyens européens sur trois partagent cette opinion (65%). Toutefois, le sondage révèle des variations considérables entre les Etats membres, les pourcentages allant de 45% aux Pays-Bas à 78% au Portugal, en Hongrie et en Italie.

Source : Eurobaromètre 69, printemps 2008

QD1a.2 Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité : Nous avons besoin de plus d'égalité et de justice même si cela signifie moins de liberté pour l'individu

Réponses : D'accord



LA CONTRIBUTION DES IMMIGRÉS À LA SOCIÉTÉ

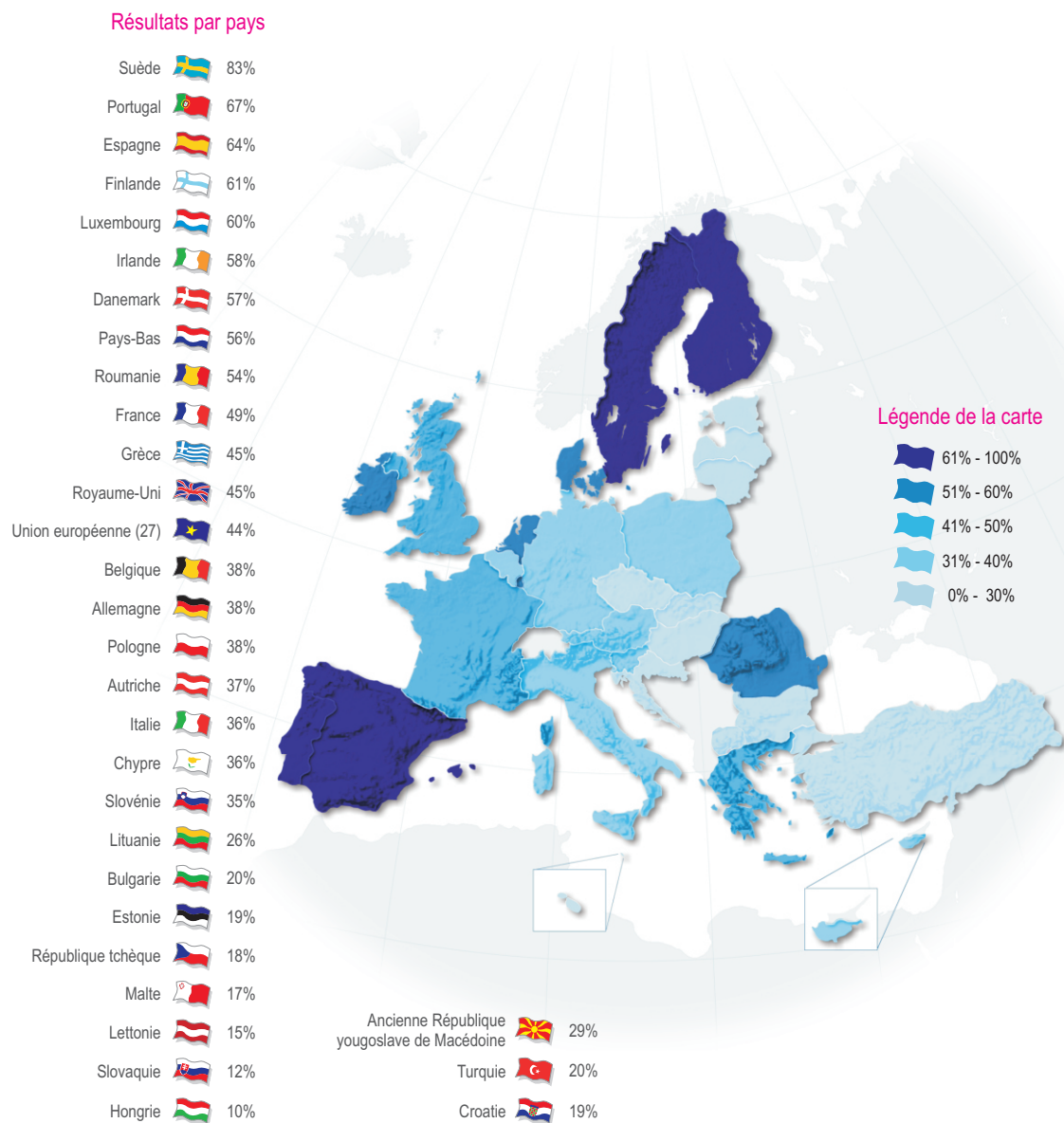
- En moyenne, 44% des citoyens de l'Union européenne pensent que les immigrés apportent beaucoup à leur pays. Mais une plus grande proportion encore n'est pas d'accord (47%).

Le positionnement politique des répondants ainsi que leur niveau d'études influence grandement leur attitude. Ainsi, les personnes qui se situent politiquement à gauche sont plus nombreuses à estimer que les immigrés apportent beaucoup à leur pays que celles de droite (55% pour 40% respectivement). En outre, plus les répondants ont étudié longtemps, plus ils approuvent cette idée (58% de ceux qui ont étudié jusqu'à 20 ans ou plus affirment que les immigrés apportent une contribution importante à leur pays, pour 35% de ceux qui ont quitté l'école à 15 ans ou plus jeunes).

Les différences les plus notables apparaissent au niveau des pays : en Suède, plus de huit personnes interrogées sur dix pensent que les immigrés contribuent beaucoup à leur pays (83%), par rapport à 10% seulement en Hongrie.

Source : Eurobaromètre 69, printemps 2008

Question : QD1a.4. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ...?
Possibilité : Les immigrés apportent beaucoup à (NOTRE PAYS)
Réponses : D'accord



UNE FORTE OPPOSITION À LA LÉGALISATION DU CANNABIS

• Un quart (26%) des citoyens de l'Union européenne pensent que la consommation personnelle de cannabis devrait être légalisée en Europe ; et deux tiers (68%) des répondants sont hostiles à cette possibilité. Les jeunes Européens s'opposent eux aussi majoritairement à la légalisation du cannabis (57% des répondants entre 15 et 24 ans y sont défavorables).

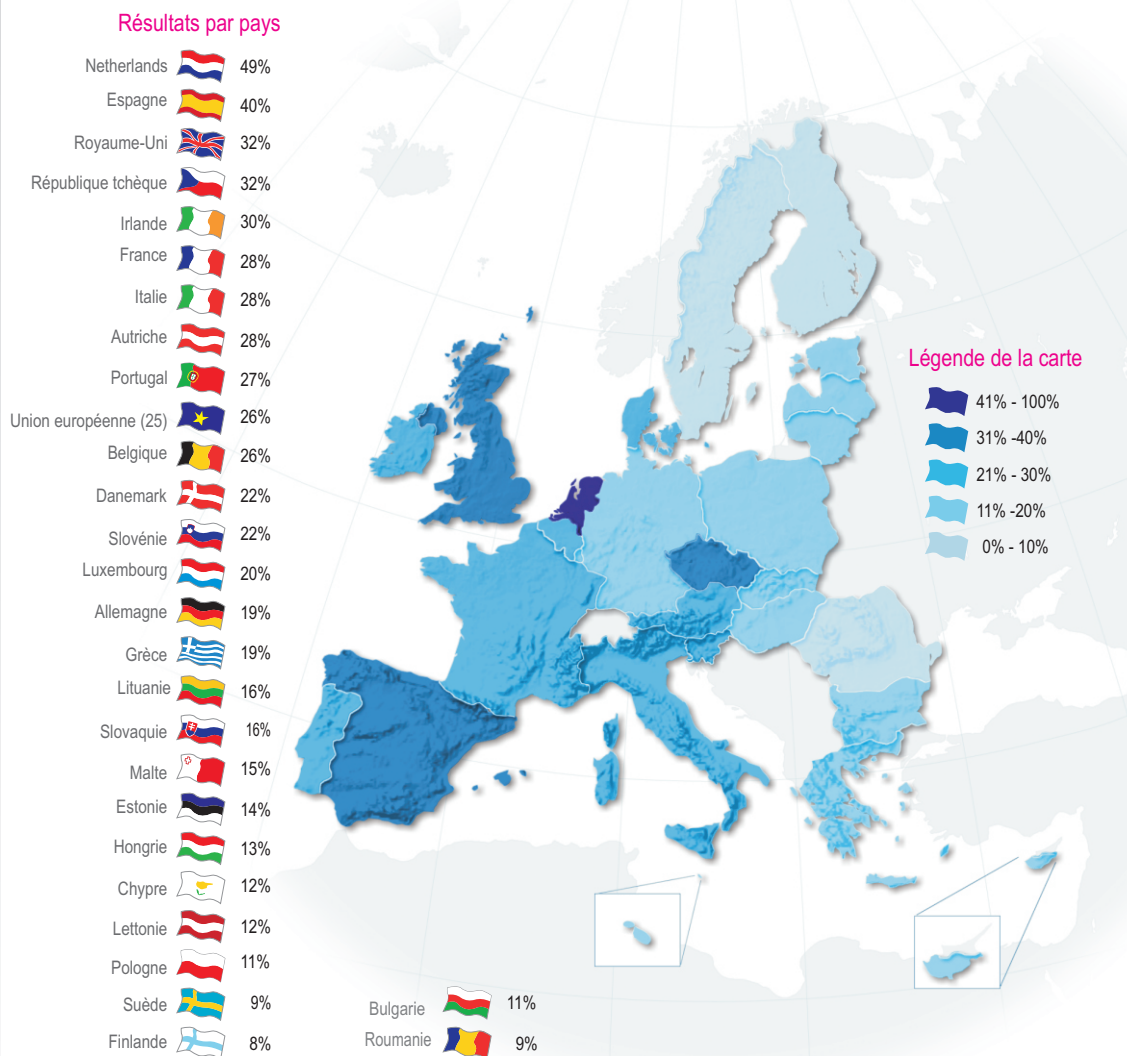
Une fois de plus, la moyenne européenne cache des disparités assez fortes entre les pays. En Finlande (8%) et en Suède (9%), la suggestion de légaliser le cannabis est catégoriquement rejetée ; en revanche aux Pays-Bas, où la consommation personnelle de cannabis est tolérée, un peu moins de la moitié des répondants pensent qu'il devrait être légalisé en Europe (49%).

Source : Eurobaromètre 66, automne 2006

Question : QA47.10 Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité : La consommation personnelle de cannabis devrait être légalisée en Europe

Réponses : D'accord





L'INCLUSION SOCIALE : QUEL EST L'IMPACT DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Chiffres clés :

79% des répondants pensent que l'Union européenne a eu un impact dans l'amélioration de l'accès à l'éducation et la formation.

76% des Européens sont d'accord avec l'affirmation suivante : les emplois à vie chez le même employeur sont de l'histoire ancienne.

76% des Européens estiment qu'avoir les capacités de changer facilement d'emploi est un atout utile aux gens pour trouver un emploi de nos jours.

76% des Européens pensent que l'Union européenne a eu un impact positif en matière de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

72% des Européens pensent que les contrats de travail devraient être plus flexibles pour encourager la création d'emplois.

71% des Européens estiment que l'Union européenne a eu un impact positif en matière de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

Source : Eurobaromètre 65.3, printemps 2006

PRÈS DE LA MOITIÉ DES CITOYENS ONT DES DIFFICULTÉS À « JOINDRE LES DEUX BOUTS »

- Près de la moitié des Européens (47%) affirment avoir des difficultés à payer toutes leurs factures à la fin du mois.

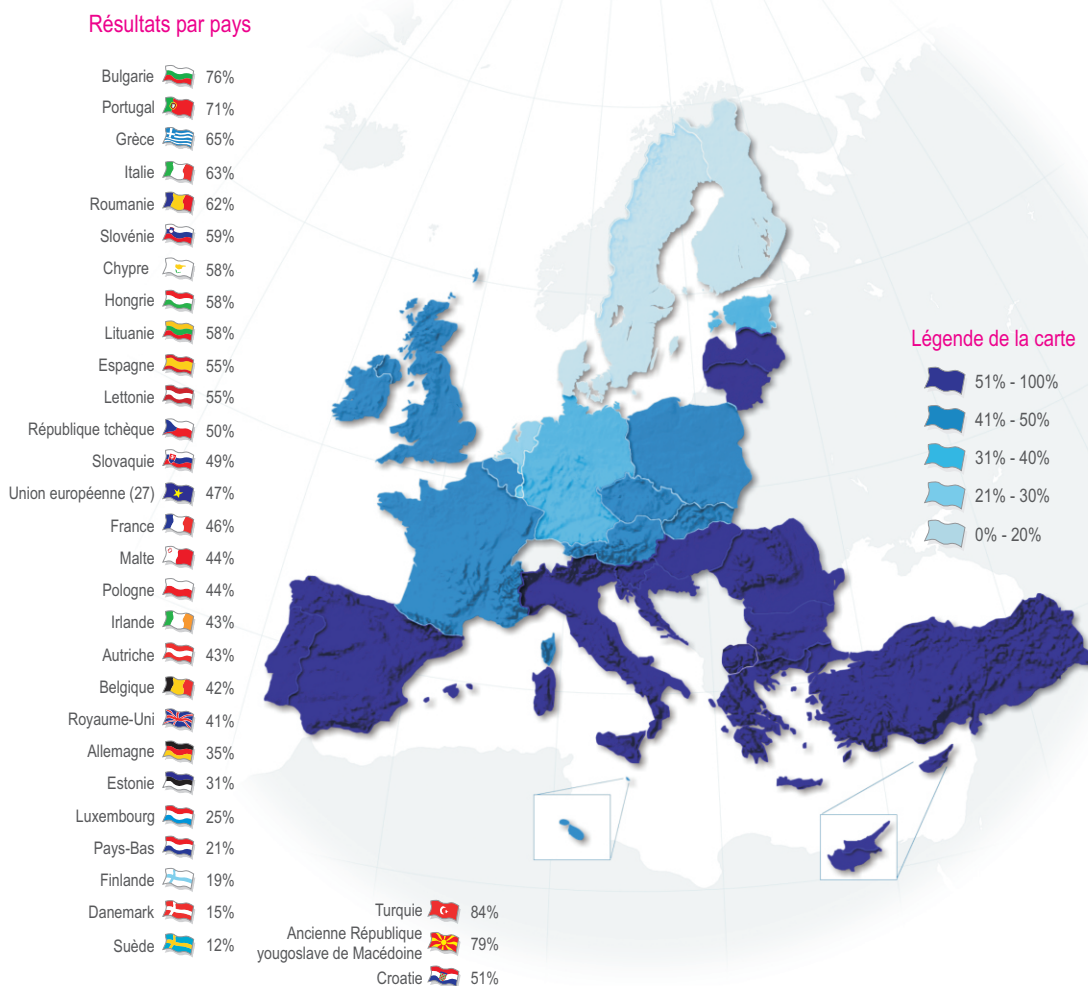
Ce pourcentage obtenu au niveau de l'Union européenne masque en réalité des disparités importantes sur le plan national. En effet, une nette majorité de répondants reconnaît avoir des difficultés à « joindre les deux bouts » en Bulgarie (76%), au Portugal (71%) et en Grèce (65%). A contrario, les personnes résidentes dans les pays nordiques de l'Union, ainsi qu'aux Pays-Bas, semblent très nettement moins éprouver de difficultés à payer leurs factures en fin de mois.

Le profil des personnes qui rencontrent des difficultés à gérer leur budget mensuel se dessine assez nettement. Il s'agit avant tout des personnes âgées de 25 à 39 ans, des personnes qui ont un niveau d'éducation moins élevé et, logiquement, des chômeurs.

Source : Eurobaromètre Standard 69, printemps 2008

QA28. Dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec la proposition suivante : Vous avez des difficultés à payer toutes vos factures à la fin du mois.

Réponses: D'accord



GLOBALEMENT, L'ÉTAT DE SANTÉ DES EUROPÉENS APPARAÎT BON

- Plus de 70% des Européens déclarent que leur santé ne les limite pas dans l'accomplissement d'activités physiques modérées comme de porter leurs courses ou de monter plusieurs volées de marches.
- Chaque année, plus d'un adulte européen sur quatre est affecté par des problèmes de santé mentale. Les affections mentales provoquent toutefois 58.000 suicides par an en Europe. On estime à 18,4 millions le nombre d'Européens ayant souffert d'une dépression importante, et à 18,5 millions les personnes qui au cours des douze derniers mois ont souffert de phobies spécifiques.
- Au cours des semaines qui ont précédé l'étude, l'hiver 2005-2006, une majorité substantielle des Européens attestaient d'un état d'esprit positif et équilibré, et non d'émotions négatives comme un sentiment de déprime.

Source : Eurobaromètre Spécial N° 248 : « la santé psychique et psychologique », décembre 2005

Questions et Sources

Q: Dans quelle mesure votre santé vous limite-t-elle pour... ? Pratiquer des activités modérées, comme déplacer une table, passer l'aspirateur ou ramener vos courses ; Monter plusieurs volées d'escaliers.

Q: Les questions suivantes portent sur comment vous vous sentez et sur la façon dont vous vous êtes porté au cours des 4 dernières semaines. Pour chaque question, veuillez indiquer la réponse qui se rapproche le plus de ce que vous avez ressenti. A quelle fréquence au cours de ces 4 dernières semaines ... ? Vous êtes-vous senti(e) en pleine joie de vivre; Vous êtes-vous senti(e) particulièrement tendu(e); Vous êtes-vous senti(e) tellement malheureux(se) que plus rien ne parvenait à vous remonter le moral; Vous êtes-vous senti(e) calme et serein(e); Vous êtes-vous senti(e) plein(e) d'énergie; Vous êtes-vous senti(e) démoralisé(e) et déprimé(e); Vous êtes-vous senti(e) épuisé(e); Avez-vous été heureux(se); Vous êtes-vous senti(e) fatigué(e)

Voir le Livre vert sur la santé mentale. http://ec.europa.eu/health/ph_determinants/life_style/mental/green_paper/mental_gp_fr.pdf
EB64.4 (Décembre 2005 - Janvier 2006)

2. PHOTOGRAPHIES DE QUELQUES VALEURS DÉFENDUES PAR LES CITOYENS DE L'UNION

LES VALEURS PERSONNELLES ET EUROPÉENNES

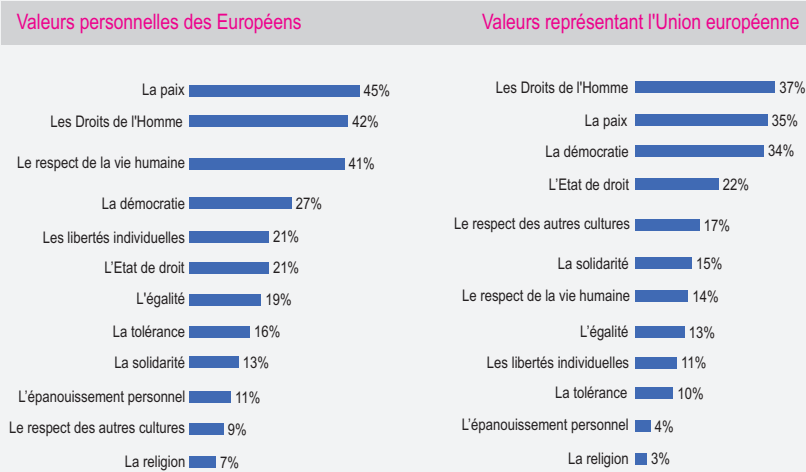


- La paix (45%), les droits de l'homme (42%) et le respect de la vie humaine (41%) et sont les valeurs personnelles les plus importantes des Européens.

Lorsqu'on leur demande quelles sont les valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, les répondants classent les droits de l'homme, la paix et la démocratie aux trois premières places.

Les Européens reconnaissent ainsi indirectement que le principal objectif des Pères fondateurs de l'Union a été atteint.

Source : Eurobaromètre 69, printemps 2008



Questions et sources

Q: Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ? (MAX. 3 REPONSES) L'Etat de droit ; Le respect de la vie humaine ; Les droits de l'homme ; Les libertés individuelles ; La démocratie ; La paix ; L'égalité ; La solidarité ; La tolérance ; La religion ; L'épanouissement personnel ; Le respect des autres cultures

Q: Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, parmi les suivantes ? (MAX. 3 REPONSES) L'Etat de droit ; Le respect de la vie humaine ; Les droits de l'homme ; Les libertés individuelles ; La démocratie ; La paix ; L'égalité ; La solidarité ; La tolérance ; La religion ; L'épanouissement personnel ; Le respect des autres cultures.

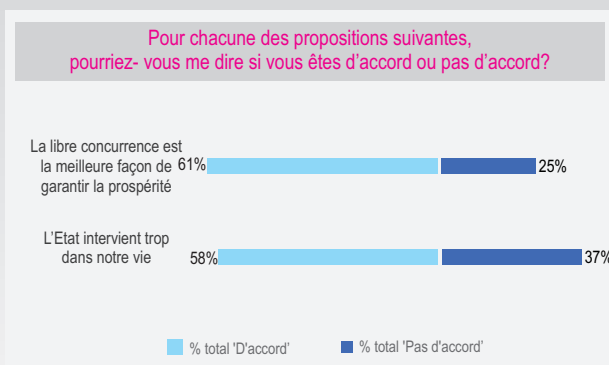
2. PHOTOGRAPHIES DE QUELQUES VALEURS DÉFENDUES PAR LES CITOYENS DE L'UNION

L'INTERVENTION DE L'ETAT ET LA LIBRE CONCURRENCE



- Environ six répondants sur dix pensent que la libre concurrence est la meilleure garantie de la prospérité économique (61%) et que l'Etat intervient trop dans leur vie (58%). Bien que les personnes qui se situent politiquement à droite soient encore plus enclines à le penser, les personnes de gauche soutiennent largement elles aussi une approche non-interventionniste et l'économie de marché.

Source : Eurobaromètre 69, printemps 2008



Questions et sources

Q: Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes...? L'Etat intervient trop dans notre vie ; La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité.



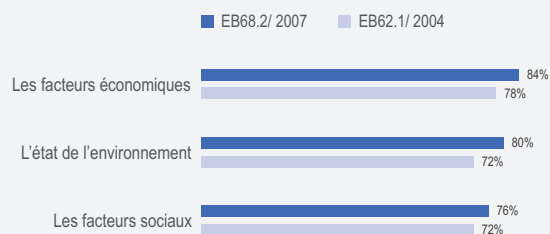
3. PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'environnement est devenu l'un des défis les plus complexes du XXI^e siècle. Les dernières études Eurobaromètre font apparaître que les Européens s'inquiètent aujourd'hui vivement des problèmes environnementaux, à l'évidence influencés en cela par le débat public houleux sur le phénomène du changement climatique qui s'intensifie depuis quelques années.

L'état de l'environnement exerce une influence importante sur la qualité de vie des Européens

A la fin 2007, les citoyens ont été consultés sur l'influence de trois facteurs sur leur qualité de vie. Une nette majorité des Européens estiment que ces facteurs ont un effet sensible sur leur vie, plus de trois quarts affirmant que ces trois facteurs influencent « beaucoup » ou « assez » leur existence quotidienne. Les facteurs économiques donnent l'impression de produire la plus grande incidence (84%), étroitement suivis par l'état de l'environnement (80%). Depuis 2004, une importance croissante est attribuée à ces divers paramètres dans la qualité de vie des citoyens. Cette tendance traduit peut-être, par exemple, la conjoncture économique instable, notamment les prévisions d'inflation élevée, et l'inquiétude grandissante quant aux problèmes environnementaux, comme le changement climatique, qui ont suscités en 2007 d'intenses débats.

A votre avis, dans quelle mesure les facteurs suivants influencent-ils votre qualité de vie ?
- % influencent



Questions et Sources

Q: A votre avis, dans quelle mesure les facteurs suivants influencent-ils votre qualité de vie ?

EB68.2 (automne 2007)

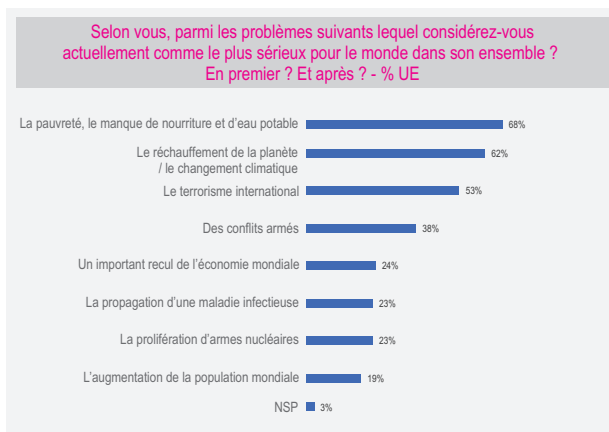


3. PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR DE NOMBREUX CITOYENS

Le changement climatique est une préoccupation majeure pour de nombreux citoyens

La publication de rapports alarmants sur les risques de ses répercussions dommageables a installé le changement climatique en bonne place dans les programmes politiques du monde entier. Dans le sillage des débats publics animés et de l'attention médiatique exacerbée consacrée à ce sujet ces dernières années, le changement climatique est devenu une préoccupation majeure pour de nombreux citoyens. Au printemps 2008, trois quarts des Européens estiment ainsi que le changement climatique / le réchauffement de la planète est un problème très sérieux. Ce problème est même considéré comme le plus sérieux pour le monde après la pauvreté. Les citoyens européens gardent cependant une philosophie relativement optimiste : ils pensent que le changement climatique est un problème sérieux, mais pas un processus impossible à arrêter.



L'Union européenne doit décider dans le domaine de l'environnement

Au printemps 2008, les Européens expriment sans ambiguïté leur préférence pour que les décisions sur la protection de l'environnement soient prises au niveau européen. Environ sept sur dix pensent que ces décisions doivent être arrêtées en commun au sein de l'Union européenne, tandis que 26% voudraient qu'elles incombent à leur gouvernement national. En outre, un tiers des citoyens sont d'avis que les institutions européennes devraient mettre l'accent sur les questions environnementales au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir.

Questions et Sources

Q: Et dans quelle mesure pensez-vous que le réchauffement de la planète / le changement climatique est un problème sérieux actuellement ? Utilisez s'il vous plaît cette échelle de 1 à 10 où 1 signifie que ce n'est pas du tout un problème sérieux et 10 que c'est un problème extrêmement sérieux. Les scores de 7 à 10 sont définis comme « un problème très sérieux », les scores de 5 et 6 comme « un problème moyennement sérieux » et les scores de 1 à 4 comme « un problème pas sérieux ».

Q: Selon vous, parmi les problèmes suivants lequel considérez-vous actuellement comme le plus sérieux pour le monde dans son ensemble ? En premier ? Et après ? Le réchauffement de la planète / le changement climatique ; Le terrorisme international ; La pauvreté, le manque de nourriture et d'eau potable ; La propagation d'une maladie infectieuse ; Un important recul de l'économie mondiale ; La prolifération d'armes nucléaires ; Des conflits armés ; L'augmentation de la population mondiale.

Q: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ... ? Le changement climatique est un processus impossible à arrêter, nous n'y pouvons rien.

Q: Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? La protection de l'environnement

Q: L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES) Le marché intérieur ; La politique culturelle ; La politique étrangère européenne ; La politique européenne de défense ; Les questions d'immigration ; La politique européenne de l'éducation ; Les questions environnementales ; Les questions énergétiques ; La solidarité avec les régions plus pauvres ;

EB69.2 (printemps 2008)



4. LES EUROPÉENS FACE AU DÉFI DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

DE PLUS EN PLUS DE MÉNAGES ONT ACCÈS AUX SERVICES DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

L'accès au téléphone et à la télévision sont universels

Dans l'Union européenne, 96% des ménages sondés déclarent qu'ils ont au moins un téléviseur. Le taux de pénétration avoisine les 100% à Chypre, au Luxembourg et à Malte. Le taux le plus bas (92%) est observé en Finlande.

Presque tous les ménages européens (95%) ont accès à la téléphonie à leur domicile, mais le type de service - fixe ou mobile - change rapidement. L'usage de la téléphonie mobile se répand, tandis que l'implantation de la téléphonie fixe est en recul. Au début 2008, 57% ont à la fois un accès à la téléphonie fixe et un mobile et 24% ont uniquement un mobile.

Il mérite par ailleurs d'être remarqué qu'un pourcentage significatif de ménages en Roumanie (20%), en Bulgarie (10%), en Lituanie (9%) et au Portugal (9%) n'ont accès à aucun service téléphonique.

Questions et Sources

Q: Pourriez-vous me dire combien des services suivants sont disponibles dans votre ménage. Une télévision (écran standard - 4/3, écran large - 16/9, écran plat)

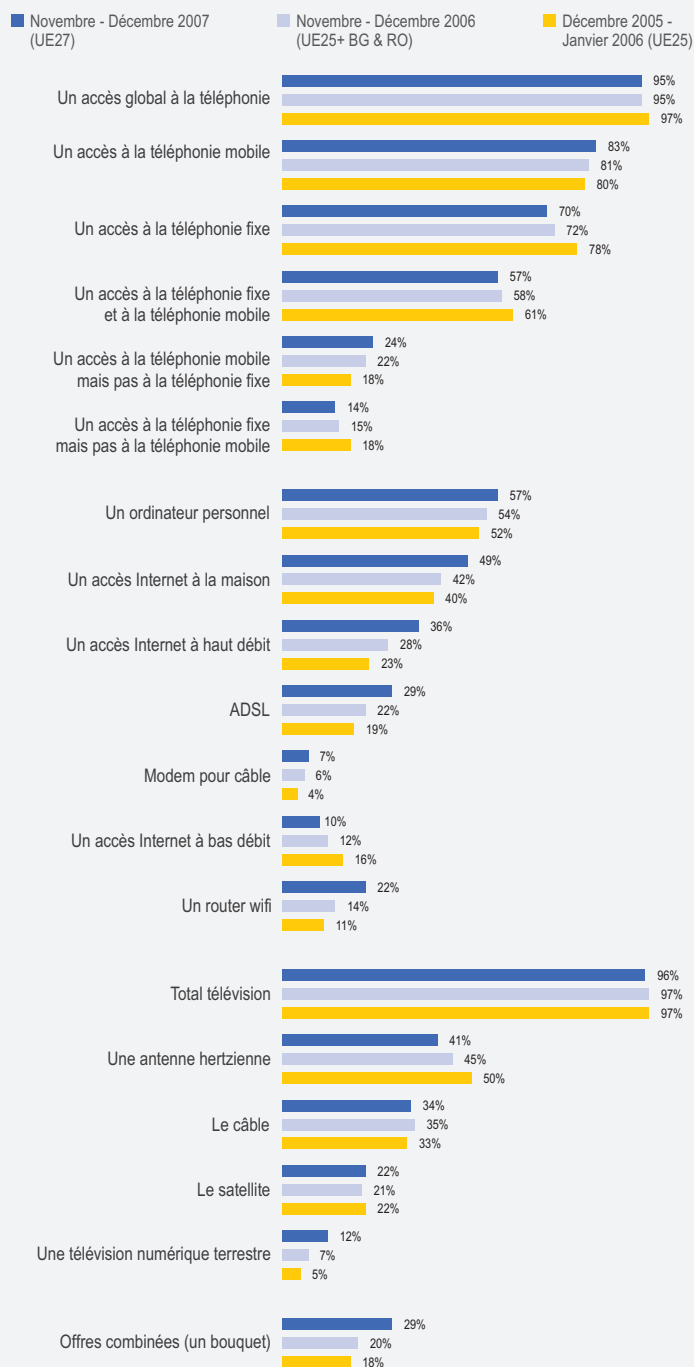
Q: Pourriez-vous me dire combien des services suivants sont disponibles dans votre ménage. Un accès à la téléphonie mobile par un contrat (facturation) ; Un accès à la téléphonie mobile par une carte prépayée ; Un accès à la téléphonie fixe (y compris les accès fournis par un câblo-opérateur ou un opérateur fournissant la téléphonie fixe sur IP) p. ex. une ligne classique plus une autre (2° numéro) pour un fax ou pour Internet comptent pour 2.

EB68.2 (automne 2007)



4. LES EUROPÉENS FACE AU DÉFI DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

TAUX DE PÉNÉTRATION DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Source: Eurobaromètre Spécial N°293: Sondage sur les communications électroniques auprès des ménages, novembre - décembre 2007



4. LES EUROPÉENS FACE AU DÉFI DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

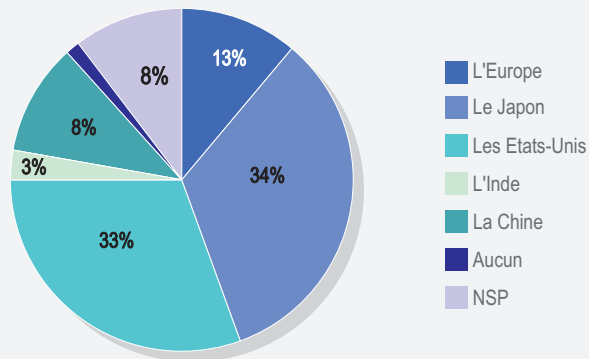
HAUSSE RAPIDE DU TAUX DE PENETRATION D'INTERNET DANS LES MENAGES EUROPÉENS

Alors qu'Internet et les nouvelles technologies de l'information et de la communication connaissent une notoriété croissante et que l'Union européenne affiche sa volonté de développer une société de l'information pour tous, l'Eurobaromètre s'est attaché à examiner la perception qu'ont les Européens de diverses problématiques liées à ce développement dans notre société.

Lorsqu'il s'agit d'identifier quels sont les pays qui profitent le plus de l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les citoyens de l'Union européenne citent principalement, quasiment à égalité, le Japon et les Etats-Unis (environ un tiers des réponses chacun) loin devant l'Europe (13%), la Chine (8%) et surtout l'Inde (seulement 3% de citations).

Repère 23 Au début de ce siècle, l'accès à Internet - et ainsi son utilisation - était encore limité pour les Européens.

Régions ou pays qui "tirent le mieux parti du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication" (automne 2004)



Questions et Sources

Q: A votre avis, parmi les régions ou les pays suivants, quel(le) est celui(elle) qui, selon vous, tire le mieux parti du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Internet, la téléphonie mobile, etc.)? L'Europe; Les États-Unis; La Chine; Le Japon; L'Inde

EB62.1 (automne 2004)



4. LES EUROPÉENS FACE AU DÉFI DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

LES OUTILS D'UNE RÉVOLUTION EN MARCHÉ : ORDINATEURS ET INTERNET

Avoir un ordinateur

Si parmi les ménages néerlandais, suédois et danois plus de huit sur dix possèdent au moins un ordinateur, dans neuf pays de l'Union européenne, ce taux de pénétration est inférieur à 50%. Les pourcentages les plus faibles sont observés en Bulgarie (27%) et en Roumanie (35%). L'analyse démographique révèle un lien étroit entre la taille du ménage et la possession d'un ordinateur. Plus le ménage est grand, plus il est susceptible d'avoir un ordinateur.

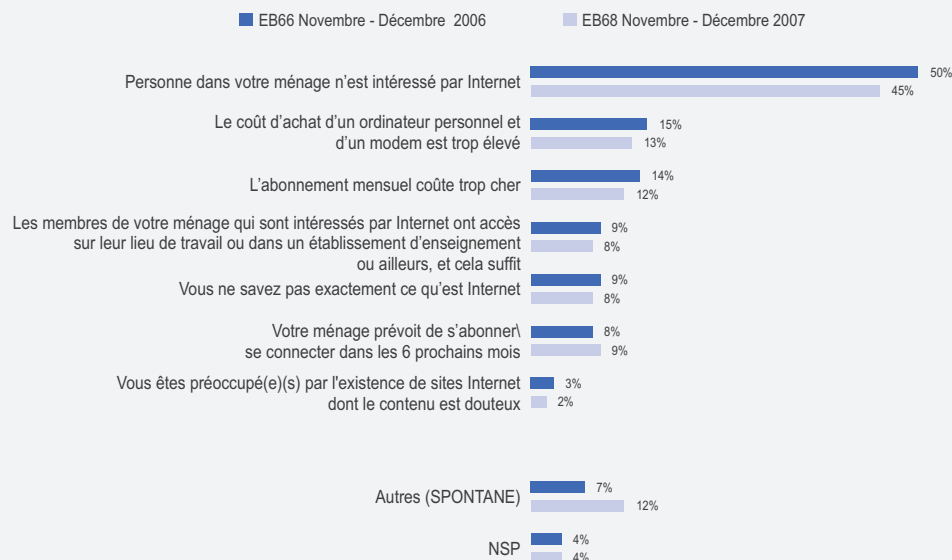
Accès à Internet

En mai 2000, l'Eurobaromètre 53 révèle que seulement 18% des citoyens européens disposent d'une connexion Internet à la maison. Au début 2008, près de la moitié des ménages européens (49%) ont un accès Internet. Depuis quelques années, l'accès Internet passe de plus en plus par une connexion à bande large, l'accès Internet à bande étroite perdant rapidement du terrain partout dans l'Union européenne. Parmi les ménages connectés à Internet, 36% ont un accès à bande large (soit une hausse de 8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente) et 10% utilisent une technologie à bande étroite. Le manque d'intérêt semble être la principale raison de l'absence d'un accès Internet dans les ménages.

Usages d'Internet

Si on examine les raisons pour lesquelles les personnes interrogées utilisaient Internet à la fin 2004, on constate qu'elles s'en servaient principalement à des fins d'information et de communication.

Les raisons pour lesquelles les citoyens n'utilisent pas Internet

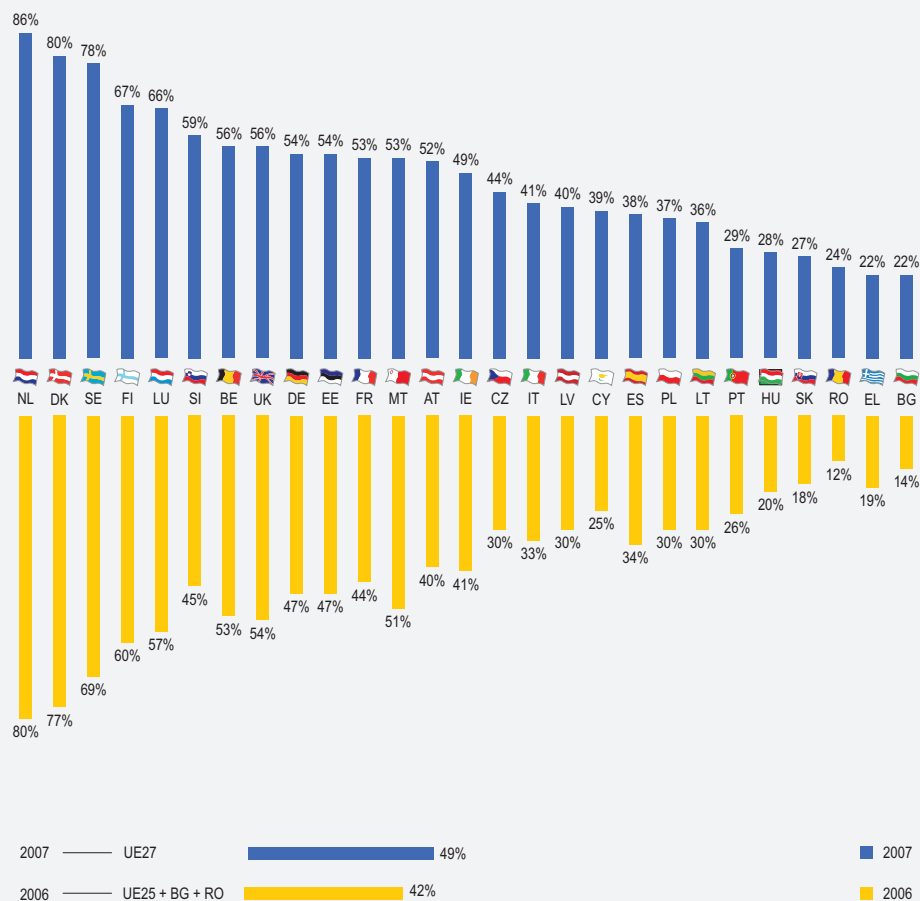


Questions et Sources

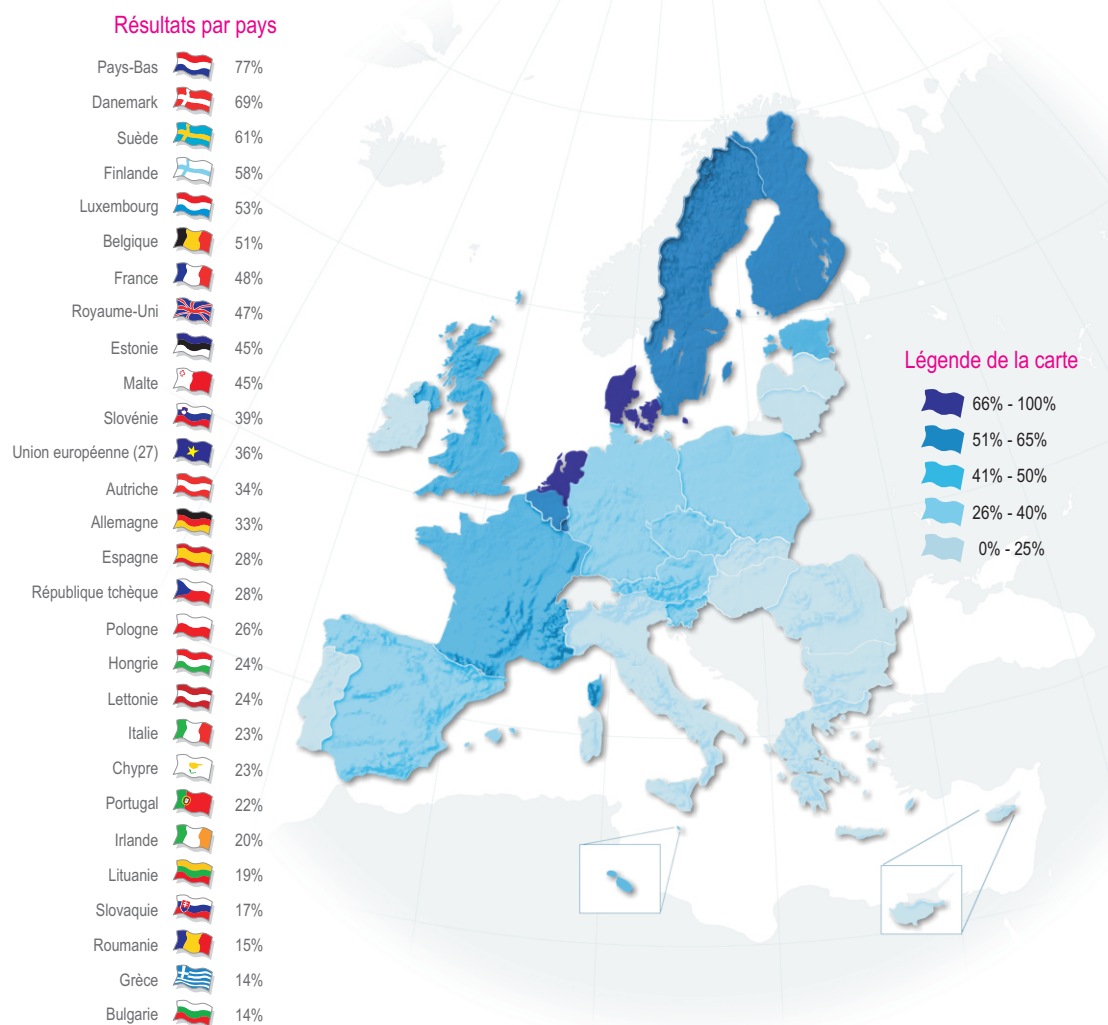
Q. Pourriez-vous me dire combien des services suivants sont disponibles dans votre ménage. Un ordinateur personnel (ordinateur de bureau, portable); Un accès Internet (gratuit ou payant)
 Q. Vous m'avez dit que vous n'aviez pas d'accès Internet chez vous. Parmi la liste suivante, quelles raisons expliquent le mieux pourquoi votre ménage n'a pas d'accès Internet ?

EB53 (printemps 2000)
 EB62.1 (automne 2004)
 EB68.2 (automne 2007)

Question : QD1.7 Pourriez-vous me dire combien des services suivants sont disponibles dans votre ménage.
 Option : Un accès Internet (gratuit ou payant) (un accès peut connecter plusieurs ordinateurs)
 Réponses : au moins un



Question : Q1. Pourriez-vous me dire combien des services suivants sont disponibles dans votre ménage.
Option : Accès Internet haut débit



Source: Special Eurobaromètre N° 293: "Etude sur les communications électroniques auprès des ménages", novembre - décembre 2007



CONCLUSION

Si le projet de création de l'Eurobaromètre était d'emblée très ambitieux, on peut aujourd'hui sans conteste affirmer que le pari et les engagements initiaux ont été tenus, alors que près de soixante-dix Eurobaromètres Standard se sont succédé et qu'ils constituent autant de mines d'information pour un large public d'utilisateurs. Dans le droit fil de leur objectif de départ, ces enquêtes d'opinion ont aidé les Institutions européennes et plus spécifiquement la Commission à évaluer, définir et valider de nombreuses politiques des Communautés européennes puis de l'Union européenne.

Mais ces enquêtes d'opinion ne servent pas uniquement les Institutions européennes ; elles sont très largement utilisées par un grand nombre d'acteurs qui sont parties prenantes du processus d'intégration européenne et qui cherchent à travers les résultats de ces sondages des pistes de réflexion, des arguments visant à développer des stratégies ou encore des éléments d'information à destination de publics-cibles (par exemple le monde universitaire) ou du grand public. Citons en particulier le monde de la presse qui, depuis maintenant de nombreuses années, a recours de façon assez systématique aux résultats de l'Eurobaromètre dans sa couverture des développements de la construction de l'Europe. On peut donc affirmer que la couverture média dont bénéficient les résultats de l'Eurobaromètre - tant dans l'Union européenne qu'en dehors de ses frontières - a participé au succès général de cet outil.

Un large panel de spécialistes s'accorde à dire que l'Eurobaromètre constitue un outil extrêmement précieux. Même si l'Eurobaromètre, au fil de ses 35 années d'existence, a préservé sa qualité et son importance, une optimisation peut toujours être apportée. Un groupe d'acteurs engagés dans les sondages d'opinion se sont ainsi réunis en octobre 2006 à Madrid pour identifier un moyen d'améliorer l'Eurobaromètre de façon à « mieux anticiper et comprendre les tendances de l'opinion publique sur les sujets d'une importance primordiale pour l'avenir de l'Europe ».

A son terme, la Conférence de Madrid a formulé les conclusions suivantes :

1. Optimisation de l'Eurobaromètre

- L'outil est utile, mais une diffusion plus rapide et plus large des résultats est souhaitable.
- Une analyse secondaire des résultats devrait être encouragée.
- Les enquêtes qualitatives devraient être plus utilisées.
- Davantage d'outils complémentaires devraient être utilisés, mais seulement s'ils améliorent clairement la qualité des études.

2- Réseau

Réseau politique

- Feedback sur la qualité des sujets et des questionnaires.
- Feedback sur l'utilisation et la diffusion des résultats.
- Collecte et rapprochement de données régionales, nationales et européennes.
- Réalisation d'une analyse politique et médiatique pour une compréhension plus approfondie des résultats.
- Amélioration de l'accessibilité et de la visibilité des résultats.

Réseau méthodologique

- Echange de meilleures pratiques, création de synergies et soutien à l'Union européenne au niveau méthodologique, notamment sur les questions d'échantillonnage, les innovations technologiques, l'amélioration de la qualité et d'autres méthodes.

La Conférence de Paris, qui aura lieu les 21 et 22 novembre 2008, se veut un prolongement de la Conférence de Madrid. Nous espérons qu'elle nous donnera les moyens de mieux appréhender les attentes des citoyens vis-à-vis de l'Union européenne.

